

Rouge

Numéro
spécial été

M 1578 N° 1170-71 10F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

25 juill. au 22 août 1985

La java des libéraux



Femmes méprisées

Médias convoités

Chômeurs matraqués

Tiers monde affamé

Le franc au prix fort

La gauche au gouvernement et le franc en hausse : on n'avait jamais vu ça ! A l'inverse de ce que pronostiquaient bon nombre d'observateurs des marchés financiers, à l'heure de la baisse du dollar, le franc, apparemment, tient le coup. Il est même réévalué, au même titre que le mark. Berégovoy n'en pouvait plus d'être fier au soir de la rencontre des autorités monétaires européennes, en Suisse.

Il n'est guère difficile de comprendre pourquoi le marché des changes a encore confiance dans le franc. La politique du gouvernement a toutes les raisons de lui convenir : de la désindexation des salaires aux plans de licenciements menés rondement ; des marges bénéficiaires des entreprises qui se redressent aux charges fiscales qui s'allègent ; des multiples réformes qui élargissent l'accès des investisseurs aux marchés financiers aux taux d'intérêt élevés. Un argument de poids enfin s'ajoute à tout cela pour les habitués de la Bourse : cette politique menée aujourd'hui par un gouvernement de gauche garantit un certain calme social. Le raisonnement vaut évidemment jusqu'à l'approche des prochaines échéances électorales. Après...

En attendant, le franc fort est pour Bérégovoy une raison de plus de renforcer l'austérité. « Nous modernisons, aux décideurs — nous dirions aux capitalistes — de jouer », explique le ministre de l'Economie dans une interview à l'hebdomadaire *la Vie française* du 22 juillet. Les travailleurs paieront évidemment toutes les conséquences de cette politique-là. Inutile de détailler longuement. Le redoublement des licenciements annoncé dans la sidérurgie ou le profil surcomprimé du prochain budget donnent quelques idées de ce qui nous attend à la rentrée.

Les amateurs de franc fort sauce Bérégovoy auraient, cela dit, tout à fait tort de se réjouir trop vite. Les mouvements qui risquent d'agiter les marchés des changes n'en sont qu'à leur début. Et quoi qu'en dise le ministre de l'Economie, sa soupe austère n'a rien résolu des faiblesses traditionnelles de l'économie française face à ses concurrentes. Cela se saurait... C'est pourtant cela qui décide en fin de compte du sort d'une monnaie. Et, face au mark, notre franc national a toujours toutes les chances de ne pas faire le poids.

Michel Morel

DOLLAR A LA DERIVE

La reaganomics en prend un coup

Début de mandat agité pour Reagan : une partie significative de la haute finance américaine estime que la « reaganomics » fait vraiment trop de dégâts. La baisse du dollar amorcée ces dernières semaines correspond à leurs vœux. Mais les perspectives politiques et économiques dont ils proposent la mise en œuvre ne changeront rien à la misère croissante des couches populaires américaines en temps de crise.

« Vive la baisse du dollar et ses effets bénéfiques pour une industrie américaine ravagée par les importations », déclarait mercredi 16 juillet, Paul Volcker, président de la Banque fédérale de réserve, devant la commission économique du Congrès, à Washington. Mine de rien, cette politique économique initiée par la Banque fédérale elle-même relève du coup de pied de l'âne à la « reaganomics ».

Des inquiétudes profondes

Le cow-boy de la Maison-Blanche s'opposait encore récemment à toute baisse volontariste de la devise américaine, la jugeant « contraire aux lois du marché ». Reagan reste reaganien et fidèle aux gouroux du libéralisme sauvage tel Milton

Friedman (chef de file des économistes « monétaristes » et prix Nobel d'économie) qui déclarait dans une interview au *Quotidien de Paris* du 24 septembre 1984 : « Je ne crois pas à la baisse du dollar (...) Il vaut ce que le marché est prêt à donner. »

Mais le gratin des banquiers new-yorkais ne se laisse pas convaincre par de si plats arguments. Ce sont plutôt de profondes inquiétudes qui ressortent de leurs commentaires. « Le déficit du budget fédéral » expliquait récemment le P-DG de la banque Lazard-US, Felix Rohatyn², fait grossir la dette nationale deux fois plus vite que la croissance du produit national brut. Telle est la route assurée vers la banqueroute nationale (...) Nous encourageons ainsi, la spéculation et non l'investissement.

Nous achetons une prospérité à court terme, en privant le reste du monde de capitaux dont il a grandement besoin, déstabilisant ainsi le système monétaire international.

Inutile de dire qu'un banquier américain ne plaisante pas avec de telles questions. Le son de cloche est identique dans le dernier rapport de la Trilatérale-club regroupant des financiers et hommes politiques internationaux, fondé en 1972 par David Rockefeller³. Ce texte condamne une politique reaganienne qui « met en danger le développement du commerce mondial, ouvre la possibilité de crises sociales dans le tiers monde, favorisant la prise du pouvoir par les extrémistes ».

Une misère accrue

Henry Kaufman, enfin, économiste de la banque Salomon Brothers⁴, porte-parole écouté des observateurs de la finance de Wall Street, s'inquiétait ces derniers temps des conséquences de la politique de déréglementation tous azimuts de Reagan. Celle-ci aboutit en quelque sorte, affirmait-il en substance, à ce que les crédits sur le marché financier ne bénéficient plus de quelque garantie que ce soit.

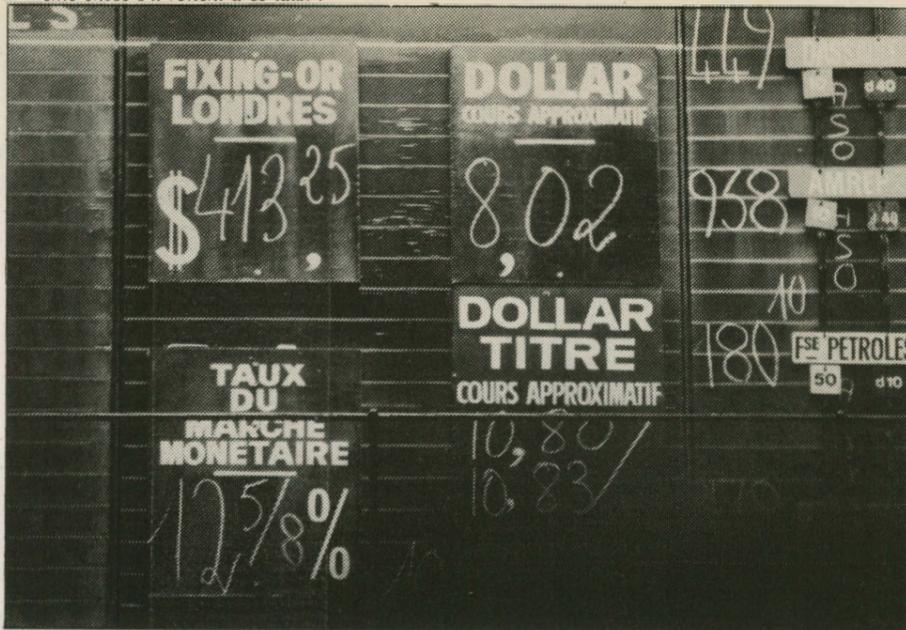
Situées aux antipodes de ces banquiers opulents sur

l'échelle sociale, les couches populaires américaines vivent, elles, quotidiennement, la faillite de la « reaganomics ». La misère s'est accrue. Six millions de personnes ont rejoint la communauté des pauvres, les soupes populaires et les refuges de fortune pour les sans-abri. Trente-neuf millions d'Américains vivent aujourd'hui au-dessous du seuil officiel de pauvreté. Les petits et moyens agriculteurs meurent étranglés par les dettes. 10 % seulement des exploitants — les gros évidemment — perçoivent 70 % des aides fédérales. Les riches s'enrichissent tandis que les pauvres s'enfoncent dans la pauvreté. Deux cent influentes compagnies américaines parmi les plus rentables n'ont pas payé un sous d'impôt pendant un an au moins durant les trois premières années de règne de Reagan. Si les impôts versés par un couple aux revenus supérieurs à 200 000 dollars ont diminué de 15 % en 1983, ceux d'un couple disposant de ressources inférieures à 10 000 dollars ont, par contre, augmenté de 33 %.

Le bout du tunnel ?

Les défavorisés de la prétendue reprise reaganienne peuvent-ils espérer quoi que ce soit de la critique des banquiers de Wall Street ? La politique que préconisent ces derniers, appuyée sur la baisse du dollar, peut-elle faire apercevoir le « bout du tunnel de la crise », perspective dont on nous rabat les oreilles dans les pays industrialisés depuis des années ? Même pas. La politique qu'ils proposent a déjà été appliquée — en partie au moins — notamment sous l'administration Carter, et le dollar faible n'en était pas moins rendu responsable de tous les déséquilibres économiques. Dévalué au début des années soixante-dix, le billet vert chuta par exemple de 5,24 francs à 3,85 francs entre 1972 et 1978. A l'époque, les exportations des USA vers l'Europe notamment étaient au mieux de leur forme. Reagan fut élu pour inverser le

1983 : le dollar atteignait 8,02 francs. Les commentateurs parlaient alors de « record historique ». Diront-ils la même chose s'il revient à ce taux ?



ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)



CAPITAUX

Dans la jungle des taux

Les médias citent des taux variés et divers suffisamment nombreux pour que l'on s'y perde... Quelques rappels sommaires ne sont donc pas inutiles pour suivre les vagues produites par les cours des monnaies de cet été.

L'offre et la demande de monnaie nationale et de devises étrangères indispensables au fonctionnement du commerce international déterminent sur le **marché des changes** le cours d'une monnaie par rapport à une autre (tant de dollars s'échangent contre tant de francs). Le **taux de change** est en quelque sorte le prix d'une monnaie par rapport à une autre. Le **marché monétaire** et le **marché financier** sont consacrés, eux, aux prêts, à court ou moyen terme, de capitaux en monnaie centrale du pays concerné et au marché boursier des actions et obligations des sociétés.

Le **taux d'intérêt** indique le coût de l'argent emprunté sur le marché monétaire, le revenu que procure un prêt (bancaire ou non) au possesseur des fonds. S'il est élevé, il attire les capitaux à la recherche d'un bon revenu. Il est par contre peu favorable à

l'emprunt qui revient cher et se révèle donc peu encourageant pour les investissements industriels. Ceux-ci, en effet, seront d'autant moins rentables que les taux d'intérêt seront élevés. Dès lors, une alternative s'offre aux autorités monétaires (et politiques...) du pays concerné : favoriser l'afflux des capitaux avec des taux élevés ou l'investissement avec des taux modérés.

Le **taux directeur** ou **taux d'intervention** de la banque centrale (la Banque de France en ce qui nous concerne), indique justement ce choix. S'il est en baisse sur le taux d'intérêt précédent de la banque concernée — ce qui est le cas en France au lendemain de la baisse du dollar — c'est qu'on cherche avant tout à favoriser les emprunts et donc, théoriquement, les investissements. En principe, les banques commerciales sont tenues de suivre la consigne. Elles doivent aligner

leur **taux de base** sur le taux directeur de la banque centrale — ce que sont en train de faire actuellement, toujours en France, la Société générale ou la BNP, avec une certaine résistance car les intérêts perçus sur les crédits qu'elles accordent vont baisser ! Les entreprises sont les premières intéressées, car les particuliers paieront un intérêt plus élevé. On leur applique même le **taux d'usure** (si, si... !), fixé par décret deux fois l'an et donc indépendant des variations du taux d'intérêt. Le particulier qui emprunte et qui est souvent aussi contribuable est décidément toujours un citron bon à presser.

Les variations permanentes et quasi quotidiennes de l'ensemble de ces taux sont surveillées pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre par les services financiers des multinationales, des banques et autres institutions économiques et financières qui entendent placer leurs capitaux disponibles là où ils rapporteront le plus sûrement.

Les **taux d'escompte** et de **réescompte** indiquent l'intérêt que devra verser celui (banque ou particulier) qui

échange une reconnaissance de dette payable à un, trois, six mois ou plus contre de la monnaie centrale (franc par exemple) dont il peut disposer tout de suite (auprès d'une banque commerciale ou de la banque centrale).

Les mouvements de capitaux sont d'autant plus massifs et rapides qu'ils concernent au premier chef les **eurodollars**. Ces derniers sont constitués des dépôts en dollars dans des banques non américaines de personnes ou de sociétés qui ne résident pas aux USA. Ces capitaux se déplacent d'un pays à l'autre à leur guise. Il existe, par extension, un marché des **eurodevises** (mark, yen, franc...) indépendant du pays qui émet la monnaie concernée. On peut ainsi parler quasiment d'un double système monétaire : celui des instances officielles — banques multinationales ou Fonds monétaire international — et celui des groupes industriels et bancaires, qui gèrent leur fonds en monnaies diverses comme bon leur semble. Voilà qui explique les difficultés à prévoir d'un jour sur l'autre le mouvement des monnaies.

P.-M.B.

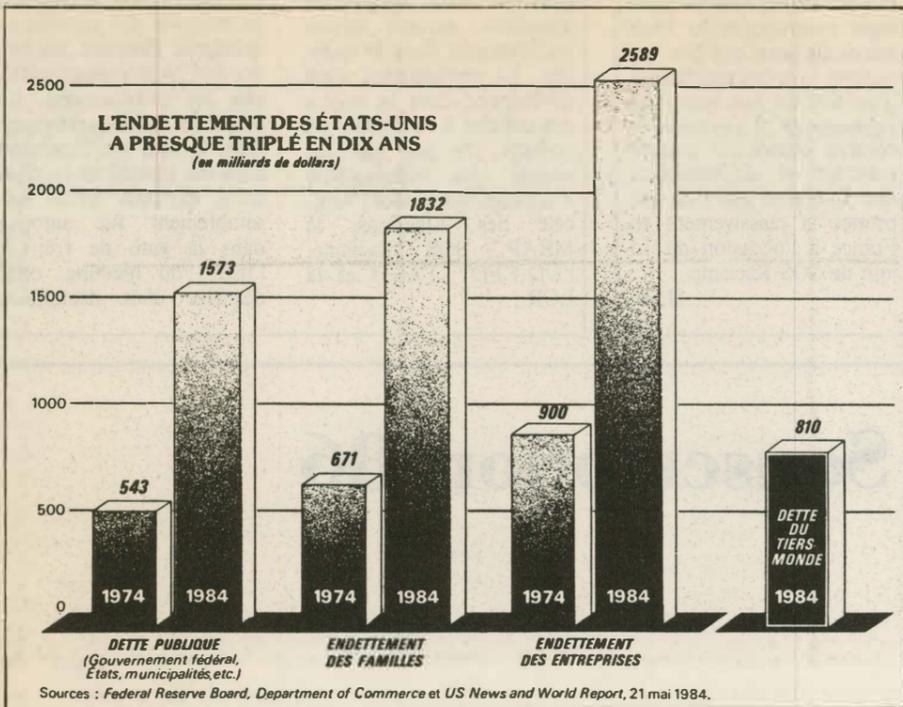
... courant et favoriser la réévaluation du dollar, politique inaugurée par Carter à la fin de son mandat.

La suite nous ramène à avant hier : l'envol du dollar accompagné de taux d'intérêts élevés attire les capitaux des quatre coins du globe permettant de faire face à une dette publique multipliée par trois de 1974 à 1984... Le constat d'échec établi aujourd'hui par la haute finance d'outre-atlantique ne peut conduire au retour d'un « carterisme » bon teint dont l'incapacité à sortir le pays de la crise contribua justement à mettre Reagan sur les rails.

Austérité sans fin

La leçon a d'ailleurs été assimilée par ceux qui constituent la seule alternative au libéralisme reaganien, dans le système politique américain. Qu'ils soient démocrates ou républicains modérés. « *Beaucoup trop de logements populaires ont été construits au cours des dernières années, déclarait ainsi il y a peu, le sénateur Ted Kennedy. Beaucoup trop d'emplois administratifs, visant à remplir des tâches d'utilité publique ont été créés.* »

Bref, l'après-Reagan, ouvert par la baisse du dollar et... un cancer malin qui rend tout à fait aléatoires ses productives années de mandat, ne signifiera en aucun cas pour les masses populaires la



fin de la misère ambiante. L'horizon est plutôt aux couleurs d'une austérité renforcée visant à corriger les dérapages du déficit budgétaire. Horizon d'autant plus douteux que c'est tout de même l'excroissance démesurée du dit budget qui permet à l'industrie américaine — en alimentant notamment la production d'armement — de conserver une certaine vitalité.

De cercle vicieux en cercle vicieux on ne sort pas de la crise. Il faut simplement no-

ter une détérioration de l'image de marque du « libéralisme sauvage », au profit d'une politique dite libérale... tout court. Les frais identiques, dans un cas comme dans l'autre, seront intégralement supportés par les couches populaires. Que le dollar remonte, stagne ou chute à nouveau.

Michel Morel

1. En « ouvrant le robinet du crédit » ces derniers temps, Paul Volcker reconnaissait lui-même avoir favorisé la baisse du dollar.
2. La banque familiale d'affaires

Lazard, implantée à New York, Paris et Londres, est une des premières banques — sinon la première — des fusions industrielles. Félix Rohatyn, P-DG de Lazard US et animateur du Parti démocrate est l'un des quelques personnages clés de Wall Street.

3. David Rockefeller, rejeton de la célèbre famille, est généralement placé premier de ceux qui ont fait la pluie et le beau temps dans les milieux de la haute finance et de l'industrie US. Membre du Parti républicain...

4. La banque qui vient d'embaucher le ministre du Budget de Reagan tout juste démissionnaire !

Quelle comédie !

Le réalignement des parités monétaires européennes, lors du sommet de Bâle, les 20 et 21 juillet a tout de la commedia dell'arte ! C'est logique d'ailleurs puisque la pièce a débuté en Italie par une histoire rocambolesque.

L'office du pétrole cherchait à se procurer 120 millions de dollars sur le marché des changes pour régler une de ses dettes, avec la bénédiction de la banque centrale italienne. La somme étant difficile à trouver, les enchères sont montées : « Echange 120 millions de dollars à 1 900, 2 000, 2 100 et même 2 200 lire pour un dollar. » Stop ! ont alors dit les autorités monétaires : « *Le marché des changes est fermé.* »

Tout cela ressemble tellement à une chute orchestrée précédant une dévaluation officielle de la monnaie italienne que personne — ou presque — ne s'y est trompé. Seul le Premier ministre socialiste italien fait semblant d'avoir eu affaire à une agression terroriste sur le marché des devises ! Vous imaginez !

Unanimes, les autorités monétaires de la CEE ont accepté une dévaluation de 6 % de la lire et une réévaluation de 2 % des autres monnaies. Les monnaies

concernées, rappelons-le, évoluent l'une par rapport à l'autre dans un cadre étroitement limité et concerté : le « serpent monétaire européen ».

Bérézgovoy, lui-même, donnait, dès le soir de la réunion de Bâle, le fin mot de l'affaire : « *Le gouvernement italien doit faire un effort de rigueur.* » Message compris pourrait dire Bettino Craxi, le Premier ministre socialiste de la Péninsule. Les travailleurs italiens vont faire les frais sans attendre de nouvelles attaques sur leurs salaires, accélérant la destruction en cours de l'échelle mobile en vigueur depuis des années et véritable hantise du patronat... et de l'Europe entière.

Que dire de plus du réalignement précipité des monnaies européennes ? Pas grand-chose, sinon que le gros de l'affaire est à venir. L'évolution future du dollar laisse tous les paris ouverts sur les mouvements futurs. Car la comédie du dernier week-end avait tout de même un fond de vérité : c'est une demande de dollars qui a servi de prétexte à la chute de la lire. Comment mieux démontrer que le billet vert, serpent monétaire ou pas, reste bien la devise clé.

M.M.



Expulsions massives pour immigrés graciés

Le 17 juillet dernier, Geamma Denden, Tunisien de trente-quatre ans, s'est jeté de la fenêtre du quatrième étage du Novotel de Palaiseau. Il s'y trouvait en « détention administrative » depuis quarante-huit heures, dans l'attente d'une reconduite à la frontière. Son histoire est banale et scandaleuse. Elle est l'illustration du fameux principe des peines accompagnées, réservées aux immigrés, principe que la gauche avait violemment dénoncé à l'époque où elle s'opposait à la loi Bonnet mais qu'elle a reprise à son compte et appliquée depuis 1981.

Ironie du sort, Denden, comme cinquante et un de ses compagnons, est sorti le 15 juillet, « gracié » de la prison de Fresnes où il terminait une peine de six mois d'incarcération pour vol et séjour irrégulier. Pour les immigrés « graciés », le choix est simple : le retour en prison avec

aggravation de la peine ou la conduite immédiate en centre de rétention administrative avant d'être reconduit dans les quarante-huit heures à la frontière.

« Jugés » dans une salle de l'hôtel, baptisée local administratif pour la circonstance,

par un aéroport réuni à la hâte (pour respecter les délais), sans avocats, les immigrés n'ont aucun moyen de se défendre face à l'arrêté d'expulsion qui les frappe aussitôt. Denden ne l'a pas supporté. Lorsque les gendarmes sont venus le chercher, il s'est défenestré.

Procédure d'expulsion

La grâce présidentielle n'efface donc pas les peines dites « accessoires » dont la reconduite aux frontières pour ceux qui tombent sous l'accusation de « séjour irrégulier », ou qui ont été condamnés à des peines de plus de six mois de prison ferme.

Le SAF a, depuis longtemps, dénoncé cette procédure expéditive sans garantie de justice. De nombreuses organisations antiracistes

(dont le GISTI et la FASTI notamment) se sont élevées contre la perpétuation des expulsions liées aux petits délits.

La gauche a néanmoins maintenu cette procédure exceptionnelle, réservée aux immigrés et s'est même lancée dans la construction de centres de détention administrative dans les principales villes de France pour régler les problèmes de détention des immigrés en attente d'expulsion. L'affaire Denden est la triste illustration des mesures juridiques scandaleuses prises à l'encontre des immigrés. A l'heure où le développement du mouvement antiraciste a permis l'expression la plus large de la solidarité envers les immigrés, la lutte pour la suppression de toute mesure discriminatoire s'impose.

Hélène Viken

Les « voyageurs de l'égalité »

A l'initiative de SOS Racisme, une cinquantaine de jeunes de toutes origines vont partir le 25 juillet pour un long voyage à travers l'Europe. Leur objectif est double. D'abord, ils entendent mener au travers de leur expérience de jeunes issus d'associations de Beurs ou de SOS Racisme une vaste enquête sur le racisme dans les autres pays, la politique menée à l'égard de l'immigration, le bilan des tentatives d'insertion et du droit de vote octroyé aux élections locales dans certains pays, l'attitude de la police et de la justice face aux immigrés, etc.

Mais ce long périple en

Allemagne, en Hollande, en Belgique, au Danemark, en Suède et en Norvège, leur permettra aussi de rencontrer les associations immigrées et les organisations antiracistes de tous ces pays, de tisser des liens dans l'objectif d'une grande initiative européenne, à la rentrée, lors de la marche de décembre 1985.

Un film sera tourné au cours du voyage. On tiendra un carnet de bord qui pourra être publié et surtout, les voyageurs de l'égalité termineront leur itinéraire en organisant des réunions publiques dans toutes les villes de France, afin de faire partager leur expérience nouvelle d'élargisse-

ment du combat antiraciste à l'ensemble de l'Europe.

Nul doute que leurs conclusions souligneront de tristes similitudes — celle de la situation des immigrés des divers pays traversés — celle de l'utilisation du racisme comme arme de la division et celle de l'inégalité des droits comme politique institutionnelle. Mais nul doute aussi que ces rencontres avec les antiracistes d'au-delà de nos frontières permettront de renforcer le combat contre un ennemi commun et de renforcer une solidarité qui s'est exprimée si massivement en France à l'occasion du 15 juin de SOS Racisme.

H. V.

1500 manifestants à Marignane

Dans la nuit du 14 juillet, Laid Menghit, Algérien de trente ans, et père de deux enfants était tué d'un coup de fusil alors qu'il rentrait chez lui le soir du bal.

D'abord traitée comme un fait divers, l'affaire est rapidement apparue comme un crime raciste, tous les témoignages insistant sur la présence d'un ancien légionnaire, agressif envers les immigrés dans le quartier. La mobilisation s'est développée dans la région marseillaise à l'initiative du collectif 29 juin qui regroupe une cinquantaine d'organisations, dont l'Amicale des Algériens, le MRAP, SOS Racisme, l'UD-CFDT, l'ASTI et la LCR.

Enquête, dénonciation des exactions racistes, information de l'opinion et appel à une manifestation à Marignane le samedi 20 juillet ont permis d'éviter une nouvelle banalisation de ces crimes le plus souvent impunis.

Le rassemblement à l'aéroport de Marignane a mobilisé 1500 personnes, en majorité des travailleurs immigrés. Pourtant, les forces de l'ordre avaient multiplié les provocations. La veille, le meeting envisagé dans le hall de l'aéroport avait été interdit et ce n'est qu'in extremis qu'un rassemblement fut autorisé dans la gare de fret. A l'heure du meeting, cette dernière était néanmoins

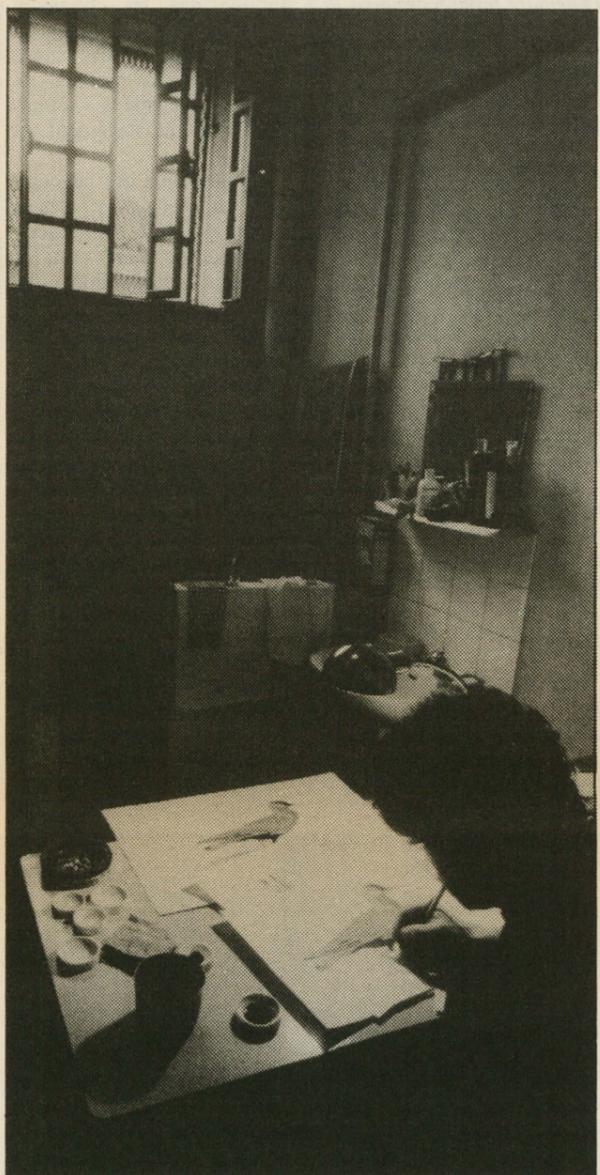
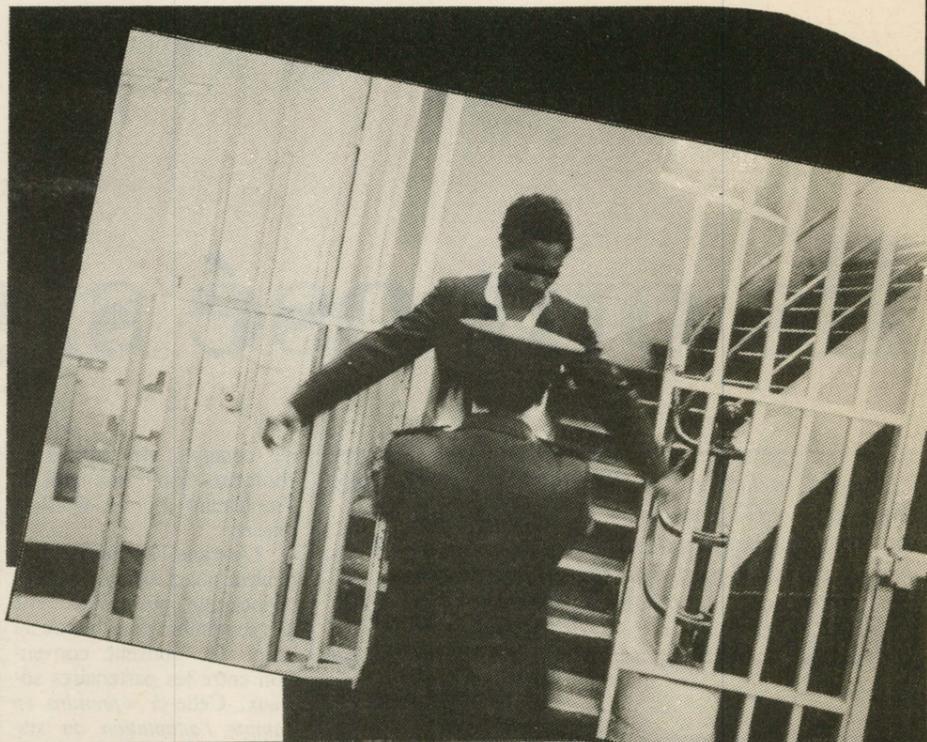
encerclée de policiers refoulant sans ménagement tous les participants. De même, quelques heures plus tard, le rassemblement prévu à Marignane pour déposer une gerbe sur les lieux du crime, se heurta à une compagnie de CRS, armée jusqu'aux dents et interdisant l'accès à la mairie. Peut-être les argousins craignaient-ils pour le maire, Laurens Lareuil, récemment élu au conseil général sous l'investiture commune du RPR, de l'UDF et ... du Front national.

Une première riposte qui fut un succès malgré cette période de vacances dans une région où les plages rassemblent l'essentiel de la population locale.

Souscription 86

CAEN	PIERRE	500	BAYONNE	DIDIER	50	RENNES	CONTRATS MILITANTS	780	GIEN	E. J	300	
	JOCELYNE	200		CORINNE	50	TAVERNY	B. H	100	ST ETIENNE		1574	
	CLAIRE CFDT CHU	100		ELYANE	20	PARIS		870	LE MANS		112	
	CHRISTIAN CFDT CHEMINOT	100		MARIE	50	TRAPPES	JEAN CLAUDE	100	LILLE	CELLULE COMMUNAUX	100	
	ETIENNE	200		ERIC	50	BESANCON	JEAN PHILIPPE	150	MONTPELLIER	L. J. L	50	
	MARIE ANNICK	155		JOSEPH	50		CASIMIR	100	AUXERRE	B. P	100	
	CELLULE METALLURGIE / SNCF	100		MICHELE	120		JEAN MARIE	160	EVREUX		118	
LEVALLOIS	C. M. MARIE THE	300		MICHEL	100		LAURE	60	FEDERATION 76	CM CATHERINE	50	
ORLEANS	JEAN	40		DIVERS	10		JACQUES	10		CM ALBERT G	100	
	CELLULE CCP	120		ROMANS	NADINE	200	ROUEN	ENSEIGNANT, GRAND BUEVILLY	500	PARIS	COMPAGNIE BANCAIRE	200
	SERGE	50		NANTERRE	UN EX	200		LECTEUR DE ROUGE BARENTIN	50		IMPOT	170
	AGNES, FETE LO-LCR	200		RUEIL	UN EX	216		CITE ADMINISTRATIVE	20		CCP	300
FEDERATION 93	ERIC	100			UNE EX	300		GAMB	150		IMPOT	200
	VERO	100		PARIS	DIVERS	126		JM ET F	200		ASSURANCES	1690
	SOPHIE	100		FEDERATION 94	RHONE-POULENC VITRY	500		BERNADETTE	100		P. B. PROTECTION SOCIALE, CFDT	100
	MICHELE	200		RADUL, CHRISTIAN, RAYMOND		200		FRANCIS	120		D. L	200
	AGNES	200		ST BRIEUC	B. R. Pour le parti des 100 000	300		JANE ET ROGER	250		Pour une gauche à la gauche des gerants des capitalistes	1500
	MARIE-THERESE-RENE	100			VINCENT	100		JM CENTRE DE TRI	50		Les travailleurs n'ont rien à attendre des urnes	2000
	MICHEL	20			CHRISTIAN	150		DRT PTT	100		ancien total	62639,5
	PIERRE	100			VINCENT, SYMPATHISANT	100		THIZY	30		nouveau total	82360,5
	GILLES R	50									total	19721
	CELLULE H. P	50										

L'enfer moderne



Délinquance, insécurité, immigration : ce tryptique fonctionne aujourd'hui à plein rendement, alimentant sa charge de peurs irrationnelles, pour le grand profit de quelques démagogues professionnels. Et nos gouvernants, voulant priver l'adversaire de son cheval de bataille favori, viennent sur son propre terrain. Les voilà qui chouchoutent la police, la submergent de crédits, la modernisent au moyen d'une technologie dernier cri et projettent même de la renforcer de quelques milliers d'appelés.

Dans tout cela, on oublie simplement que la principale source d'insécurité n'est autre que l'ordre établi. On ne naît pas délinquant. On le devient. Tous ces gamins que l'on balade de classe en classe pour, un jour, les aiguiller vers la voie sans issue de l'« enseignement professionnel », où ils moisiront jusqu'à l'âge de seize ans, sont plus ou moins menacés par la délinquance. Sait-on suffisamment que 77 % des détenus sont dépourvus de toute formation et que 10 % sont analphabètes ?

Non contente d'avoir créé, dès l'enfance, ce formidable réservoir de criminalité, cette société fabrique également des récidivistes. Elle dispose pour cela d'un instrument particulièrement efficace : la prison. 65 % des personnes incarcérées ont moins de vingt-cinq ans et ne sont là que pour des faits mineurs : vol à l'étalage, délits de consommation, toxicomanie, etc. 80 % des incarcérations sont inférieures à quatre mois et plus de la moitié d'entre elles ne sont exercées qu'à titre préventif.

c'est-à-dire qu'en attente de leur jugement, les détenus sont présumés innocents. Pourtant, la récurrence dépasse les 60 %. Joli résultat pour une institution dont la mission est, en principe, de favoriser la « réinsertion ».

Rien d'étonnant dans de pareils chiffres. Car la prison, c'est la dessocialisation, les relations de violence, de délation, le lieu des conflits et des rapports de forces. On entre souvent en prison pour un larcin mineur. On en ressort presque toujours comme un asocial incurable. Et il faut que, périodiquement, le monde carcéral s'embrase pour que les médias daignent le reconnaître.

Il y a quelques années, la commission « délinquance et prison » de la Ligue des droits de l'homme visita plusieurs établissements pénitentiaires. L'un de ses membres rendit compte de son périple en ces termes : « Silence pesant, oppressant. Bruit métallique de barreaux sondés par les surveillants. Portes, grilles, doubles, triples grilles. Métal déployé, odeur de grailon, murs jaunes et lépreux des vieilles prisons telle la Santé, froideur médicale des centaines de mètres de couloirs du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis. Cellules pourvues du confort minimum indispensable, cellules vétustes et sordides où il faut laver la vaisselle au point d'eau qui alimente le WC collectif (...)

« Non vous ne récupérez pas votre short à la fouille, sa possession n'est autorisée que du 15 avril au 15 octobre. Retirez immédiatement cette veste de survêtement, son port est interdit avec un blue jean (...)

« Nuit où l'absence de l'autre pèse encore plus lourd. Masturbation. Rondes nocturnes et la lumière qui éblouit le prisonnier dans son sommeil, chaque heure ou presque, afin de vérifier s'il dort dans la bonne position. S'il n'a pas pris la clé des champs. S'il n'a pas, cette nuit-là, scellé un pacte avec la mort. »

Les années ont passé. Mais ces mots conviennent toujours parfaitement à une sordide réalité. Ils rendent encore plus odieux le fait que les effectifs des prisons — souvent remplies à 200 % — n'ont cessé d'enfler démesurément, jusqu'à atteindre le seuil des 43 000, pour seulement 32 000 places « décentes ».

ACCORD UNEDIC

Ils ont osé signer !

L'accord Unedic signé le 18 juillet par le CNPF et les syndicats - CGT exceptée - est un coup porté aux travailleurs. Coup d'autant plus grave qu'il prévoit déjà les concessions à venir lors des prochaines négociations qui s'ouvriront dès le 3 septembre. Un véritable défi.

On peut hésiter entre deux réactions à la lecture du dernier accord Unedic : s'étrangler de colère ou remercier cyniquement les négociateurs des centrales syndicales. Ils nous évitent en effet toute

mauvaise surprise pour l'avenir. Ils ont déjà signé le pire. **◇ L'article 1** du protocole d'accord s'engage à envisager « toutes les économies possibles dans le fonctionnement de l'Unedic ». Qu'importe si

des centaines de milliers de chômeurs sont purement et simplement déjà réduits à la misère.

◇ L'article 2 annonce la couleur quant au contenu des négociations qui vont s'ouvrir le 3 septembre pour mettre au point une nouvelle convention entre les partenaires sociaux. Celle-ci « prendra en compte l'adaptation du système actuel d'assurance chômage aux perspectives de la situation de l'emploi ». En clair, cela signifie pour les travailleurs sans emploi des droits et des indemnités flexibles et variables, en fonction du nombre de chômeurs. Les droits des chômeurs sont, eux aussi, touchés par la flexibilité.

◇ L'article 3 définit une nouvelle répartition des cotisations des patrons et des salariés dans la proportion de deux tiers pour les premiers, un tiers pour les seconds. Cette répartition remplace les rapports de un cinquième et quatre cinquièmes qui dataient de la création de l'Unedic en 1958. Elle s'applique dès aujourd'hui aux 4 % du salaire brut plafonné qui alimentent les caisses de l'assurance

chômage. Le résultat est immédiat : baisse des salaires pour les uns, et allègement des charges pour les autres. Mieux, c'est « la perspective d'atteindre progressivement la parité de répartition [des cotisations, c'est-à-dire 50-50, NDLR] qui sera examinée à l'occasion de la nouvelle convention ».

L'accord envisage donc explicitement la perspective - et non l'hypothèse comme le déclare Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, dans une interview à *Libération* du 20 juillet - de rendre égaux salariés et patrons devant le chômage ! Ils contribuent à égalité à la couverture d'un risque dont les chefs d'entreprise détiennent seuls les clés.

◇ Les articles 4 et 5 réduisent les prestations chômage en les confondant avec les indemnités versées pendant les périodes de formation... et réciproquement.

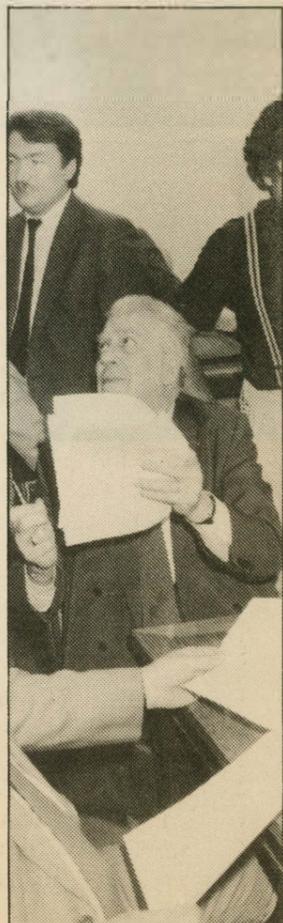
◇ Les articles 6 et 7 annoncent enfin les largesses du CNPF. Les patrons acceptent que seules les cotisations des salariés soient relevées de 0,2 % afin d'augmenter l'allocation des fins de droits (de

43 francs par jour à 63 francs, soit de 1 290 francs à 1 890 francs mensuellement). Au « pays des droits de l'homme », c'est avec cette aumône que les chômeurs auront le droit d'essayer de survivre. Sans que cela coûte un centime aux patrons qui licencient puisque la « solidarité » concerne seulement les salariés.

Le panorama des négociations qui vont s'ouvrir dès la rentrée est déjà bien tracé : indemnités de misère pour les chômeurs, diminution des contributions patronales et augmentation de celles des travailleurs actifs.

C'est un véritable démantèlement de l'assurance chômage qui vient d'être mis en œuvre, en plein milieu du mois de juillet. Une attaque aussi féroce que les accords sur la flexibilité que les états-majors syndicaux ont dû en fin de compte refuser de signer sous la pression de la base l'hiver dernier. Cette fois, ils ont pris leurs précautions, signant au petit matin, sans consulter qui que ce soit et mettant leurs mandants devant le fait accompli.

M. M.



Se faire entendre

Les patrons ont tout ce qu'ils veulent ! On atteint même l'extraordinaire. Les syndicats signataires de l'accord Unedic revendiquaient purement et simplement auprès du CNPF le droit... d'épargner le patronat et d'augmenter les cotisations chômage des seuls salariés ! Revendication accordée d'autant plus vite qu'elle grignote les salaires de leurs mandants. La contribution ne peut évidemment qu'être minime ! Elle ne donnera toujours pas aux chômeurs en fin de droits les moyens de vivre décemment. La seule chose à faire, face à ces coups bas, reste de construire une mobilisation d'ensemble : pour le droit à l'emploi, le droit de vivre. Rien d'autre ne fera entendre raison au patronat, pour ne pas parler des syndicats qui le suivent à la trace, le stylo à la main. Exiger dans la CFDT et dans FO que ces manœuvres d'états-majors cessent est possible. N'est-ce

pas ainsi qu'a été mis à mal le trop fameux protocole sur la flexibilité du temps de travail ? C'est une condition indispensable pour déjouer le piège habituel de la CGT, qui condamne, avec raison, l'accord du 18 juillet, tout en évitant, à tout prix, d'organiser la riposte unitaire indispensable pour le combattre. Elle tient avant tout à rester solitaire. Tout doit et devra être fait pour bâtir une mobilisation d'ensemble. Car les négociateurs se retrouvent dès le 3 septembre pour de nouveaux compromis. Les prises de position publiques les plus larges doivent et devront se multiplier, afin d'allumer un contre-feu aux déclarations lamentables des dirigeants syndicaux compromis, relayées par les médias. Agir, tous ensemble ! C'est le seul moyen que nous pouvons prendre pour nous faire entendre.

Michel Morel



Heu-reux !

André Bergeron est « heureux » de l'accord signé dans la nuit du 18 juillet. « L'affaire n'était pas jouée d'avance, et pour parvenir à ce compromis, il a fallu frapper à beaucoup de portes, parce que proposer 0,2 % de cotisation supplémentaire pour les salariés, ce n'est pas facile. » L'accord serait « un rayon de soleil pour les chômeurs et la politique contractuelle ». Si « on ne sait pas ce qui sortira des négociations de l'automne », explique le secrétaire général de FO, on est déjà en droit de s'inquiéter pour les temps qui viennent,

surtout pour la période 1986-1988 ». C'est pourquoi Bergeron vient de prendre contact avec le RPR et l'UDF afin de leur expliquer « ce qu'il ne faut pas mettre en cause. Je préfère expliquer avant, conclut-il, plutôt que de subir après. »

Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, explique dans une interview à *Libération* du 20 juillet que « le protocole qui a été signé ne représente en aucun cas une victoire pour le CNPF. En fait, c'est une victoire pour les chômeurs. Et de ce point de vue, la CFDT est

fière d'avoir signé (...) Il est vrai que jusqu'en octobre, ce sont les salariés seuls qui contribueront à la revalorisation des fins de droits. Cela traduit tout simplement le fait que pour la CFDT, la solidarité est vraiment une volonté politique. Concernant un partage 50-50 des cotisations, poursuit Jean Kaspar, ce n'est ni une promesse ou un engagement, mais une hypothèse à examiner. » Le protocole signé précise pourtant bien que la perspective d'atteindre progressivement les 50-50 sera examinée... Nuance.

LES NOTRES

André Darley

André Darley est mort le 18 juillet dernier. Il avait été membre de la cellule trotskyste de Brest, issue de la radicalisation d'un groupe de jeunes du clan routier EDF avant la guerre. André milita jusqu'à son arrestation, en octobre 1943, dans cette cellule qui devait jouer un rôle important dans l'organisation en Bretagne de la résistance internationaliste au fascisme hitlérien.

Son camarade et ami, André Calves, a retracé l'histoire exemplaire de ce groupe d'authentiques internationalistes dans un livre, *Sans bottes, ni médaille*, paru l'an dernier aux éditions La Brèche.

André Darley dans la cellule de Brest s'occupait alors plus spécialement du travail en direction des jeunes soldats allemands. Arrêté à l'automne 1943, il fut déporté au camp de Buchenwald dont il ne revint qu'en 1945. Très gravement malade, il ne put jamais reprendre un militantisme actif. Il resta pourtant fidèle à son engagement de jeunesse jusqu'à sa mort.

La LCR adresse ses plus fraternelles condoléances à sa famille et à ses amis.

Manifestation pour la libération de Georges Faisans (militant guadeloupéen en grève de la faim)
Le 30 juillet, à 18 h 30, place de la République
A l'appel de : GRS, AGEG, Comité pour la libération de Georges Faisans, Comité pour la libération des prisonniers politiques (Guyane, Guadeloupe, Martinique), MCRF, MPGI, UPLG, UTEG.
La LCR soutient cette initiative

APARTHEID

L'Etat sans droits

La dernière fois que la minorité raciste au pouvoir à Pretoria s'est dotée de pouvoirs d'exception, plus de douze mille personnes furent incarcérées. Souvenez-vous. Sharpsville 1960. Soixante-neuf Noirs massacrés. Les émeutes. L'état d'urgence. Puis l'ANC et le PAC bannis.

La même chape de plomb s'abat aujourd'hui sur le mouvement anti-apartheid. Mais quel usage le gouvernement blanc peut-il faire de ses pouvoirs répressifs accrus ? Depuis six mois, plus de cinq cents personnes ont déjà été abattues par la police. Les funérailles amènent les funérailles. A chaque enterrement, les balles fusent et font de nouvelles victimes. Les réunions en plein air sont interdites depuis deux ans.

Alors ? Que désirent de plus Botha et sa clique ? « Il s'agit, dit le chef de la police, de restreindre au maximum les informations concernant l'agitation, d'interdire la diffusion de fausses vérités. » Les fausses vérités, le pouvoir blanc s'en nourrit. « Actes de banditisme, minorités de provocateurs manipulés par une bande de marxistes », voilà décrite par les racistes, la lutte de plus en plus radicale des Noirs d'Afrique du Sud. Grâce à l'état d'urgence, le message va être constamment martelé sur les télévisions, dans les journaux.

Les forces de l'ordre jouissent d'une impunité encore plus grande que celle dont elles bénéficiaient auparavant. Aucune action judiciaire, ni pénale ni civile, ne peut plus être intentée contre elles. A l'inverse, elles peuvent perquisitionner, fouiller, arrêter n'importe qui sans mandat. Les personnes suspectes et jetées en prison n'ont pas droit à l'assistance de leur famille et encore moins à celle d'un avocat. Elles sont passibles d'une amende de 100 000 F ou d'une peine de dix ans de prison. Parfois, les deux à la fois.

Les forces de l'ordre n'ont pas tardé à tirer parti des nouvelles dispositions. Dès dimanche, des barrages routiers étaient dressés autour des townships. Les journalistes se voyaient refoulés et interdire la communication des noms des personnes arrêtées. Cent cinquante militants auraient été incarcérés. Mais combien sont-ils, en fait, prisonniers du mur de silence que le pouvoir a dressé autour d'eux ?

Ce mur doit être brisé. Le rappel de l'ambassadeur français en poste à Pretoria n'y suffit pas. Le gel des investissements non plus ! Ces sanctions d'opérette, bien dans le style des opérations politiciennes de Mitterrand, sauvegardent l'essentiel des intérêts économiques français sur place. Pour isoler le régime sud-africain, il faudrait au moins rompre les relations diplomatiques avec lui, stopper les échanges commerciaux, lui interdire la fabrication d'armes sous licence française...

Le Mouvement anti-apartheid appelle à maintenir la pression. Il a déjà convoqué à une manifestation le 24 juillet. Le 1^{er} août, il accueillera, devant l'ambassade d'Afrique du Sud, Pierre Camara qui a entrepris, avec son soutien, celui du MRAP et de SOS Racisme une marche contre l'apartheid. De leur côté, les « marcheurs de l'égalité », qui entreprennent une tournée de l'Europe, entendent répercuter les messages de solidarité aux Noirs d'Afrique du Sud.

Flora Chénétier



INTERVIEW D'UNE DIRIGEANTE DU PRT MEXICAIN

« Nous entrons au Parlement. »

L'ensemble des résultats des élections du 7 juillet n'est toujours pas connu. Falsification des dépouillements oblige. Le PRI est de toute façon majoritaire et a déjà 294 sièges sur 400. Le PRT, lui, malgré les fraudes organisées par les services gouvernementaux, obtient six sièges. Nous avons rencontré, à l'occasion d'un passage à Paris, Patricia, membre du bureau politique du PRT. Elle nous relate la campagne de la section mexicaine de la IV^e Internationale.

□ La campagne électorale ne semble pas avoir mobilisé les foules. Pourquoi ? Et quel écho le PRT a-t-il rencontré avant les élections du 7 juillet dernier ?

Le relatif désintérêt des Mexicains provient de la nature des élections auxquelles ils étaient convoqués. Il s'agissait d'élire quatre cents députés à la Chambre fédérale, une instance qui apparaît bien loin des réalités vécues par la majorité de la population. Les législatives, comme traditionnellement au Mexique, ne mobilisent jamais autant que la présidentielle. Le taux d'abstention atteint d'ailleurs cette fois-ci 60 %.

Le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) et le PAN (Parti d'action nationale), qui sont les deux premières forces du pays¹, les bonnet blanc et blanc bonnet de la réaction, ont vite renoncé aux meetings, après avoir essuyé quelques échecs et s'être retrouvés face à des salles vides. Le Parti révolutionnaire des travailleurs (section de la IV^e Internationale), lui, a continué à appeler à des manifestations, à assurer des prises de parole au coin des rues. Ce qui surprenait dans le vide politique ambiant.

Dans certains Etats, les électeurs devaient de surcroît désigner leur gouverneur et leurs députés locaux. Dans ces cas, la campagne a incontestablement été plus animée.

Reste que le principal souci actuel du travailleur est

moins de savoir pour qui il votera que de s'interroger sur ce qu'il mangera. C'est pourquoi nous avons choisi pour mot d'ordre central de la campagne : « Pour une vie digne. » Un thème développé autour de trois idées force : « Le salaire, la terre et la démocratie. »

□ Pourquoi ces trois idées ?

Pour des raisons évidentes. Le salaire ? Parce que de janvier à juin, les travailleurs ont eu le sentiment de danser sur une corde raide, attendant de connaître l'ampleur de l'augmentation du salaire minimum prévue pour la mi-1985. Dans le cadre de la politique d'austérité que le gouvernement a concédée au Fonds monétaire international, ce sont les ouvriers et les paysans qui supportent le remboursement de la dette du Mexique.

Deuxième point fort de notre campagne : la terre. En face, le PRI s'obstine à faire croire qu'il n'y a rien à redistribuer.

Enfin, nous luttons pour la démocratie et nous dénonçons la répression. Les « bandoleros » ont en effet fait leur réapparition dans les campagnes. Armés et financés par le gouvernement, ils assassinent les paysans qui luttent dans des organisations indépendantes. Dans le même esprit, nous dénonçons également la mainmise du PRI sur toutes les instances politiques et les partis

fantômes qu'il protège et utilise.

□ Vous n'avez pas réussi à former la coalition que vous espériez avec les deux autres partis de gauche, le PSUM et le PMT². Comment se sont passées les négociations et la rupture ?

D'abord, il faut rappeler que le gouvernement a tout fait pour décourager l'opposition de sceller des accords électoraux. La loi obligeait les partis voulant former une coalition à abandonner leur registre, c'est-à-dire à renoncer tout à la fois à la légalité et aux subsides que l'Etat verse à tous les partis déclarés. Malgré tout, le PRT s'est, dès janvier, déclaré prêt à oublier l'enregistrement si l'unité de la gauche se trouvait au bout du chemin. Le PSUM et le PMT ont néanmoins choisi d'aller seuls à la bataille. Le protocole que nous devons signer ensemble en mars n'a pas vu le jour.

Nous avons dès lors passé un accord avec plusieurs organisations non enregistrées, mais sans renoncer cette fois, à notre registre. Ainsi, des organisations indépendantes, de femmes, de paysans sont-elles devenues nos alliés. Leurs sigles figuraient au bas des affiches appelant à voter PRT. De bout en bout, cette campagne nous a donc permis d'apparaître comme les plus unitaires.

□ Les élections ont eu lieu le 7 juillet et la totalité des résultats n'est toujours pas publiée. La fraude du PRI comme à l'habitude, fonctionne bien...

Oui, mais le PRI ne se contente pas de falsifier les résultats. Il intervient aussi dans le déroulement du vote. D'abord les listes de ses électeurs sont gonflées alors que les Mexicains suspectés de voter à gauche ne reçoivent par leur carte électorale. De même, le jour de la consultation, un contrôleur encre le pouce de ceux qui ont déjà voté pour leur éviter la tenta-

tion d'aller déposer un bulletin ailleurs. Curieusement, dans bien des bureaux, il n'y a jamais d'encre quand un sympathisant du PRI se présente. Enfin, le soir, il n'est pas rare que les urnes disparaissent. Et, bien que la loi nous y autorise, le PRT n'a pas les moyens, comme les autres formations de gauche d'ailleurs, d'envoyer un observateur dans tous les bureaux.

□ Alors, quels sont les résultats... officiels et les vôtres ?

Nous avons six sièges à la Chambre, ce qui signifie que le gouvernement nous a reconnu le minimum légal de voix pour avoir six représentants (1,5 % des suffrages). Selon nos estimations, fondées sur les dépouillements auxquels nous avons pu assister, dans un tiers des bureaux de vote, nous devrions au niveau national capitaliser 3 % des voix. Cela n'empêche pas le PRI de laisser entendre que nous n'avons même pas obtenu les 1,5 % et que nous ne devons nos députés qu'à sa générosité.

Aujourd'hui, dans cinq Etats (contre deux seulement en 1982), nous sommes la troisième force du pays, derrière le PRI et le PAN. Nous avons également recruté. De plus en plus de gens répondent à nos appels à manifester. Un mouvement qu'il nous faut maintenant structurer.

Propos recueillis par
Flora Chénétier

1. Le PRI est au pouvoir depuis cinquante-six ans. Il a su s'y maintenir par la répression et le clientélisme. Depuis les élections de 1982, le PAN fait une percée. Prétendant être une alternative démocratique au PRI, il défend en fait un projet réactionnaire.

2. Le PSUM (Parti socialiste unifié du Mexique) est proche du Parti communiste. Le PMT (Parti mexicain des travailleurs) représente un courant nationaliste de gauche. Le premier a fait campagne sur le thème « Ouvrez la porte de la démocratie ». Le second s'est consacré à la dénonciation de la corruption.

NOUVELLE-CALEDONIE

Une situation délicate

Le gouvernement français veut profiter du lent effilochage de la mobilisation indépendantiste ces derniers mois pour amener une partie du FLNKS à accepter sa démarche néo-coloniale d'ensemble. Mais pour y parvenir, le pouvoir colonial doit désorganiser encore plus profondément la capacité de réaction du FLNKS en neutralisant ses structures de mobilisation unitaire à la base, les comités de lutte, et en mystifiant sa direction dans la négociation.

Les ratissages récents des forces de l'ordre dans la tribu de la Conception, Gonem, Houailou et Nakety, et l'offensive menée par la justice contre les militants actifs du FLNKS reflètent bien la politique actuelle des autorités coloniales en Nouvelle-Calédonie. A Pouébo, un ultimatum a même été adressé au maire indépendantiste pour qu'il fasse restituer aux caldoches les armes qui leur avaient été confisquées par les Kanaks. Deux cents convocations judiciaires ont été adressées par le très zélé procureur général de Nouméa à des militants nationalistes et plusieurs interpellations ont eu lieu.

Un membre du bureau politique du FLNKS, Norbert Caffa, dirigeant européen du Parti socialiste calédonien (PSC), a été inculpé de violences avec armes, à la suite d'un véritable coup monté par le Front national. Les membres d'un commando dirigé par le chef du service

d'ordre de cette organisation, après une agression manquée contre Norbert Caffa en plein centre de Nouméa, ont réussi à le faire inculper sur la seule base de leurs témoignages.

Deux poids, deux mesures

Tous ces événements interviennent alors que sont abandonnées les poursuites judiciaires engagées contre les militants d'extrême droite responsables de la provocation du pique-nique de Thio et formellement expulsés par Edgard Pisani en février dernier. Deux poids et deux mesures : telle est toujours la pratique de la justice coloniale et des forces répressives en Nouvelle-Calédonie. Il convient de ne pas le perdre de vue quand la presse fait silence et que certains sont portés à oublier des vérités premières.

Dans son entreprise pour réduire la capacité d'action

du peuple kanak, le gouvernement français met aussi à profit les marges de manœuvre que lui laissent tout à la fois les illusions qu'entretient une partie du mouvement indépendantiste dans la possibilité d'utiliser à son profit le plan Fabius et les faiblesses organisationnelles en politique du reste du FLNKS.

L'objectif gouvernemental étant de lier certains indépendantistes à sa stratégie dès avant la mise en place des conseils régionaux, une série de projets de développement économique correspondant aux critères définis par Paris sont en préparation à cet effet. Le gouvernement voudrait ainsi inscrire dans les faits son orientation néo-coloniale. Les ordonnances gouvernementales devraient également servir cet objectif et permettre à Paris de nouer le dialogue sur ce terrain avec au moins une partie du FLNKS. On retrouve derrière cette démarche une claire volonté de défaire l'unité du mouvement indépendantiste.

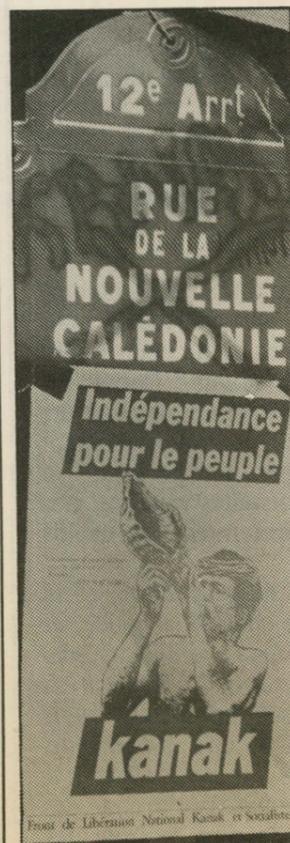
C'est dans ce cadre que le gouvernement privilégie le dialogue avec la direction de l'Union calédonienne, la principale composante du FLNKS, en raison de la représentativité et de l'histoire même de cette organisation. Cela n'est évidemment pas sans conséquence négative sur le refroidissement actuel des rapports unitaires au sein du FLNKS. Mais si une partie de l'UC avait l'illusion de

pouvoir, sans risque pour l'avenir de son combat, jouer plus avant le jeu mené par Paris sur le seul terrain de la négociation, il ne fait pas de doute qu'à terme, ce serait alors l'ensemble des acquis du FLNKS depuis novembre 1984 qui s'en trouveraient mis en danger.

Car la tactique gouvernementale est toujours de chercher un compromis entre la revendication indépendantiste kanake et le maintien des privilèges coloniaux et des intérêts impérialistes. Cette « troisième voie » nécessite la formalisation d'un nouveau courant politique qui serait le produit du regroupement de toutes les forces locales favorables au plan Fabius. Bien qu'illusoire dans l'immédiat, cette perspective peut se nourrir du manque de clarification politique au sein même du mouvement indépendantiste. Pour l'instant, l'objectif essentiel sur cette voie reste donc le maintien de l'unité du peuple kanak autour de la revendication indépendantiste et derrière le FLNKS.

Donner une cohérence stratégique

Les différences d'appréciation qui apparaissent au sein du front face à cette orientation gouvernementale renvoient sans doute à des différences dans la compréhension de la véritable nature des institutions gérées par le Parti socialiste. Mais cela n'a pas



donné lieu, à ce jour, à l'émergence d'une stratégie de lutte cohérente offrant une perspective alternative à la logique du plan Fabius et répondant ainsi à l'attente de nombreux comités de lutte du FLNKS. L'absence d'initiatives centrales pour relancer l'action anticolonialiste des populations opprimées est bien l'élément déterminant

du blocage actuel de la mobilisation kanake. Elle constitue aussi la principale faiblesse de la direction du FLNKS. Le problème ne relève pas de la simple question de la participation aux élections régionales. Etant donné la dégradation du rapport des forces sur le terrain, celle-ci semble inévitable. Mais cette participation électorale ne peut être un but en soi et doit au contraire être mise à profit pour relancer — avant, pendant, après l'échéance — la mobilisation. C'est à cette seule condition que ces élections, loin de représenter un facteur démobilisateur, pourraient être un nouvel élément d'amélioration de la situation du combat anticolonialiste.

Le dernier congrès de Hienghène n'a pas fourni de réponse ni de propositions en ce sens. Si les actions des comités locaux du FLNKS se sont poursuivies, dénotant le maintien d'un potentiel de combativité à la base, rien n'est venu de la direction pour leur donner une cohérence stratégique autour d'un objectif central. Cette inertie de la direction du front sur le terrain des initiatives de masse n'est pas inéluctable. Elle n'est pas non plus la résultante d'un réalisme dicté par le rapport actuel des forces. Elle relève plutôt d'une certaine paralysie politique que le mouvement national devra surmonter pour aborder une nouvelle phase de son combat.

Vincent Kermel

BWENANDO
LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

LA CONSIGNE DEMEURE...

...PLUS QUE JAMAIS!

VIENT DE PARAÎTRE

Bwenando, le premier journal de Kanaky
BP 1671 — Nouméa

Tarif des abonnements (1 an): 430F (8 550 CFP)

HEINRICH BÖLL

Le dernier des justes

L'inlassable engagement de Heinrich Böll en faveur des droits du citoyen contre les empiètements de l'Etat, son obstination à dénoncer les interdictions professionnelles en Allemagne fédérale, les manipulations de la presse Springer, la toute puissance de l'Etat policier, sa sympathie active pour les écologistes et les pacifistes ont incité cette droite allemande qui n'a rien appris ni rien oublié, à le décrire comme une sorte de loup « marxiste-communiste » revêtu de la peau de mouton du catholicisme libéral.

L'image de « sympathisant » de toutes les nobles causes de la gauche extra-parlementaire allemande, ce parti pris d'aller, comme le dit justement Otto Schilly, à contre-courant de la tradition allemande en refusant l'allégeance à l'Etat, ont amené nombre d'« amis » de Heinrich Böll à l'étranger — plus prompts à saluer ses prises de position politiques qu'à lire son œuvre — à se tromper sur la personne. En effet, s'il a pu jouer en un sens dans l'Alle-

magne des années soixante-dix-quatre-vingt le rôle de « conscience publique » que joua Sartre dans la France des années soixante, il n'est en rien un « écrivain engagé » dans le sens où l'entendait l'auteur du *Fantôme de Staline*.

Böll était avant tout un écrivain dont la patrie était la langue. « Il n'existe pas, dit-il dans ses entretiens avec René Wintzen (*Une mémoire allemande*, Seuil 1978), de forme plus haute d'appartenance à

un peuple que d'écrire dans sa langue ; même lorsqu'on l'écrit mal. Car l'on emploie la langue comme moyen d'expression et cela signifie bien davantage que de posséder un passeport, une pièce d'identité ou de disposer d'un bulletin de vote. »

Pour poursuivre le parallèle avec Sartre, nous disons que Böll ne se définissait en rien comme un écrivain « en situation ». S'il assume pleinement l'histoire de l'Allemagne comme un héritage, son histoire allemande (le nazisme de son adolescence, sa participation à la Seconde Guerre mondiale et cet après-guerre amnésique, si présent dans son œuvre), c'est aussi pour récuser absolument toute absorption de cette œuvre dans l'ici et maintenant historique et politique.

Tous ses romans, aussi situés soient-ils, agitent des thèmes universels dont le fil conducteur et l'inspiration sont sa foi chrétienne : la Grâce, le Juste, la prédestination... « Ce qui compte, confie-t-il à Wintzen, c'est

une problématique permanente, une problématique que je qualifierais presque de mythologique, de théologique, qui est toujours présente, de bout en bout. »

Rien n'explique mieux que le propos suivant cette présence-distance qui définit le rapport à l'histoire de son œuvre : « Faisons l'hypothèse suivante : il n'y a pas eu de guerre, pas de nazis. J'aurais donc écrit mon premier roman en 1942-1943, à l'âge de vingt-cinq ans. Je suis certain que Rentrez chez vous, Bogner aurait été écrit presque exactement de la même façon et cela en l'absence de guerre et de nazis (...) Il y a déjà de telles composantes dans la littérature après la Première Guerre mondiale : écroulement, déchéance, éclatement de structures que l'on croyait éternelles — le mariage, l'Eglise. »

Ne tenons pas rigueur à Böll de n'être point, peut-être, tel que nous l'avons rêvé. Il faut prendre ses amis tels qu'ils sont, n'est-ce pas ? Et lisons-le.

Alain Brossat

Rouge

L'air du temps

Les vacances sont traditionnellement un moment privilégié. Pour le repos, bien sûr, après une longue année de labeur et de luttes. Mais aussi pour prendre du recul, réfléchir, aborder des questions qui ne sont pas toujours au centre de nos combats et dont le mouvement ouvrier n'a pas forcément pris la mesure.

L'air du temps : ainsi pourrait s'intituler ce numéro spécial. Car, on l'oublie trop souvent, la crise favorise le développement d'un climat idéologique et politique dont on aurait tort de sous-estimer les effets pervers. Sous prétexte de réalisme et de partage des sacrifices, se nourrissant de la faillite des modèles social-démocrates comme des crimes monstrueux des dictatures bureaucratiques de l'Est, les idéologues en vogue exaltent un système pourrissant et résumé à sa plus simple expression : la loi de la jungle. Indice parmi d'autres de ce processus, au moment où les investissements productifs s'avèrent d'un rapport incertain, les possesseurs de capitaux se tournent vers la spéculation ou vers des secteurs où ils pensent satisfaire rapidement leur soif inépuisable de profits juteux. Privatisation et déréglementation : tels sont leurs mots d'ordre. Comme le montre la gigantesque bataille engagée en France pour le contrôle de la presse et de la communication audiovisuelle.

Au-delà du modernisme affiché, on assiste au retour en France des idées de la droite la plus réactionnaire, celle de Versailles et de Vichy : défense de la famille et de l'ordre moral, légitimation d'un ordre basé sur l'inégalité entre les classes, les races et les sexes, négation du problème posé par le pillage du tiers monde alors que 40 000 êtres humains meurent quotidiennement de faim, attaques contre les grandes conquêtes démocratiques, etc. Anachronisme ? Nullement. C'est simplement de cette façon que les possédants expriment leur objectif fondamental : une régression sans précédent de la situation des classes laborieuses.

Prenons garde à un pareil climat. Quand les courants dominants du mouvement ouvrier abandonnent toute perspective, même verbale, d'un changement radical au profit d'un plat éloge de la course au profit, quand le monde du travail se heurte à des difficultés accrues pour organiser la riposte généralisée qui s'imposerait, un pareil climat ne peut qu'accroître des tendances au repli sur soi, affaiblissant gravement le front de la classe ouvrière.

Raison de plus pour défendre avec intransigeance les valeurs qui sont les nôtres, celles de l'unité et de la solidarité entre les exploités du monde entier pour en finir avec un système fauteur de misère. Raison de plus aussi pour forger l'outil indispensable à ce combat : un mouvement ouvrier qui incarne ces valeurs et soit capable de les transformer en force matérielle. Utopique la perspective socialiste ? Certainement pas au moment où l'évolution des sciences — par exemple dans le domaine peu connu de la génétique — et des capacités de production permettraient la satisfaction des besoins urgents du plus grand nombre.

Ce numéro entend modestement contribuer à une première réflexion sur les questions soulevées. Une réflexion à laquelle ont largement contribué ceux qui ont accepté de répondre à nos questions : la dessinatrice Chantal Montellier, le directeur du *Monde diplomatique*, Claude Julien, et le biologiste Jacques Testar. Et nous n'oublions pas, dans nos remerciements, Jean-François Vilar et Thierry Jonquet à qui nous avons ouvert les colonnes de nos pages « culture ».

Christian Picquet



L'air du temps a, ces temps-ci, la lourdeur du plomb. Favorisée par la capitulation idéologique de la gauche gouvernante, l'offensive généralisée, menée tambour battant par l'ensemble des composantes de la réaction marque le retour des théories les plus inquiétantes. A quelques mois d'une échéance électorale décisive, il n'est pas inutile de se pencher sur les mécanismes de cette offensive, pour mieux la combattre.

Il fut un temps où les droites refusaient de se présenter à visage découvert. Devant l'essor des luttes ouvrières et la poussée de la gauche, il leur fallait faire oublier leur passé — de l'écrasement de la Commune jusqu'à Vichy — et surtout les intérêts qu'elles servaient. Un Giscard ne jurait que par un social-démocratie honnête, tandis que Chirac, l'héritier du gaullisme, se voulait le porte-parole d'un « travailisme à la française ».

Ces précautions ne sont plus de mise. En France comme dans le reste de l'Europe occidentale, la crise économique conjuguée à la faillite et aux trahisons des directions socialiste et communiste du mouvement ouvrier ont en effet affaibli considérablement le monde du travail. Quatre ans après la victoire de François Mitterrand, l'action gréviste est à son niveau le bas depuis des lustres. Le PCF ne sait plus comment enrayer son déclin et les socialistes, après le recentrage de fait de leur pratique gouvernementale, préparent le terrain à un retournement de leurs alliances.

« La spontanéité du marché »

Rien d'étonnant, dans ces conditions à ce que s'opère un déplacement massif des valeurs idéologiques au profit d'une réhabilitation du libéralisme, pourtant traditionnellement assimilé à l'exaltation du « capitalisme sauvage ». Se référant au reaganisme et au thatchérisme, ce mouvement puise à des sources « théoriques » diverses, les plus marquantes étant cependant l'École de Chicago (symbolisée par Milton Friedman, principal inspirateur de la politique économique américaine), l'École de Virginie et les travaux de Friedrich von Hayek (prix Nobel d'économie en 1974).

Au centre de l'argumentation des « nouveaux libé-



Des théories en vogue aujourd'hui aux actes racistes et antisémites : une frontière qui tend à devenir mouvante.

De vieilles idées pour de vieilles droites

raux », la défense d'un « ordre naturel » qui se manifesterait dans la « supériorité de la spontanéité du marché ». Il s'agit de la reprise d'une thèse, née au milieu du XVIII^e siècle, celle de la société régie par le commerce,

ce dernier étant censé représenter le seul facteur de pacification des mœurs.

Le retour en force actuel du libéralisme remonte en réalité à plusieurs années. A la fin des années soixante-dix, un groupe de jeunes uni-

versitaires — Henri Lepage, Jean-Jacques Rosa, Florin Aftalion, etc. — plus connu sous l'appellation de « nouveaux économistes », tentèrent une première vulgarisation de cette doctrine hier encore complètement discréditée.

En 1978, Henri Lepage publiait *Demain le capitalisme*, ouvrage reprenant les analyses de la théorie néo-classique et se livrant à un vibrant éloge de l'économie de libre marché. Par la suite, et plus particulièrement de-

puis 1981, les clubs politiques de l'opposition, recrutant dans les sommets de l'appareil d'Etat, prirent le relais contribuant à la formation théorique d'une nouvelle intelligentsia de droite.

Haro sur l'Etat !

Si un trait caractérise la thématique néo-libérale, c'est bien sa charge contre l'« Etat providence », la « société d'assistés » ou les « doctrines étatiques ou socialisantes ». Selon ces chevaliers d'une nouvelle croisade, l'intervention étatique dans l'économie, les mécanismes de protection sociale concédés au cours de trente années d'expansion décourageraient les producteurs — entendez les chefs d'entreprise — et alanguiraient les citoyens.

Ancien membre du cabinet de Giscard, Yves Cannac part ainsi en guerre contre un « Etat dévorant qui de plus en plus absorbe la société, ses ressources, ses énergies, ses hommes ». Yvan Blot, président du Club de l'horloge y va lui aussi de son couplet : « Il n'est pas possible de développer les libertés dans cette société étatisée au point où en est la France. Il faut désétatiser la vie économique, sociale et culturelle le plus possible, et faire confiance aux citoyens pour reprendre la voie du progrès ». La conclusion de pareilles tirades est assénée, avec la force de l'évidence, par Bruno Mégret, président des Comités d'action républicains : « Nous ne pouvons tolérer que notre pays glisse insidieusement vers un totalitarisme larvé ».

Cet antiétatisme est largement repris par le CNPF. Gattaz affirme par exemple : « Dans les grands pays industriels, l'étatisme est une voie de garage. Seule une économie libérée, où l'initiative individuelle est reconnue, respectée et récompensée, peut ramener le retour de l'expansion... » Mais ces réflexions sont totalement débarrassées de considérants doctrinaux. Ils visent en effet moins à abroger l'Etat-providence qu'à en obtenir la réorientation totale dans le sens souhaité par le grand patronat. D'une phrase, le CNPF ôte tout doute sur la fonction de l'offensive idéologique actuelle : « Pour revitaliser l'économie française il aurait fallu (...) doper les entreprises pour qu'elles puissent améliorer leurs investissements et créer de nouveaux emplois ».

Voilà donc ce que recouvre ce bric-à-brac suranné du néo-libéralisme. Ce que veulent les possédants, c'est un Etat qui contribue au financement des entreprises, aide si nécessaire leurs investissements, tout en respectant leur entière liberté de gestion. Le corollaire de cette conception, c'est une régression sociale sans précédent. L'Etat devrait, aux yeux de ces messieurs, abroger les dispositions institutionnelles régissant les licenciements, autoriser les entrepreneurs à augmenter leurs prix et à diminuer les salaires. En un mot, revenir sur les acquis de 1945 et même de 1936. Avec son cynisme coutumier, le patron

Suite page 11

La vraie logique de la «révolution républicaine»

La République : le mot revient comme un leitmotiv dans le discours des droites, surtout depuis 1981. Il est vrai que le thème est habile et permet d'opérer un véritable retournement idéologique. Désormais, les tenants de l'ultra-libéralisme s'approprient la tradition révolutionnaire de 1789 contre les « marxistes », assimilés aux « féodalités » de l'Ancien Régime. S'en prenant aux syndicats, Bernard Pons accusait, en septembre 1981, la gauche au pouvoir de « renforcer le pouvoir des féodaux contre l'Etat républicain ».

Une fois de plus, on retrouve la « nouvelle droite » à l'origine de l'opération. C'est en effet le 19 juillet 1979 qu'apparut pour la première fois, une association baptisée les Nouveaux républicains. Son président n'était autre que Bruno Mégret et son secrétaire général Yvan Blot, respectivement membre et président du Club de l'horloge, tout en ayant des responsabilités au RPR. Et comme par hasard, son siège social est celui de la revue *Contrepoint*, organe du même Club de l'horloge.

La vulgate néo-libérale ayant besoin d'un soubassement doctrinal plus élaboré que les productions économiques de Friedrich von Hayek, les hommes du Club de l'horloge ont été le chercher dans la tradition nationaliste. Dans la nouvelle préface — intitulée significativement « la Révolution républicaine » — des *Racines du futur*, Jean-Yves Le Gallou définit ainsi un « libéralisme national », « tel qu'il fut incarné autrefois en France par Georges Clémenceau et Charles de Gaulle ». Dans ce composé, s'opère donc un accouplement des thèmes nationalistes traditionnels (communauté, héritage, enracinement, etc.) et des références libérales. Ainsi est défini un « modèle de société » que Yvan Blot caractérise comme « distinct aussi bien de la société marchande américaine que du modèle collectiviste soviétique ». On retombe ici, sur l'un des thèmes fondamentaux du Groupement de recherches et d'études sur la civilisation européenne (GRECE), bien que celui-ci ait depuis quelques temps, pris ses distances avec les néo-libéraux du Club de l'horloge.

On constate la même inspiration derrière l'exaltation d'un « scientisme biologique » par les « nouveaux républicains ». Le Gallou écrit par exemple : « L'anthropologie moderne s'éloigne toujours davantage des préjugés égalitaires à mesure qu'elle assimile la théorie de l'évolution et les données de la génétique. L'éthologie avec Konrad Lorenz, met au jour le rôle des instincts dans notre comportement. La biologie, en révélant l'importance de l'hérédité, montre que chaque être est différent et donne un éclairage nouveau sur le fonctionnement des sociétés animales et humaines. La linguistique (Chomsky, Lenneberg) postule l'existence d'un programme génétique pour expliquer l'acquisition du langage chez l'enfant ».

La logique totalitaire de ce corps doctrinal apparaît à présent dans sa globalité : primat du déterminisme génétique dans l'évolution des sociétés humaines qui s'accompagne de l'idée d'une hérédité collective, appel à certains concepts « scientifiques » comme l'éthologie ou la biologie pour refondre le corps social, postulat d'une continuité historique des peuples qui débouche sur la légitimation de l'« identité indo-européenne » etc. Tous les ingrédients sont réunis pour l'affirmation d'une idéologie raciste et élitiste basée sur l'exclusion des races et groupes sociaux « inférieurs ». Par mille détours, les thèses vulgarisées par le GRECE dans les années soixante-dix continuent à faire leur chemin.

C. P.

Suite de la page 10

des patrons va jusqu'à affirmer : « Il faut le dire la tête haute, il faut faire baisser le pouvoir d'achat. »

Une inspiration totalitaire

On retombe ici sur l'une des principales caractéristiques de l'idéologie libérale : elle va toujours de pair avec la surexploitation du travail salarié. Au XIX^e siècle, les Molé, Thiers et autres Guizot appelaient leurs amis à « s'enrichir », alors que des enfants de huit ans travaillaient quinze heures dans les mines et les fabriques. Aujourd'hui, leurs héritiers rêvent d'une classe ouvrière au niveau de

vie dégradé, taillable et corvéable à merci, privée de la majeure partie de ses conquêtes sociales d'après-guerre.

Au regard de cette réalité, comment expliquer le succès des thèses néo-libérales ? Certes, l'impuissance de la gauche réformatrice face à la crise capitaliste n'a pas peu contribué à remettre en selle l'idéologie du profit roi. Mais surtout, ses vulgarisateurs ont habilement su amalgamer des thèmes fort hétérogènes pour faire mieux passer leur camelote démagogique. Ainsi, ils ont réussi le tour de force de se présenter comme les héritiers de l'« esprit » de Mai 68, effaçant du même coup les frontières entre la tradition libertaire et la famille libérale. Une opération si parfaitement réussie qu'il se trouve désormais d'anciens progres-

sistes pour se faire les propagandistes zélés d'une sensibilité « lib-lib » (libérale-libertaire).

Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle s'accompagne d'une tendance autoritaire nettement affirmée. Le fait que deux des principaux vecteurs culturels de la poussée néo-libérale soient le Club de l'horloge et le *Figaro-Magazine* n'est pas sans conséquences.

L'un et l'autre sont les émanations de la « nouvelle droite ». Or ce courant s'est toujours conçu comme un trait d'union entre la droite classique et l'extrême droite et l'un de ses thèmes fondamentaux est la « bio-politique ». Selon cette référence, toute l'organisation sociale doit reposer sur des critères biologiques et pratiques, ce qui conduit à une apologie de la société occidentale et blanche, baptisée pour la circonstance « indo-européenne ». Sur la base de ce discours scientifique et élitiste, la « nouvelle droite » développe des positions anti-judéo-chrétiennes et inégalitaires, reposant sur le rejet de toute pensée universaliste, donc progressiste. D'où une négation des droits de l'homme et un racisme larvé, s'abritant derrière une prétendue revendication du « droit à la différence », constantes que l'on retrouve actuellement dans presque toutes les positions du Club de l'horloge (voir ci-contre).

On ne s'étonnera donc pas si nos apôtres du libre-échange ne sont pas, dans tous les domaines, les adversaires de l'Etat. Ils figurent même parmi les plus fervents partisans d'un Etat policier qui n'est, tout compte fait, que le complément inévitable de leurs plaidoyers antiégalitaires. Florin Aftalion, l'un des chefs de file des « nouveaux économistes » est particulièrement explicite sur ce point. Pour lui, le « bien public » est par excellence le « maintien de l'ordre », la « police ou l'armée ». Dans la même veine, le président du RPR prône un accroissement continu des moyens de l'appareil répressif : « Donner à la police les moyens humains et matériels de sa mission de prévention et de répression, rendre vigoureux à une politique pénale aujourd'hui laxiste, utopique. »

Poussé à son paroxysme, cet Etat policier débouche sur une véritable mystique totalitaire du chef et de l'élite, mystique parfaitement incarnée par le Club de l'horloge : « L'autorité, une fois légitimée par le peuple, ne peut venir que d'en haut et l'exemple de la restauration de la fonction souveraine aussi ; l'autorité du chef politique ne peut sans danger être tenue en échec au nom de la concertation » ; « les chefs collectifs ne peuvent dans la plupart des cas qu'être imposés (par une élite) ou dictés (par un homme) ». De cette vision du monde découle l'exaltation du « rôle du chef politique » qui « ne pourra mener à bien sa tâche spécifique que s'il dispose seul des pouvoirs de décision et de commandement ». On comprendra que pareille philosophie soit incompatible avec la sauvegarde d'une série de grandes conquêtes démocratiques (droits syndicaux, droits des femmes, etc.) et encourage



Le Club de l'horloge : un des principaux relais de la rhétorique néo-libérale et des thèses de la nouvelle droite.

un retour aux valeurs de la tradition comme à une réaction hyper morale.

Du libéralisme au néo-pétainisme

A mesure que s'épanouit le culte de l'ultra-libéralisme s'estompent en effet les frontières séparant la droite « moderniste » d'une extrême droite d'inspiration vichyste. Les signes de ce processus ne manquent pas.

Dans la vulgate néo-libérale comme dans les écrits du Front national, se retrouve une semblable hostilité aux philosophes de la Révolution française. Zélateur de la « révolution conservatrice américaine », Guy Sorman attribue à Descartes et Rousseau la « faute initiale » qui a tenu la France à l'écart de cette « sagesse naturelle » qui veut que « le marché gère (...) une quantité d'informations économiques, opérant sans cesse des ajustements instantanés ». Le Pen pousse le raisonnement à son terme et plaide pour le règne des élites : « La droite me paraît se rattacher philosophiquement à l'ordre naturel (...) L'homme de droite (...) croit que l'homme, à l'inverse de ce qu'a dit Rousseau, ne naît pas bon. Il naît avec une potentialité de qualités et de défauts que seules l'éducation, la discipline, les mœurs, la loi aideront à rester dans une ligne de vertu relative, alors qu'il y a dans la gauche un côté foncièrement utopique. »

De même, les libéraux et l'extrême droite convergent dans une commune volonté d'effacer les résultats politiques de la Libération. Il est significatif que ce soit à la remise en cause de « quarante ans de socialisation rampante » dans l'institution scolaire qu'ait appelé, en 1984, le responsable du groupe éducation du Club 89, dans un ouvrage préfacé par Alain Peyrefitte.

Il faut aussi mentionner la totale identité de vue de toutes les composantes réactionnaires sur l'immigration. On le sait, le parti de Le Pen a fait du renvoi des immigrés son principal cheval de bataille. Le Club de l'horloge étaye cette exigence de ses réflexions pseudo-théoriques. Alors qu'il en était encore le secrétaire général, Jean-Yves Le Gallou — qui vient de quitter les instances dirigeantes du Parti républicain pour rejoindre le Front national — y a même consacré un volumineux essai, dans lequel il accuse les immigrés de porter atteinte à « l'identité nationale »¹⁰.

Pour le démontrer, notre homme n'hésite pas à décrire une réalité apocalyptique : « Les petits Français deviennent étrangers dans leur propre pays » ; « Dans les quartiers où existent de fortes communautés étrangères structurées (...) la situation échappe aux autorités de la République » ; « en devenant des mosaïques ethniques, nos villes portent en germe des conflits sanglants ».

S'il convient de suivre cette évolution avec la plus extrême vigilance, c'est tout à la fois parce qu'elle sous-tend un attaque généralisée contre les positions de la classe ouvrière et qu'elle pousse une partie de l'ex-intelligentsia de gauche à une dérive banalisant les systèmes les plus monstrueux. Jean-Marie Domenach, l'ancien directeur de la revue *Esprit*, en est le meilleur symbole quand il écrit : « Notre liberté d'expression commence sans doute là : ne pas laisser imposer ce discours conformiste qui fait qu'il faut toujours équilibrer le Nicaragua par la Pologne, la Tchécoslovaquie par le Chili. Ne confondons pas le purgatoire avec l'enfer. Du purgatoire, on peut sortir ; de l'enfer, on ne sort jamais. »¹¹

La boucle est ainsi bouclée. Nos « libéraux-libertaires » en viennent à construire un système de valeurs où les dictatures de type fasciste constituent un mal moindre que le « totalitarisme communiste » qui les obsède maladivement. Il est vrai que le régime de Somoza ne dura que quarante ans et que le III^e Reich ne fêta jamais son quinzième anniversaire. Mais, quelques millions de juifs ne trouvèrent jamais la sortie du purgatoire.

Christian Picquet

1. Remettre l'Etat à sa place. Ouvrage collectif publié par le club du *Figaro-magazine*. Plon 1984.
2. Lettre au *Monde* du 11 mai 1984.
3. Déclaration du CNPF, 29 mars 1984.
4. « Les fondements économiques du libéralisme ». In *Cercles universitaires, les Intellectuels et la démocratie*. PUF 1980.
5. Discours devant le comité central du RPR, 7 juillet 1984.
6. *Les Racines du futur*. *Demain la France*. Masson 1977.
7. *La Solution libérale*. Fayard 1984.
8. *Les Français d'abord*. Carrère 1984.
9. *Les Chemins de la liberté éducative*. Albatros 1984.
10. *La Préférence nationale : répondre à l'immigration*. Albin Michel 1985.
11. *L'Amour de la liberté*. La lettre du CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés). Deuxième trimestre 1984.

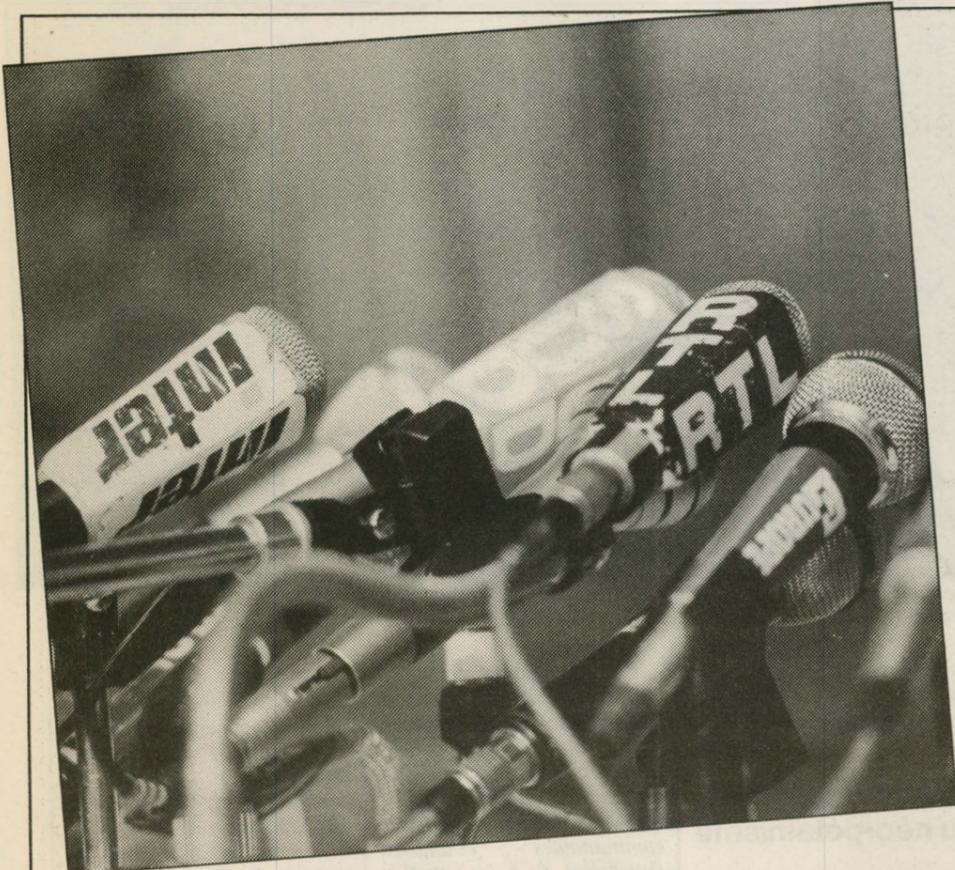
La contamination

L'essor actuel des thèses néo-classiques ne peut être séparé de la véritable capitulation idéologique de la gauche réformatrice. Ayant renié leurs engagements, bafoué leurs mandats, laissé les forces de l'argent dicter leur loi, les hommes au pouvoir depuis 1981 n'ont pas hésité à reprendre les « idées » de l'adversaire.

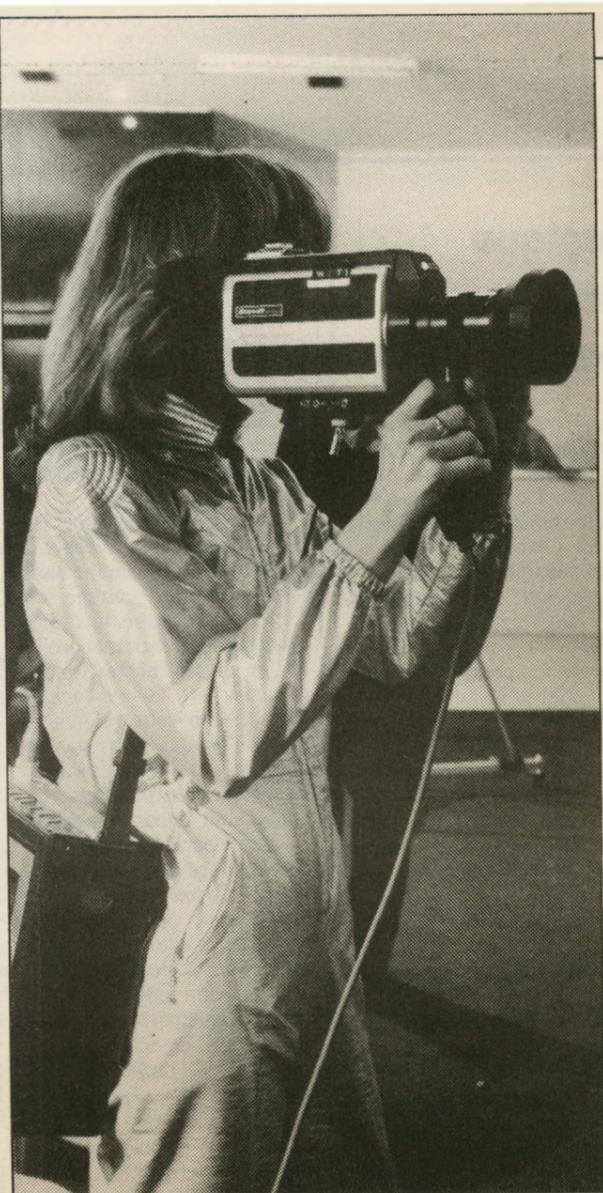
N'est-ce pas ainsi que le porte-parole du gouvernement Max Gallo qui écrivait, en 1984, dans la *Troisième alliance* (éditions Fayard) : « Le socialisme est avant tout un individualisme » ; « reconnaissons ce qui fait la source de la vie : la liberté » ; « à la gauche de démontrer que cette valeur constitue non pas un élément de son projet, mais le sens même de son action » ; « reconnaissons l'entreprise comme le lieu principal de création de richesses et d'invention ». Se félicitant des poncifs en vogue, l'actuel directeur du *Matin* allait même jusqu'à expliquer que la France avait « longtemps souffert » de la méfiance de la gauche « à l'égard de l'industrie (...) de la compétition et du profit ».

Une nouvelle fois, les militants ouvriers peuvent faire ce constat banal : l'adversaire de classe est d'autant plus fort que les valeurs d'émancipation de l'humanité ne sont plus défendues.

C.P.



Les médias sont plus que jamais l'enjeu d'un combat politique mais aussi idéologique. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'UDF vient de leur consacrer un long rapport. Mais derrière cette offensive idéologique, une seule logique transparaît : celle du profit roi.



provisoirement sur la touche, Hersant attend son heure, mais Hachette, Publicis, les périphériques sont déjà sur les rangs. Et pas seulement elles. Derrière se profilent également Matra, Dassault, Merlin, leurs actionnaires.

Mais la communication n'est pas qu'une source nouvelle de profits encore inexploitée. Si le premier à avoir pu réunir Barre, Giscard et Chirac autour d'une même table a été Robert Hersant, c'est que les enjeux politiques sont au moins aussi importants. Tous en sont conscients. Le rachat du *Matin* par des hommes et des sociétés proches de l'Elysée, la nomination de l'ancien porte-parole du gouvernement Max Gallo au poste de rédacteur en chef s'explique évidemment par la volonté de disposer, après 1986, d'un quotidien « socialiste ». Mais le désir des maires des grandes villes — souvent de droite — de se doter du câble, comme l'acharnement de Madelin et de ses amis à réclamer la « libération de la communication », montre qu'il s'agit aussi de créer une machine de guerre idéologique contre la classe ouvrière et ses organisations.

Des places chères

Il est aujourd'hui difficile de dresser le futur portrait des médias en France, mais il est d'ores et déjà certain que les places à prendre y seront très chères. Et le rôle central de l'Etat, un des principaux acteurs, même occulte, de ces redéploiements, est loin de constituer une quelconque garantie. S'il est une chose dont on peut se féliciter, c'est que les mythes tombent. Rares sont ceux qui, aujourd'hui, défendraient l'idée saugrenue que les médias auraient pu, sous le capitalisme, devenir un outil collectif au service de la culture, de l'éducation et de la démocratie.

Serge Nilsis

Le profit roi dans les médias

Libérer la communication. Le rapport d'une vingtaine de pages présenté, le 27 juin dernier, par l'UDF résume l'offensive que livre la droite sur le terrain de la « communication ». L'UDF s'y prononce pour un désengagement de l'Etat de l'agence Havas, de la Sofirad, et donc d'Europe 1, de Télé Monte Carlo, RMC, et pour la privatisation de deux des trois chaînes télévisées nationales. Il s'agit là plus d'un révélateur que d'une révélation...

Les médias, et de manière générale, l'ensemble des réseaux de communication, sont plus que jamais l'enjeu du combat politique. Loi de 1935, ordonnance de 1944 et 1958, lois de 1974 et de 1982 : les dates qui, depuis toujours, rythment l'évolution du statut légal de la presse attestent du lien intime des communications à l'évolution sociale et politique. Et l'avènement des nouvelles techno-

logies, du câble au satellite, des écrans de mise en page aux imprimantes laser, favorisent bien plus qu'elles n'engendrent les mutations en cours. Une chose est certaine : si les yeux sont rivés sur l'horizon 1986 ou 1988, les grandes manœuvres ont déjà commencé.

Une question, deux réponses

La communication, qu'est-ce que c'est ? La question mérite d'être posée. Deux réponses coexistent : on peut parler économie, et la définir approximativement comme production de marchandises informatives, et plus généralement culturelles. Il s'agit du secteur — après celui des équipements militaires — qui peut espérer la plus forte croissance jusqu'au troisième millénaire. On peut aussi la définir en termes

politiques, comme système de production d'idéologies et, à ce titre, instrument d'aliénation, de « mise en condition », et, bien sûr, outil de libération. Deux définitions qui n'ont rien de contradictoire, mais qui donnent la mesure des enjeux.

La France n'a pas connu, au contraire de la plupart des pays industrialisés, un très intense phénomène de concentration. Elle est, par exemple, « en retard » sur le Japon, où les trois grands quotidiens *Asahi*, *YomiUri* et *MayiNichi Shinbun*, possèdent leurs propres chaînes de télévisions ou leurs radios, parfois leurs propres banques de données informatisées. La télévision s'est développée sous le gaullisme, sous la tutelle de l'Etat, et se voulait « la voix de la France ». Aux Etats-Unis, où les entreprises privées se sont dès le début des années cinquante emparées du produit télévision

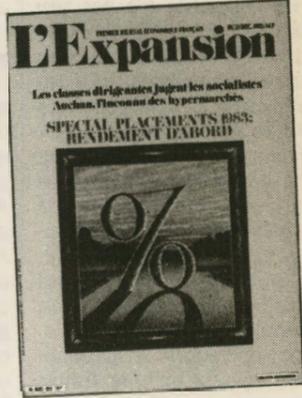
comme elles l'avaient déjà fait dans les années trente avec la radio, n'existe aucune chaîne de radio ou de télévision publique... Quant à la radio-diffusion française, elle était encore récemment assurée par le monopole.

L'éclatement d'un cadre

Ce cadre est aujourd'hui en train d'éclater et pas seulement sous la pression de la droite. C'est la gauche au pouvoir qui a permis l'explosion des radios privées, disposant de leurs propres émetteurs et a donné ainsi le premier coup au monopole de l'Etat. Il n'a pas fallu deux ans pour que celles-ci deviennent l'exact contraire du rêve duquel elles avaient jailli. Le poids des charges structurelles faisait disparaître les plus créatrices, tandis que l'appât de la manne publici-

taire donnait naissance aux radios « musicales » et autres NRJ...

Aussi aujourd'hui, après des expériences parfois malheureuses dans la radio, les grandes entreprises de presse se lancent sur un nouveau projet, infiniment plus cher, mais aussi fort lucratif : la télé. La plupart de ces groupes ont aujourd'hui conscience de l'importance de leur présence sur ce créneau. *le Monde*, l'Agence France-Presse, l'agence Gamma se sont groupés afin d'assurer la production de quelques heures de programmes par semaine à partir de 1986. Mis



Priorité à l'argent

L'éclosion des télévisions privées va modifier le paysage de la presse française. Le rapport Bredin consacre le marché comme le régulateur officiel du secteur communicatif.

« Le capitalisme accueille avec sympathie la brillante étude de marché de l'avocat (...) et n'en attendait pas tant du pouvoir politique, qu'il soit d'une couleur ou d'une autre. » On ne saurait mieux dire et c'est avec une lucidité certaine que la revue *Médias*, du 18 mai a commenté le rapport Bredin.

L'éclosion des télévisions privées, que ce rapport « banalise », risque de modifier considérablement le paysage de la « presse » française, bien plus que la naissance de *Canal plus*, à laquelle André Rousselet, président d'Havas,

tente de conserver son statut de chaîne payante. Les télévisions commerciales vont, en effet, s'attaquer au marché de la publicité, alors que beaucoup estiment que celui-ci ne « recèle pas assez de ressources nouvelles pour permettre un fonctionnement normal ». La menace la plus immédiate pèse bien entendu sur les chaînes nationales. La publicité paye aujourd'hui 60 % des budgets de TF 1 et A 2. Son poids, loin d'être négligeable, alimente la « guerre des chaînes » et n'est pas prêt de s'alléger. La loi de 1982, en effaçant l'obligation



de limiter à 25 % du budget global de l'audiovisuel (A 2 + TF 1 + l'INA + la SFP), a ouvert une brèche qui commence déjà à s'élargir. On en est aujourd'hui à 26 %.

Les patrons de la presse locale et régionale eux aussi ont peur. Celle-ci risque ainsi d'être fortement déstabilisée par le départ massif de ces ressources vers l'audiovisuel, alors qu'elle vient d'investir

des sommes parfois considérables dans la modernisation de son appareil productif. Mais certains voient dans l'apparition des télévisions privées l'occasion de se transformer en groupes régionaux multimédias, quitte à collaborer avec les municipalités qui se doteront du câble, ou les radios les plus riches, souvent déjà financées par les commerçants.

La presse parisienne prépare elle aussi sa mutation. Serge July, après l'échec cuisant de *Radio-Liberté* aurait aimé pouvoir participer à ce nouveau « must ». Mais comme il le dit lui-même, « on imagine mal des entrepreneurs engageant les sommes colossales que suppose la télévision commerciale sans avoir une garantie en béton qui tienne au moins dix ans ». *Télé-Liberté* ne verra sans doute pas le jour de sitôt. Le quotidien *le Monde*, de son côté, s'associe avec l'AFP et l'agence Gamma dans le but de la production d'images. A court terme, c'est ce type de produits « clés en main » qui devraient le plus souvent voir le jour, afin d'alimenter en

programmes les futures chaînes privées.

Les diverses contraintes du rapport ne lui donnent pas tout à fait tort. Mais d'autres éléments comme le régime fiscal particulier accordé par Fabius aux industriels qui investiraient dans le cinéma ou l'audiovisuel peuvent modifier bien des choses. A côté de la SFP se sont créées au cours des années un nombre croissant de sociétés de production privées. Ces entreprises, qui ne sont pas soumises aux mêmes contraintes que la SFP, empochent parfois de fructueux contrats, grâce à leurs prix « concurrentiels », en tournant en Yougoslavie, par exemple, ou en modifiant les scénarios... Les coûts de production, qui ont augmenté de 15 % au cours des dernières années, ont entraîné un recours, de plus en plus, systématique aux productions américaines ou japonaises. C'est qu'un feuilleton de cinquante-cinq minutes revient à un million s'il est français, à vingt fois moins s'il est étranger.

La porte aujourd'hui déjà entrouverte à la sponsora-

tion — l'exemple le plus évident en sont des émissions comme le « Grand Raid » (A 2) ou « Challenge » (TF 1 ou plutôt CNPF 1...) — sera demain béante. Ces infractions à la législation en vigueur — et bien d'autres — relevées dans le service d'observation des programmes ne font l'objet d'aucune sanction. A en croire les directions des chaînes, « l'absence de moyens [les] oblige à des compromis ». Mais pour comprendre le processus en cours, le mieux est peut-être de laisser la parole au nouveau PD-G de *Radio Monte Carlo*, autant réaliste que cynique : « De la régulation par les textes, nous entrons dans l'ère de la régulation par le marché. »

Autant de symptômes et de chiffres qui donnent un avant-goût des programmes des prochaines télévisions commerciales. La « liberté de la communication », tant chantée par nos nouveaux idéologues, a déjà ses héros. Leurs noms, dans le désordre ? Thomson, Goldorak et Starsky et Hutch...

Serge Nilsia

Murmure

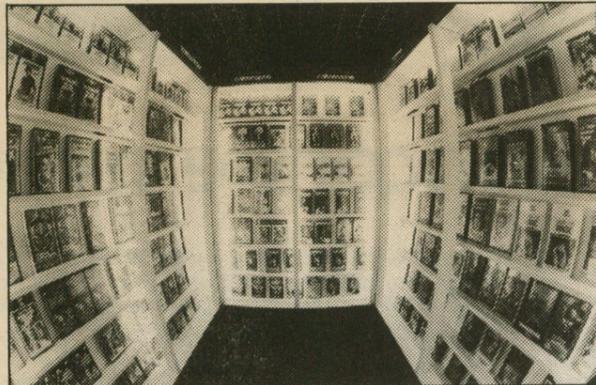
Un spectre dans la presse

Un spectre hante les médias. Celui de la révolution. Depuis le début de l'année, un petit mensuel, *Murmure*, édité par les journalistes membres de la LCR, circule entre les mains de leurs confrères.

On y parle des médias, des tourbillons qui les agitent et aussi plus prosaïquement, du métier de journaliste. Certes, la crise du *Matin*, le recentrage du *Monde*, la dérive de *Libération*, les bouleversements des radios et télé sont l'objet d'analyses. Mais il s'agit aussi et surtout, à travers une revue de presse sélective et critique, de pointer certains traits caractéristiques, certains problèmes marquants.

Sensible, pour ne pas

S.N.



LAVE FRANGE
SICAV SAVOIR CHOISIR

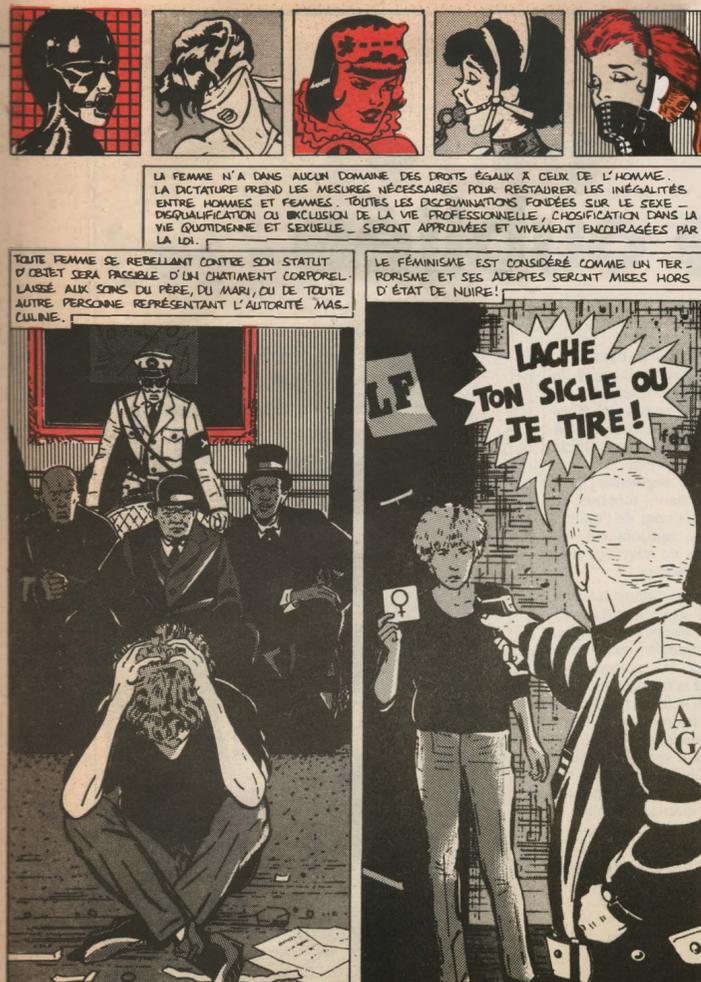
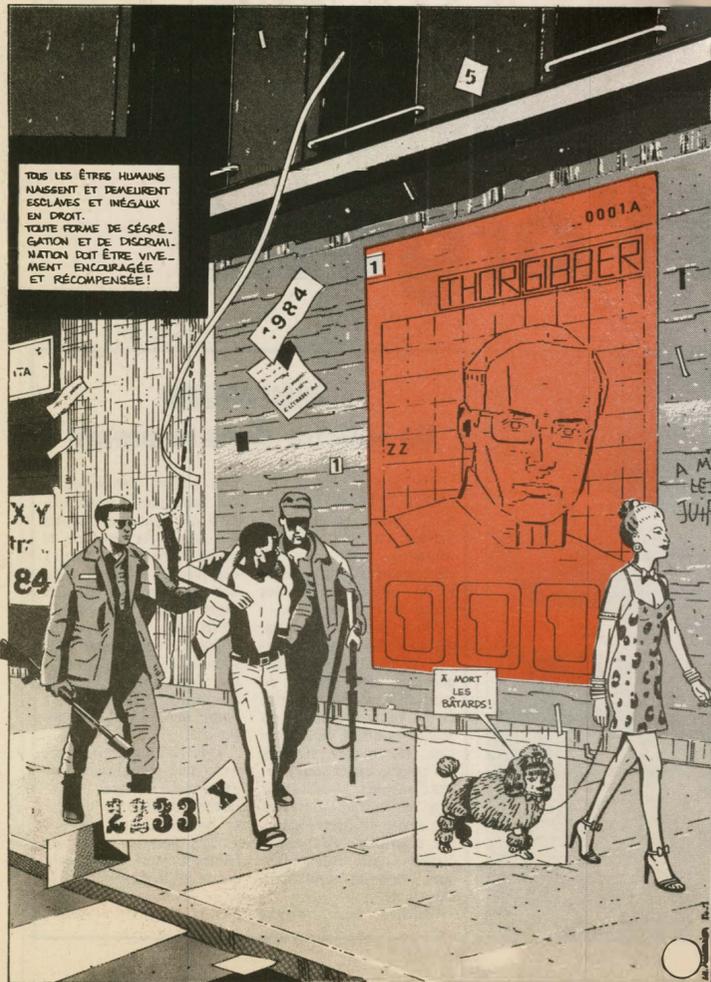
LA TRIBUNE
Prêts moins chers
Sortir enfin de l'économie

Libération
POURQUOI MITTERRAND EST IMPOPULAIRE

LE FIGARO
Défense : avertissement du général Lacaze

Observateur
LA CRISE DE RIRE

Les Echos
L'économie US semble prête pour une relance



Dessins de Chantal Montellier, repris de « L'esclavage, c'est la liberté », paru aux éditions Humanoïdes.

Rencontre avec Chantal Montellier

Rétro facho macho

La bande dessinée, un genre mineur ? Pour Chantal Montellier, justement parce que c'est un « média populaire », il importe de ne pas le laisser sombrer dans la médiocrité actuelle, engendrée depuis le début des années quatre-vingt par une politique d'édition « fabriquant » de la violence et du sexisme...

RECETTE DU CANARD À SUCCÈS.

- 1^o PRÉPAREZ TOUT D'ABORD UNE MAQUETTE SOignée : BIEN AÉRÉE, GAIE DE COULEUR, PLEINE DE JOLIES PHOTOS, BEAU PAPIER, ETC...
- 2^o DES ARTICLES CHOC, DES DOCUMENTS EXCEPTIONNELS, DU JAMAIS VU !!
- 3^o LA VIE PASSIONNANTE DE NOS VÉDÉTES PRÉFÉRÉS.
- 4^o QUELQUES BANDES DESSINÉES : C'EST BRANCHÉ ! HISTOIRES COURTES, RIGOLOTES ET EN COULEUR !
- 5^o ARROSEZ LE TOUT D'UNE BONNE DOSE DE CUL, FESSES ET GONZESSES À POIL. SERVEZ CHAUD ACCOMPAGNÉ D'UNE BONNE CAMPAGNE DE PUB !



Dessin de Florence Cestac, l'une des signataires de l'appel.

fants. » La crise a touché la BD. « Economiques d'abord, tous les journaux ont eu de graves problèmes financiers ; idéologiques aussi. La conséquence ? « Un net fléchissement des BD d'auteurs. »

« Je date ce tournant à la fin des années soixante-dix, au début des années quatre-vingt. J'ai personnellement vu un net changement. Il a été dur de faire passer mes bandes. Avant je publiais dans Charlie mensuel. Depuis son rachat par Dargaud — à cette époque —, ils ne prennent plus mes bandes. »

Les trous financiers ont entraîné le rachat des magazines par des maisons d'éditions, plus occupées de ventes que de création. « Avant les journaux étaient faits par des auteurs ; ils favorisaient des auteurs. On ne peut pas demander à Filippachi la même chose qu'à Bretecher. Les marchands font des marchandises. »

« Métal hurlant est une exception. Bien que racheté par des actionnaires espagnols, ceux-ci ont laissé à la direction de Métal la même équipe. A l'inverse, le symbole d'un fantastique retour en arrière, c'est l'Echo des savanes. Créé par des auteurs, il a été racheté par Albin Michel et Filippachi. Ce dernier considère la BD comme une vache à lait. Il y applique les mêmes recettes que dans les autres publications de son groupe : sexe, violence, sperme, mort. Il n'y a plus que cela, au détriment d'autre chose. Entre parenthèses, je n'attaque pas Filippachi en tant qu'homme. J'attaque cette idéologie filippachienne. Dans le manifeste, nous remettons en cause cette politique d'édition. »

L'Echo des savanes a rencontré un immense succès. Il vend à plus de 200 000 exemplaires. Une affaire rentable, donc, pour ses propriétaires. « Un effet d'entraînement eut lieu. Toutes les maisons d'édition ont voulu connaître le même succès. Elles ont employé les mêmes recettes : Perverse Lolita à toutes les pages. La presse de bande dessinée s'est uniformisée. » La BD fonctionne comme le show-biz. « Avant c'était de l'artisanat, maintenant c'est une industrie dont l'enjeu est de maintenir la BD du côté de la distraction. Il ne faut pas être gênant, dérangeant. La BD ne doit pas bousculer. La ligne claire, c'est clean, propre. Pourtant, je pense que la BD peut

traiter des sujets de société, des sujets graves. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans l'ère de la BD porno-racoleuse, la plus brutale, bestiale, ou de la BD populiste-poujadiste. Tout cela a des relents fascisants. » Les réactions à cet appel ont été rudes dans les rédactions des journaux : moralisatrice, pudibonde... Chic, dans l'éditorial de son numéro huit, n'hésitera pas : « Une poignée de critiques et de féministes attardées enfoncent joyeusement les portes ouvertes. (...) Pour ces doctes, le remède est simple : se laisser pousser des poils aux pattes et remonter les caleçons ! » La calomnie a été, bien souvent, choisie comme mé-

thode... Il suffit pourtant de feuilleter les albums de Chantal Montellier pour repousser ces réponses. « La recrudescence du sexisme est partie intégrante dans cette nouvelle politique d'édition. Lorsqu'on a écrit le manifeste, on a voulu nous faire passer pour des censeurs. Il n'est évidemment pas question pour nous d'interdire à aucun auteur d'exprimer ses fantasmes. Mais y a-t-il la place pour autre chose ? Quand on n'a pas la même perception du monde, peut-on l'exprimer et le publier ? A l'évidence, la réponse est non. Nous sommes taxés de ringard, de « pas à la mode ». Se faire une place dans ce milieu-là est difficile. Il suffit de voir les signatures dans les journaux pour s'apercevoir qu'il y a peu de femmes : « Moins de 2 % seulement parmi les auteurs de BD. »

« Les éditeurs prennent comme argument qu'il y a pas de femmes créatrices. Il m'est arrivé de recevoir les nouveaux dessinateurs à Métal ; la proportion de dessinatrices n'était pas négligeable. La revue de bande dessinée Ah Nana ! — faite par des femmes — était un journal de qualité avec énormément de talent, qui a permis à des femmes auteurs de faire leurs armes, de se faire connaître. »

Parmi les dessinateurs, les réactions ont été plutôt bonnes. Et l'ensemble des critiques de journaux ont appuyé l'appel. « Certains auteurs, gênés par le déferlement du porno, ne s'y retrouvent pas vraiment. Ils en ont marre de voir leur talent « instrumentalisé ». Ils sont plus attachés à la création qu'au mercantilisme. Bilal, Christin, par exemple, préfèrent le bon artisanat de qualité.

Tous ces auteurs qui aiment la BD, et qui la veulent ambitieuse, ont plutôt intérêt à se battre avec nous. Mais cette initiative prise par des femmes les a gênés. Ils étaient doublés sur leur gauche, et scandale pour eux, par des femmes !... Le machisme est présent partout. »

« Forest nous a — Nicole Claveloux et moi-même — très grossièrement envoyées sur les roses lorsqu'on a essayé d'avoir des signatures mixtes. Attitude non étonnante de sa part ; il cautionne ouvertement cette nouvelle politique d'édition. » A écouter Chantal Montellier, le milieu de la bande dessinée, son fonctionnement est plutôt désespérant. Elle ne cache pas « les coups » qu'elle prend. « Mais avec ma production actuelle — quinze albums déjà parus —, il est difficile de se débarrasser de moi. Je n'ai pas de problème direct, mais les planches mal payées, les albums mal promotionnés sont autant de barrières. Mais, j'ai envie de me battre. Une feuille, un crayon, de l'encre coûtent beaucoup moins chers que des toiles, de l'huile, de la peinture... Les portes sont donc ouvertes. Théoriquement, précisément aussitôt. Ce sont, en fait, les rejets de la petite bourgeoisie qui font de la BD. J'ai envie de me battre car la BD est aussi un média populaire. Les albums ne sont pas très chers ; énormément de gens en achètent. Il faut donc tenir. L'auteur est dissident, aujourd'hui, dans la société ; il faut pouvoir dire "Je". C'était le but de notre manifeste. »

Propos recueillis par Sonia Folloni et Alain Gwenn

Manifeste

Navrante cette soi-disant nouvelle presse, percluse des plus vieux et des plus crasseux fantasmes machos. Navrant de voir la plupart des journaux de bandes dessinées emboîter le pas, prendre le chemin réducteur de l'accroche-cul et de l'attrape-con.

De la « porno à quatre mains », au « strip-tease des copines », en passant par « l'étude comparative des Lolitas », « le roi de la tripe », « les nouveaux esclaves », les « mange-merde » — et nous en passons —, les talents se déploient, virils. Ils nous proposent d'accompagner « le grand capitaine Rommel » dans le souffle nouveau de l'aventure. Rétro, humour fin de race, potins mondains branchés, nostalgie coloniale, violence gratuite, poujadisme, sexe-con, fétichisme, sexisme et infantilisme sont à l'ordre du jour. Parce que nous aimons la bande dessinée, parce que nous souhaitons que les journaux soient au service des créateurs et pas des seuls marchands, parce que ces derniers réduisent, chaque jour d'avantage la place accordée à la création au profit de l'uniformisation, nous avons voulu réagir en souhaitant que cette lettre trouve un écho auprès des auteurs comme des lecteurs.

Nicole Claveloux, Florence Cestac, Chantal Montellier, et Jeanne Puchol.

Ce texte a reçu le soutien d'Arnaud de la Croix (romancier et critique de BD), Roger Dadoum (critique), Franck (scénariste de BD), Thierry Groensteen (rédacteur en chef des Cahiers de la bande dessinée), Daniel Hugues (scénariste et critique), Bruno Legine (critique), Jacques de Pierpont (journaliste), Pierre Sterckx (directeur de l'École de recherches graphiques) et Anita Van Belle (écrivain et critique).

La décennie oubliée

Une décennie s'achève, celle des femmes qui se sont réunies à Nairobi pour en dresser le bilan. Une chose est sûre : les satisfecit balancés du haut de la tribune officielle n'ont pas réussi à couvrir les protestations et les revendications du forum parallèle.

L'ONU est friande de décennies. Elle en a consacré à l'enfance, à la défense des arbres, etc. jamais aux hommes bien sûr, puisque ce sont eux qui décident des thèmes décennaux. En 1975, par exemple, quand la conférence internationale des femmes à Mexico, a l'idée de « féminiser » les dix années suivantes la majorité des délégations sont conduites par des messieurs. A Nairobi, pour la réunion clôture de la décennie qui s'est tenue du 15 au 26 juillet, il n'y avait pas un homme dans les tribunes ni dans les coulisses. Mais c'est bien là le seul changement produit par ces dix ans qui

ont surtout vu une immense détérioration des conditions de vie des femmes. Et c'est un euphémisme que de dire qu'aucun des objectifs résumés à Mexico par la devise « *Egalité, développement et paix* » n'a été atteint.

Un wagon tardivement raccroché

La décennie est tellement passée inaperçue que même en France, des militantes avouent n'en avoir entendu parler que depuis quelques mois, lorsque le ministère des

Droits de la femme a commencé à préparer Nairobi et leur a fait parvenir les questionnaires élaborés par l'ONU et censés permettre de dresser le bilan de l'initiative.

L'histoire avait de toute façon mal commencé. La décennie de la femme fut une sorte de wagon tardivement raccroché à la décennie du développement, elle-même lancée en 1961 puis réaffirmée en 1971, et 1981. En clair, l'instance internationale qui, jusqu'alors s'était passée des femmes, se dit en 1975 qu'elle pourrait les associer à ses projets. Bref, elle les rajouta aux programmes comme on rajoute de la mayonnaise dans une salade. Elle manifestait ainsi sa superbe ignorance des chiffres pourtant chers à ses services de statistiques. Les femmes fournissent en Afrique et en Asie, entre les trois quarts et les neuf dixièmes de la production vivrière définie dans beaucoup de pays comme la base du démarrage économique. Elles sont donc bien au cœur des systèmes de développement.

Les dix ans que ponctue la conférence sont ceux d'une « féminisation » croissante de la pauvreté. Dans les pays en développement où l'agriculture a été modernisée à coups d'investissements en machines et en capital, les femmes ont été cantonnées aux secteurs traditionnels. Dans les pays industrialisés, patrons et gouvernements se sont entendus comme larrons en foire pour renvoyer les femmes devant « leurs » fourneaux.

Les beaux principes de l'égalité professionnelle trebuchent dans ces Etats sur les statistiques. En 1983, une Américaine travaillant dans l'industrie gagnait 57 % seulement du salaire annuel de son collègue. Idem en Grande-Bretagne. Idem au Japon où le gouvernement,

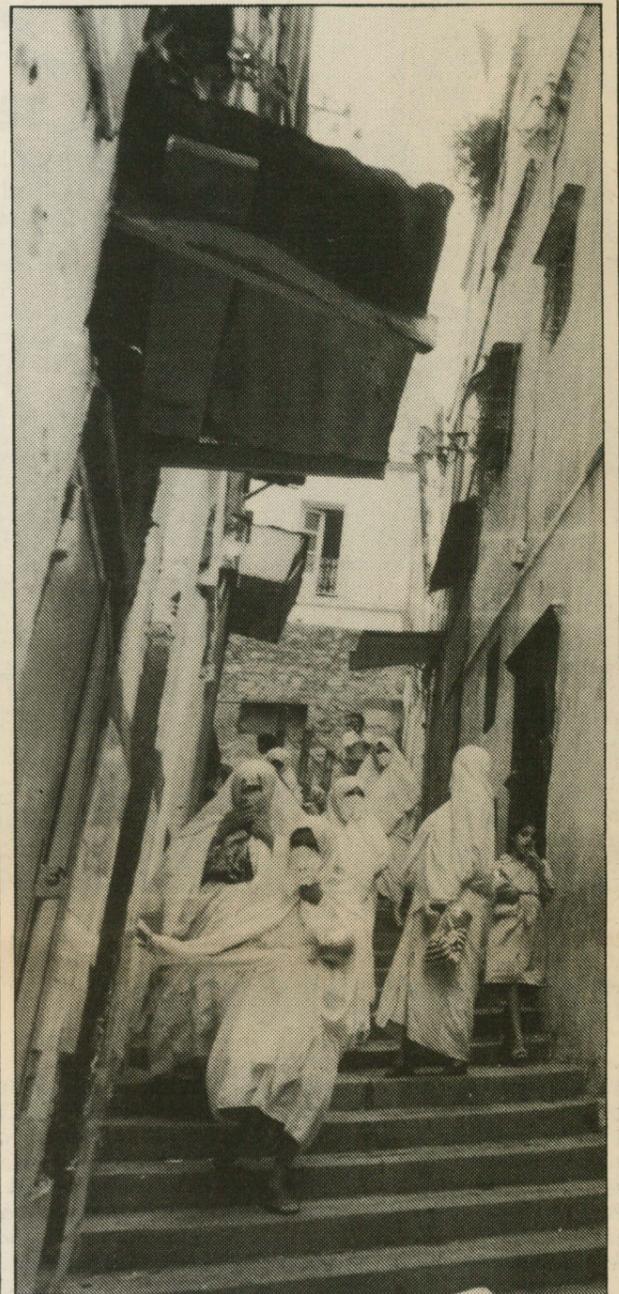
hypocrite jusqu'au bout, vient d'adopter une loi contre la discrimination sexuelle à seule fin de ne pas être montré du doigt à Nairobi. En fait, ce dernier texte bâclé n'oblige en rien les employeurs à augmenter leurs salaires, mais il supprime de surcroît, au nom de l'égalité, les rares améliorations de conditions de travail qu'elles avaient arrachées.

Au Japon comme ailleurs, l'appareil exécutif et législatif reste aux mains des hommes. Faut-il rappeler qu'au moment où la ministre des Droits de la femme dénonçait à Nairobi la faible représentation des femmes dans les instances politiques, les militantes du Parti socialiste n'obtenaient que des strapontins sur les listes de candidatures pour les élections de 1986.

Forum non officiel

On n'en finirait pas d'énumérer les loupés de la décennie. Est-ce à dire qu'elle a été inutile et que Nairobi est une mascarade ? « *Non et non* », rétorquent les militantes du Planning familial. *D'abord parce que cela ferait trop plaisir à certains toujours prompts à nous couper les vivres.* Or déjà en 1980, la Fédération internationale du Planning familial avait eu à souffrir du retrait de sa section nord-américaine. De plus, en marge de la conférence officielle, s'est tenu du 10 au 19 juillet un forum des associations non gouvernementales, vaste lieu d'échanges et de confrontations d'expériences. 12 000 femmes du tiers monde, d'Europe, d'Amérique et dans une moindre mesure, des pays de l'Est ont discuté de la crise, du développement et de leurs luttes dans le cadre d'une multitude d'ateliers dressés sur le campus de la capitale kenyenne.

Certes, ce forum, malgré



Khomeyni, Jean-Paul II, les ayatollahs de l'obscurantisme

son ampleur, a eu, lui aussi ses limites. D'abord les autorités ont voulu en limiter l'impact et éviter qu'il ne débouche sur des résolutions communes. La séance plénière a été sabotée, son horaire changé en dernière

minute et ses participantes triées sur le volet. Les Nord-Américaines ont boycotté la totalité des débats, les Iraniennes et les Irakiennes ont trouvé là l'occasion de s'affronter, de même que les Sahraouies et les Marocaines.

Mais à côté de ces conflits inévitables, des réseaux de solidarité se sont esquissés le plus souvent autour d'un axe Nord-Sud. Des Latino-Américaines ont pu présenter leur projet à des Européennes qui, en retour, ont évoqué la possibilité de financement. Des Nicaraguayennes, des Salvadoriennes ont témoigné et affirmé que leur lutte passait par la défense de leurs révolutions. Bien des Occidentales ont découvert dans toute leur horreur les violences subies par les Asiatiques et les Africaines. Ont encore été débattus, ici et là, des pesanteurs ou des reculs du mouvement des femmes. Autant de raisons de conclure, paradoxalement, qu'il faudrait renouveler la décennie de la femme afin, au moins, d'empêcher qu'un mur d'oubli se rebâtisse autour de son oppression.

Flora Chénétier

Le retour des corbeaux

Le droit de la femme à disposer de son corps fut à Nairobi relégué au chapitre des annexes. L'ONU a préféré choisir pour thèmes centraux de la conférence l'éducation, l'emploi, la santé. Frileuse comme de coutume, l'organisation internationale manifeste ainsi son refus d'aller à contre-courant de la vague d'ordre moral qui déferle sur la planète.

Ronald Reagan en profite pour se livrer à un nouveau coup d'éclat dans l'offensive réactionnaire que son gouvernement mène tous azimuts. La cour suprême est priée de « reconsidérer » sa décision de 1973 — décision qui légalisait l'avortement — « et en la reconsidérant, de l'abandonner ». Les défenseurs de la famille battent des mains. S'ils ne faisaient que cela... A la faveur de la crise, ils ont, en effet, retrouvé toute leur hargne et se mobilisent avec une violence inégalée. En 1984, quatre cents attentats, dont une grande partie à la bombe, ont été commis contre des cliniques d'avortement. Des médecins se livrent à d'ignobles campagnes d'intoxication. D'aucuns font la tournée du pays avec, dans leurs bagages, un sonogramme qui prétend montrer le cri de détresse du fœtus au moment de la perforation. Malgré la condamnation de la communauté scientifique, ce matériel de propagande est déjà diffusé dans d'autres pays.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à sombrer dans l'obscurantisme. En Grande-Bretagne, en Australie, en Belgique aussi, les cliniques sont attaquées. En Espagne, en Grèce, les Parlements votent des lois tellement restrictives qu'elles sont nulles et non avenues pour les femmes. L'arrivée au Vatican d'un pape hyper réactionnaire n'a rien arrangé. Et s'il est une chose qui doit croître et s'intensifier aujourd'hui, c'est uniquement la lutte des femmes contre cet essaim de corbeaux.

F. C.

Les Japonaises : bafouées au nom de l'égalité



Le tiers monde existe...

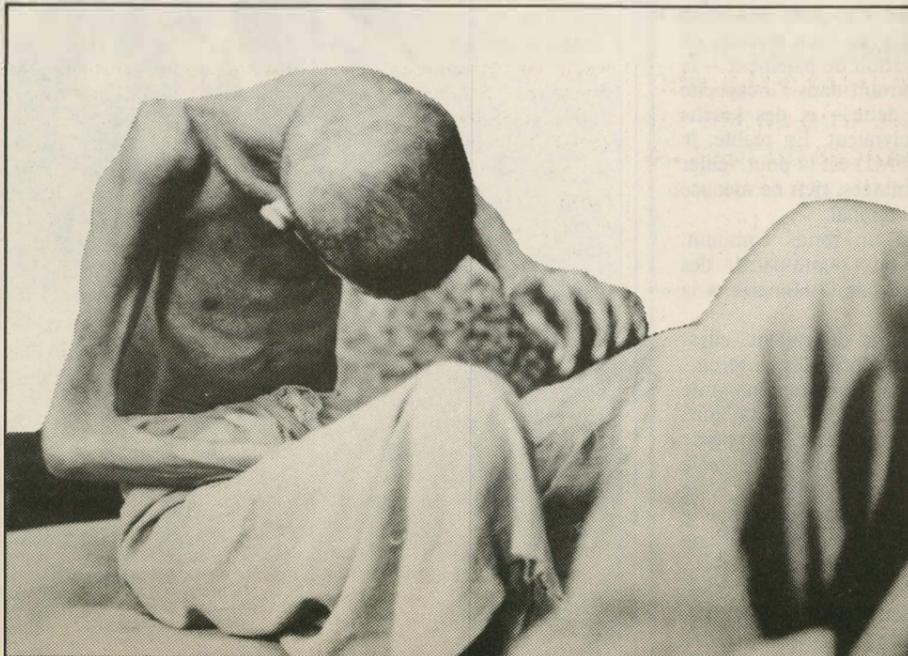
Les multinationales l'ont rencontré

Entre tous les arguments que développent les idéologues de la réaction, du racisme et du colonialisme, la négation de l'existence du tiers monde tient une place importante. Masquer la réalité de l'exploitation, de la domination de quelques Etats et de quelques firmes sur une partie du monde, leur permet de vanter les vertus du libéralisme et de refaire l'histoire. Il est utile de rétablir certaines vérités.

Le tiers monde : trois milliards sept cents millions d'habitants, plus des trois quarts des habitants de la planète. Mais derrière ce chiffre, les réalités semblent incomparables : entre le Brésil (8 511 965 km², cent trente millions d'habitants, une industrie représentant un tiers du PIB) et Haïti 5,3 millions d'habitants, un pays essentiellement agricole, le plus pauvre d'Amérique latine. Incomparables aussi entre les pays exportateurs de pétrole et ceux qui se consacrent à importer plus de la

moitié de leurs ressources en devises ; entre la Corée du Sud et les pays du Sahel...

Alors, le tiers monde, un mythe ? C'est le pas que franchissent, allègrement, les idéologues pour qui le « tiers monde » est la bête à abattre. Il ne s'agit pas de défendre des termes employés par commodité et qui le plus souvent masquent ce qu'ils prétendent désigner. « Tiers monde » est un mot inventé par analogie avec le tiers Etat de l'ancien régime. C'est un terme fourre-tout qui a, au moins, le mérite de montrer



La misère à Calcutta. Les « nouveaux pays industrialisés » n'échappent pas à la famine. Peut-on parler de développement ?

que le partage du monde s'est fait au profit de quelques-uns, mais qui ne dit rien de la situation réelle des pays laissés pour compte, de leur structure, de leur évolution.

Les expressions « pays sous-développés », « pays en voie de développement » constituent elles, tout un programme : elles se réfèrent à une norme, celle de l'industrialisation telle qu'elle s'est faite en Europe et en Amérique du Nord.

La mystification est double : les économies du « tiers monde » ne connaissent actuellement rien de comparable avec l'époque précapitaliste des pays d'Europe, ni avec leur révolution industrielle. Il s'agit d'une situation spécifique, un « mal-développement » résultant de l'irruption forcée des rapports de production capitaliste.

Ensuite, non seulement ces pays ne sont pas « en voie de développement », mais leur sort s'aggrave chaque année. La raison est simple : malgré leur extrême hétérogénéité, ils ont en commun d'être des pays dominés, soumis au pillage et à l'exploitation impérialiste.

Colonisés, pillés, exploités

Leur situation actuelle trouve ses racines dans la colonisation et la mise à sac des ressources, puis l'exploitation par les multinationales. L'étain de Bolivie, le cuivre du Chili, le coton des Indes, sont venus au cours du XVIII^e siècle alimenter les industries européennes. Tout cela s'est fait, en Amérique latine, au prix d'un travail forcé et d'un génocide de la population indigène, puis d'une importation massive d'esclaves africains. La pratique du travail forcé s'est perpétuée au XIX^e siècle dans les colonies françaises, anglaises, portugaises et belges en Afrique.

Les firmes multinationales, au début du XX^e siècle, sont

venues se greffer sur des économies déjà déstructurées, dont toutes les possibilités d'accumulation autonome avaient été coupées : en Inde, les lois de la colonie britannique ont interdit toute transformation du coton sur place, et tué dans l'œuf l'industrie textile local. Autant de profit pour les filatures de Manchester !

Ces pays ont donc connu une spécialisation forcée de leur économie, en fonction des besoins du marché mondial. En un siècle, les firmes multinationales, essentiellement nord-américaines mais aussi européennes et plus récemment japonaises, ont su modifier leur mode d'exploitation, pour mettre les pays dominés au service de la croissance dans les pays capitalistes « du centre ».

Si les compagnies bananières nord-américaines, United Fruit en tête, jusque dans les années vingt avaient mis les pays d'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Costa-Rica) en coupe réglée, possédant non seulement les terres mais aussi les chemins de fer, les routes, les douanes, elles ont ensuite préféré réduire leurs risques en louant les terres à des producteurs locaux et en se cantonnant dans la commercialisation des fruits. Mais leur présence et leur profit, sous une forme différente, ne sont pas moindres.

Des industries-clés dans la croissance capitaliste de l'après-guerre, comme l'industrie automobile, se sont, peu à peu, implantées un peu partout dans le tiers monde : Renault installé au Mexique, Peugeot au Nigéria, Volkswagen au Brésil, en Afrique du Sud... Pour les firmes, l'intérêt est double : s'assurer un taux de profit supérieur à celui de la métropole en profitant des bas salaires et de la faible protection sociale des travailleurs locaux. Et également résoudre leurs problèmes de débouchés, que la

crise actuelle rend plus aigus, par l'ouverture de nouveaux marchés : un mode de croissance comme celui du « miracle » brésilien leur convient tout à fait. Celui-ci concentre les revenus entre les mains d'une fraction de plus en plus restreinte de la classe dirigeante et de la classe moyenne urbaine.

Des zones franches sans loi

Aller chercher ailleurs de meilleures conditions de production : cette tactique, sous le nom de délocalisation, s'est généralisée, jusqu'à prendre la forme extrême des zones franches. A Haïti, dans le nord du Mexique, au Salvador, en Asie du Sud-Est, Corée du Sud comprise, l'île Maurice, des travailleurs (la plupart du temps, des femmes et parfois des enfants) travaillent dix à douze heures par jour, dans des conditions insalubres et pour des salaires de misère. Dans les enclaves véritables que sont ces zones, à l'abri de toute législation, pas de taxes, ni de tarifs douaniers, pas de protections sociales non plus pour les travailleurs, ni de droit de grève. De toute manière, si le moindre trouble se manifestait, la firme pourrait toujours aller s'installer sous des cieux plus cléments.

La plupart du temps, les gouvernements locaux font tout pour leur créer les conditions les plus favorables possibles en entretenant la fiction d'une « industrialisation » du pays. En revanche, ils sacrifient totalement le secteur agricole, ou plutôt y laissent le capital étranger y opérer à sa guise.

Or, l'agriculture est le secteur où l'exploitation par les multinationales a eu les conséquences les plus profondes et les plus globales pour l'ensemble de ces pays. C'est elle en effet qui est responsable de leur spécialisation pro-

gressive dans les cultures capitalistes d'agro-exportation, au détriment des cultures vivrières. C'est ainsi que le Brésil, qui est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et en particulier de soja, doit importer chaque année une quantité croissante de produits alimentaires, dont la nourriture de base, le haricot. Au Sénégal, l'agriculture paysanne de subsistance a été détruite par la monoculture de l'arachide, puis par la culture de produits maraichers, destinés à être importés par les pays « riches » en contre-saison. Ces cultures, promues par Bud-Sénégal, filiale de la firme nord-américaine Bud, ont été lancées à l'époque de la « révolution verte », politique d'inspiration nord-américaine dans les années soixante. Des centaines de paysans se sont transformés en prolétariat agricole et se sont trouvés privés de moyens d'existence lorsque la filiale a fermé.

Aggravation des inégalités sociales, concentration des terres, appauvrissement de la paysannerie, exode rural et urbanisation anarchique : tel est le premier bilan de la mainmise sur ces pays, encore majoritairement agricoles, par les géants de l'agro-alimentaire. Il ne reste plus au FMI qu'à leur « conseiller », alors que les prix des matières premières ne cessent de baisser sur les marchés mondiaux, d'augmenter encore leurs activités d'exportation (cf. encadré).

Deux tiers mondes

On voit donc ce que deviennent les arguments de ceux pour qui les pays du tiers monde souffrent d'une incapacité pour ainsi dire « naturelle » à entreprendre leur propre développement ! De là à prétendre que les multinationales sont, pour eux, des bienfaitrices...

D'autres, toujours pour sauver le libre jeu de lois du marché, opèrent une distinction plus subtile : certes, il y a toujours des pays très pauvres, peu avantagés par la nature, (les « pays les moins avancés »), mais, leur d'espoir à l'horizon capitaliste, d'autres savent s'en sortir et deviennent ainsi de « nouveaux pays industrialisés ». Comprendre : le Brésil, le Mexique, l'Inde, la Corée du Sud, Taïwan...

Ces pays, parce qu'ils ont une surface productive plus importante, des ressources qui attirent les multinationales, connaissent un début de production industrielle et donc une insertion plus importante dans le marché mondial capitaliste. Les caractéristiques du « mal-développement » y sont d'autant plus flagrantes.

Suite page 18.

L'arme alimentaire

« Ils ont faim, nous avons trop : donnons-leur. » Derrière ce schéma de vases communicants qui semble de simple bon sens, quels intérêts se cachent ?

En 1954, les Etats-Unis, par le décret PL 480, dit aussi « programme alimentaire pour la paix », tentent de se mettre à l'abri du spectre du surplus agricole qui hante leur agriculture hyper-concentrée, hyper-industrialisée. Condition : ne donner qu'aux pays qui sont prêts à favoriser l'initiative privée, à acheter des pesticides, des semences sélectionnées... Bref ! A mettre en place une agriculture à l'américaine, pour le plus grand bien des multinationales de l'agro-industrie. L'objectif final est de parvenir à ce que les canaux d'aide se convertissent, au plus vite, en canaux commerciaux et que les assistés deviennent des clients.

Mais la concurrence apparaît : la CEE aussi a des excédents de blé et de lait à écouler. Surtout la France où la FNSEA des grands exploitants impose sa logique productiviste.

Qu'importent les intentions, seuls les résultats comptent ! D'ailleurs l'aide d'urgence, qui ne constitue que 7 % de l'aide alimentaire globale, arrive souvent trop tard, (ce fut le cas en Ethiopie, au Bangladesh après le récent cyclone). Elle est inadaptée aux besoins et ne s'arrête plus jamais ensuite.

Les conséquences de l'aide permanente, non urgente, sont encore plus graves : en Afrique, un petit paysan qui veut aller vendre sa récolte de mil au marché du village voisin voit arriver des sacs de grains de l'aide alimentaire vendus beaucoup moins chers. N'ayant pas pu vendre sa récolte, l'année suivante il abandonne les céréales et se consacre à des cultures commerciales. Il doit donc acheter sa nourriture au marché. Mais entre-temps, le prix des céréales a augmenté, il ne peut payer. Il lui reste donc à attendre le prochain arrivage d'aide alimentaire...

Ce cercle vicieux entraîne d'autres, en particulier la création d'habitudes alimentaires, autour du blé et des produits laitiers, qui forcent les pays à les importer. Une fois créée cette dépendance, l'aide alimentaire peut aisément se transformer en arme alimentaire.

Sophie Joanny

Les vampires des temps modernes

En 1985, la dette totale de l'ensemble des pays du tiers monde auprès des banques occidentales est de 970 milliards de dollars. Celle des seuls Etats-Unis est près de deux fois supérieure.

Mais les conséquences en termes de politique économique en sont bien différentes. On parle beaucoup plus, dans les médias, de la dette du tiers monde, en brandissant le spectre d'une cessation de paiement — la plupart des pays dominés se trouvant dans l'incapacité de couvrir les intérêts de leur dette — et des krachs financiers en chaîne qui s'en suivraient. En réalité, le Fonds monétaire international (FMI) est là pour veiller à ce que dans les économies dominées, rien ne menace les intérêts du capitalisme multinational.

Créé en 1945, le FMI est un fonds commun, alimenté par des contributions, ou « quote-parts » des principaux pays capitalistes (ainsi que la Hongrie et la Roumanie).

Si l'on sait que les quote-parts dépendent, elles-mêmes, du revenu et des exportations des différents pays, on peut se faire une idée de la place prépondérante qu'occupent dans cette institution les Etats-Unis. Au-delà de son rôle théorique (stabiliser le système monétaire international), le FMI a trouvé sa véritable vocation à partir du milieu des années soixante. A ce moment, les banques occidentales ont commencé à prêter de manière massive et continue aux pays du tiers monde. L'avantage, pour les capitalistes, était double : placer les capitaux flottants, eurodollars puis pétrodollars, qui naviguaient dans les banques nord-américaines, européennes, et japonaises. Assurer de bonnes affaires aux multinationales qui, en fournissant l'équipement et la technologie des grands projets lancés un peu partout — au Brésil, au Mexique, en Inde, etc. —, récupéraient illico ces fonds !

Aujourd'hui, il n'est pas question pour les banques occidentales d'interrompre un si juteux trafic. La dette des pays du tiers monde — tous parfaitement insolubles — leur a rapporté en 1984, 37,4 milliards de dollars en intérêts.

Le FMI garantit le bon fonctionnement du mécanisme, à coups de rééchelonnement des paiements et de nouvelles avances. Il y met ses conditions en faisant passer aux gouvernements débiteurs un examen de bonne conduite : à charge pour eux d'effectuer des coupes drastiques dans les budgets sociaux, d'intensifier les activités d'exportation, de restreindre les importations, de libérer les prix, en particulier ceux des produits alimentaires, et de bloquer les salaires.

Seulement, la machine s'enraye parfois : quand la population du Maroc, de la Tunisie, de Saint-Domingue, du Brésil se soulève contre la hausse du prix du pain. Quand les travailleurs de Bolivie se mettent en grève pour exiger un moratoire...

S. J.

Suite de la page 17.

Leur croissance se fait ainsi de manière hétérogène, déséquilibrée. Elle passe par la prépondérance totale d'un secteur de l'économie sur un autre. En Corée du Sud, l'agriculture et l'industrie de consommation ont été sacrifiées au profit de l'industrie d'exportation. Au Mexique, depuis vingt ans, tout a été mis sur le secteur pétrolier. Elle passe aussi par une inégalité croissante entre les différentes régions d'un même pays, jusqu'à un dualisme complet comme au Brésil. Peut-on parler de « développement » quand toute l'industrie du pays se concentre au sud, particulièrement sur l'axe, Sao-Paulo-Belo-Horizonte, tandis que le Nordeste est voué à la misère et à l'abandon.

Les indicateurs de croissance pris en compte par la Banque mondiale ne donnent guère d'information sur le caractère anarchique de l'urbanisation, avec les bidonvilles où s'entasse la population chassée des campagnes par la misère. Ils ne disent rien non plus des conditions de travail dans les usines sud-coréennes,

ni de la répression policière sur laquelle repose le régime. Seuls chiffres vraiment significatifs : ceux de la dette : cent dix milliards pour le Brésil.

Des chasses gardées

Si ce développement industriel harmonieux doit s'accompagner inévitablement d'un avènement de la démocratie, il y a tout de même de quoi étonner les théoriciens du libéralisme : un peu partout traînent encore des dictatures encombrantes, au Chili, aux Philippines... Le désordre est tel qu'il faut bien que le monde libre envoie ses troupes, au Tchad, au Liban, à la Grenade. Il est vrai que, d'après l'administration Reagan, il faut distinguer les « dictatures totalitaires » (le Nicaragua), et les « dictatures autoritaires », beaucoup plus supportables, comme la Turquie et l'Argentine des généraux... L'impérialisme sait reconnaître ses amis : les riches ne prêtent qu'aux riches.

Sophie Joanny



Interview de Claude Julien

«Aux limites de la sottise et de la malhonnêteté»

En janvier 1985, la fondation Liberté sans frontières, créée par Médecins sans frontières, réunissait un colloque sur le thème «Le tiers monde en question». En mai, le *Monde diplomatique* a publié un dossier complet « Une bête à abattre : le tiers monde », analysant les arguments de ces nouveaux défenseurs de l'Occident et du monde libre. Claude Julien, directeur du *Monde diplomatique* et auteur de différents ouvrages (dont *L'Empire américain, le Suicide des démocraties, le Devoir d'irrespect*) a bien voulu répondre à nos questions.

□ Avec le colloque de la fondation Liberté sans frontières lancée par Médecins sans frontières, les attaques diffuses contre le tiers monde ont pris la forme d'une véritable campagne.

L'offensive contre le « tiers mondisme » date de plusieurs années, mais Liberté sans frontières (LSF) lui a donné un éclat tout particulier. Pour LSF, le tiers monde n'existe pas en raison même de sa diversité. Il faut quand même rappeler que le géographe

Yves Lacoste, sans aucun lien avec les adversaires d'une politique en faveur du tiers monde, a attiré l'attention voilà cinq ans sur la diversité du tiers monde. Quelle que soit sa diversité, le tiers monde existe.

On peut ajouter que le tiers monde existe dans la mesure où personne ne conteste l'existence d'un premier monde — ce terme n'est en rien un critère de qualité —, celui des pays développés industrialisés et un second monde regroupant les pays socialistes et communistes.

Les critiques du « tiers mondisme » supposent chez ceux qui les lancent une définition du tiers mondisme. Là, nous sommes en pleine élucubration, aux limites conjointes de la sottise et de la malhonnêteté. Les adversaires du tiers mondisme englobent sous cette formule des gens qui se sont depuis fort longtemps intéressés au tiers monde, des gens fort divers et qui n'ont jamais élaboré un corps de doctrine cohérent : ce n'est pas un parti, pas une Eglise, pas une Internationale des tiers mondistes.

□ Quelles sont les critiques lancées contre ces tiers mondistes ?

Les promoteurs de LSF et ses experts soutiennent que les tiers mondistes seraient les avocats d'un transfert massif des capitaux vers le tiers monde, une sorte de plan Marshall à l'intention du tiers monde. Il faudrait garder les pieds sur terre : il y a eu des transferts de crédits vers le tiers monde mais cela a été le fait des banques commerciales privées et non pas des militants qualifiés de tiers mondistes. Ceux-ci connaissent bien l'utilisation malhonnête qui est souvent faite de ces crédits publics, les détournements, les assignations à des objectifs qui n'ont rien à voir avec les leurs, notamment les dépenses militaires, les travaux de prestige,

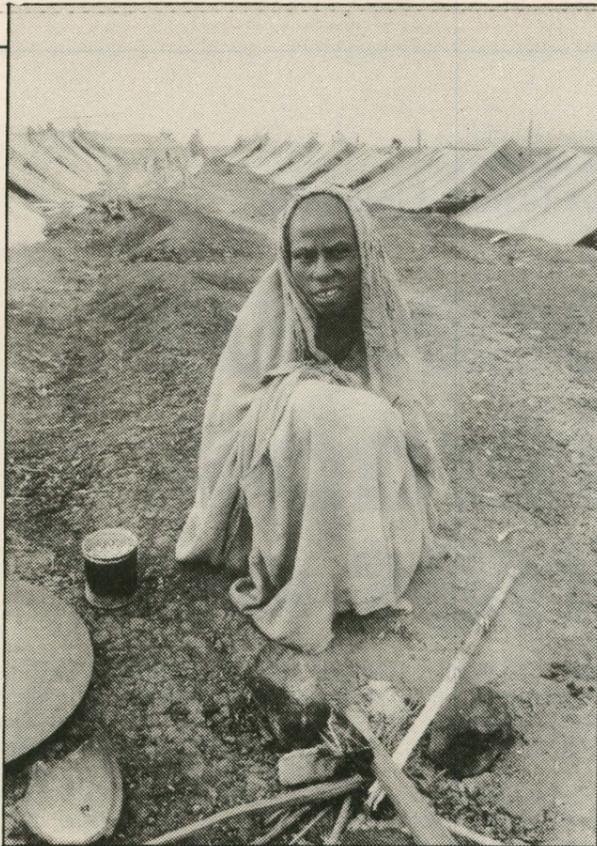
pharaoniques, sans utilité directe pour les populations du tiers monde. Bref, les « tiers mondistes » ne sauraient se reconnaître dans cette définition caricaturale qui est donnée d'eux.

Un autre argument des gens de LSF est que l'idéologie tiers mondiste aurait pris naissance chez des gens soit de formation marxiste soit chrétiens voire les deux, ce qui aggraverait leur cas, qui auraient mauvaise conscience devant la condition du tiers monde. Les responsables de LSF leur prêtent cette formule : « Tous les maux dont souffre le tiers monde proviennent de son exploitation faite par les pays occidentaux. » L'ensemble des techniciens qui se sont mis au service du tiers monde connaissent la responsabilité des régimes du tiers monde dans les difficultés que ces pays traversent et ils n'ont jamais attribué la responsabilité exclusive de la situation aux pays industrialisés. Cependant, ils connaissent tout aussi bien l'énorme responsabilité des pays capitalistes dans le maintien et l'aggravation de cette situation.

□ Comment apprécier ces responsabilités ?

Bon nombre de pays du tiers monde ont accédé à la souve-

Suite page 19.



Photos de cette page et de la page précédente. Plusieurs dizaines d'Éthiopiens chassés de leurs régions par la famine attendent au camp de Korem soins et nourriture. Trente personnes meurent chaque jour dans ce seul camp.



Suite de la page 18.

raineté après une longue soumission à la colonisation directe, avec des administrateurs venus de métropole prenant en charge tout l'appareil de l'Etat. Cette administration se faisait en liaison directe avec les intérêts de groupes privés de métropole : on sait par exemple que le coton du Tchad était exploité par la firme Boussac avec l'appui de l'administration coloniale.

Après l'indépendance politique, les pays qui échappent à la domination coloniale de la France, de l'Angleterre, de la Belgique ou des Pays-Bas, ne se trouvent même pas dans la situation des pays d'Amérique latine libérés un siècle et demi plus tôt. L'ex-Congo belge, devenu le Zaïre, n'avait qu'un seul diplômé de l'enseignement supérieur lorsqu'il a accédé à l'indépendance en 1960, tandis que les pays d'Amérique latine se trouvaient pourvus d'une intelligentsia extrêmement développée.

Au plan du développement économique, il en va de même. On peut partout relever une communauté de situation : ce sont des pays dans lesquels une décision émanant des institutions de la souveraineté nationale pèse très peu sur le destin du pays par rapport aux décisions prises à l'extérieur, soit sur le cours des matières premières ou pour la fixation des prix. La souveraineté réelle est donc assez fictive.

□ **L'une des conséquences de cette domination n'est-elle pas l'absence de démocratie dans beaucoup des pays du tiers monde ?**

Le stade de développement où nous nous trouvons s'accommode fort bien de la démocratie. La démocratie et le capitalisme industriel se sont développés depuis le XIX^e siècle à travers des crises parfois sanglantes, des répressions féroces, l'idéal démocratique étant souvent sacrifié aux intérêts du capitalisme. Finalement cela a abouti à un certain équilibre, même s'il est discutable.

Toutes les conquêtes sociales arrachées en Europe et aux Etats-Unis, les pays du tiers monde n'en bénéficient pas. Pour obtenir d'eux satisfaction au plan économique, on leur impose un pouvoir coercitif ou un régime dictatorial, comme en Corée du Sud ou au Zaïre. L'exportation d'un modèle à travers la géographie et surtout à travers l'histoire ne peut guère se faire que par la contrainte, les pressions économiques ou l'intervention directe.

□ **Comment expliquer que les adeptes du libéralisme économique soient loin de prôner le libéralisme politique ?**

Les théories néo-libérales qui fleurissent sont contradictoires à un idéal démocratique. Pendant toutes les années de la dictature au Brésil ou en Argentine, les groupes économiques privés qui se font les champions du libéralisme n'ont jamais hésité à accorder de nouveaux crédits à ces régimes. Il suffit que ces pays, à cause même de la faillite de ces dictatures, accèdent à la démocratie pour qu'aussitôt les Etats occidentaux et les groupes bancaires qui gèrent la dette exigent le remboursement des dettes contractées par le régime précédent.

□ **Par quel biais se développe la corruption qui règne à travers le tiers monde ?**

Les pays anciennement colonisés, lorsqu'ils ont accédé à l'indépendance, ont voulu se doter de l'un des instruments de la souveraineté, une armée nationale. Les officiers en sont presque tous formés dans les écoles de cadets des académies militaires de l'Occident. Tous les documents officiels, des pays industrialisés concernés, établissent bien l'importance de cette formation. On explique qu'on forme non seulement des techniciens, mais aussi des interlocuteurs particulièrement compréhensifs. Il y a là une source de corruption.

Deuxièmement, il y a la corruption qui a lieu à l'occasion de grands travaux : ces

pays nouvellement indépendants sont souvent tentés de mimétiser les anciennes puissances coloniales. Le palais présidentiel d'Houphouët-Boigny, en Côte d'Ivoire, comporte par exemple des parquets incrustés que Louis XVI n'a pas osé faire faire à Versailles, parce que cela dépassait ses moyens.

Ces grands travaux sont notamment des barrages gigantesques, en général à la fois inutiles et nuisibles. Inutiles parce que beaucoup trop grands pour les besoins du pays, et nuisibles parce qu'ils détruisent les écosystèmes. Ces barrages coûtent des milliards de dollars. Les études préalables sont faites par des sociétés d'ingénierie dont ces pays ne disposent pas, qu'ils doivent payer et qui leur coûtent très cher, et les fournitures de matériel sont assurées par des sociétés occidentales. On a beaucoup ouvert de crédits à ces pays pour leurs travaux pharaoniques, en sachant très bien qu'ainsi ces pays resteraient d'excellents clients pour nos propres entreprises. Nous finançons ainsi nos propres exportations, étant entendu que ce sera la population de ces pays qui en paiera le coût. Et là, il y a toujours eu des détournements de fonds, des erreurs de calcul et de prévisions, et enfin une corruption grossière avec des dessous-de-table.

Ces transferts de fonds n'ont pu être réalisés qu'avec la complicité des banques créditrices elles-mêmes. La corruption a atteint de telles proportions que dans la plupart des pays industrialisés, il existe des organismes qui sont destinés à protéger les entreprises contre des risques excessifs : révolutions, changements de régime, insolvabilité, etc. Ils acceptent tous une marge correspondant à la corruption.

□ **L'offensive contre le tiers monde est à rapprocher des attaques contre l'ONU et ses organisations...**

Les Nations-unies, c'est un système de coopération d'Etat à Etat, sur une base multilatérale et non bilatérale : d'une manière générale, les Etats votent selon le principe : un pays égale une voix, quelle que soit sa puissance.

C'est ce qui devient insupportable aux partisans de la conception néo-libérale. D'où la grande offensive menée par les Etats-Unis contre l'UNESCO, la CNUCED. L'argument utilisé est que ce système de relations bilatérales dans lequel il est évident que le pays le plus riche pèse plus que son interlocuteur.

Mais la critique est en soi malhonnête : le système des Nations-unies, tel qu'il existe, comporte d'autres organisations dans lesquelles on ne vote pas sur la base : un Etat, une voix. Non seulement le conseil de sécurité, mais le Fonds monétaire international, et la Banque mondiale. Là, chaque Etat vote en fonction de sa participation au capital déposé dans cette institution. Il y a là une majorité automatique, détenue par les pays industrialisés. Ce n'est donc pas le principe même d'une « majorité automatique » qui indispose les Etats-Unis et d'autres adversaires du système de l'ONU, c'est une majorité qui ne leur est pas favorable.

Propos recueillis par Sophie Joanny et Jean-Jacques Laredo

Des catastrophes bien peu naturelles

A entendre les médias, l'obstination des pays du tiers monde à subir des catastrophes naturelles et des famines n'a d'égale que leur constance à engendrer des coups d'Etat

Or, si le « sous-développement » n'est en rien naturel, certaines catastrophes, elles-mêmes, le sont assez peu. Et leurs conséquences ne le sont pas du tout.

Si certaines régions du monde connaissent un processus de désertification progressive (le Sahel, le Nordeste du Brésil, les confins de l'Amazonie), ce n'est pas à cause d'une malédiction, mais en grande partie à la suite d'une destruction indiscriminée des forêts, ou d'une exploitation sauvage des sols pour les cultures d'exportations, comme le soja et la canne à sucre au Brésil.

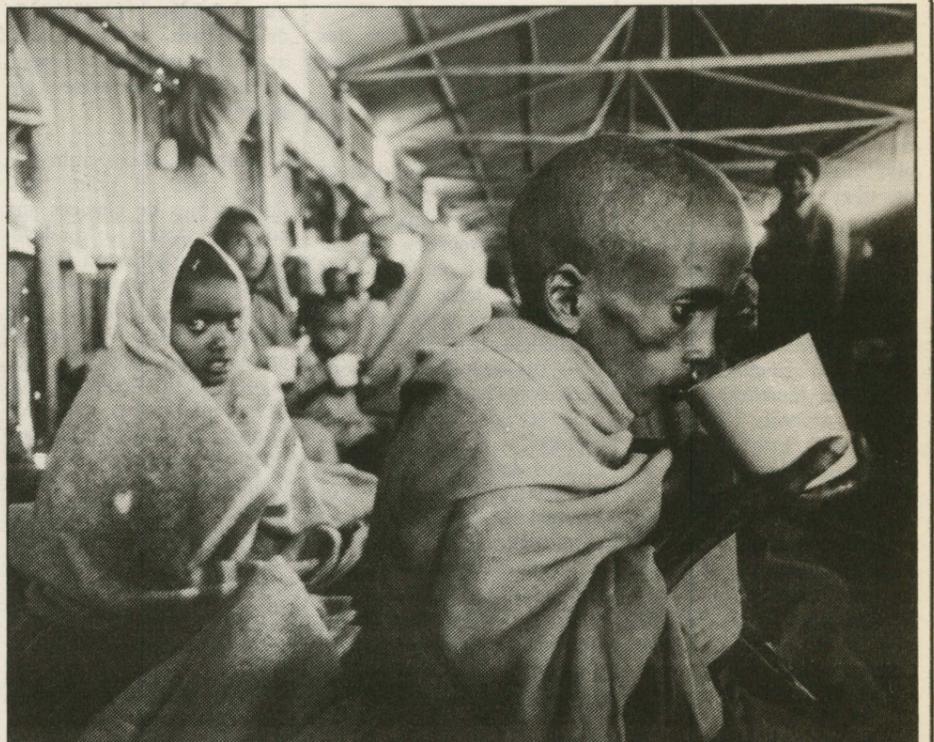
Si des sécheresses se traduisent par des famines catastrophiques inconnues jusqu'alors, dans le Nordeste du Brésil comme dans la corne de l'Afrique et par un état de malnutrition généralisé, le reste du temps, c'est que la destruction de l'agriculture traditionnelle de subsistance, l'expulsion des paysans vers les terres les plus pauvres et le cercle vicieux de l'aide alimentaire (cf. encadré) empêchent désormais les populations de réagir aux aléas climatiques. Ainsi la famine qui a suivi l'inondation au Bangladesh en 1974, n'était pas due à une chute de la production agricole : la récolte avait au contraire battu les records peu avant. Mais la population rurale, prolétarisée s'est trouvée privée d'emploi par la submersion des terres et a donc perdu tout revenu pour acheter cette production.

Si les épidémies se multiplient, ainsi que les maladies endémiques, c'est parce que les populations sont mal nourries et plus vulnérables, que l'infrastructure pour une politique de santé efficace n'existe pas.

Le tiers monde sert aussi de poubelle aux multinationales pharmaceutiques : les produits prohibés en Occident qu'elles y écoulent développent parfois des maladies nouvelles et fragilisent la population, en particulier infantile.

Les multinationales de la chimie ne sont pas en reste : la catastrophe de Bhopal, en Inde n'a pu être qualifiée par personne de « naturelle ». Mais est-ce un hasard si l'entrepôt de gaz qui a explosé à Mexico ou l'usine de l'Union Carbide étaient situés dans les quartiers populaires ?

Sophie Joanny



« Bébés-éprovettes »
Entretien avec Jacques Testart, biologiste

« Un processus où on dérape sans arrêt »

Moins de trois années séparent la naissance du premier « bébé-éprovette » de la mise au point de la méthode de congélation des embryons. La recherche dans le domaine de la reproduction et de la génétique, qui se développe avec une rapidité fulgurante, ouvre une série de questions sur le plan juridique et social dont il faut se saisir. Jacques Testart, biologiste, maître de recherche à l'INSERM et membre du premier groupe de FIVETE à l'hôpital A. Bécclère a bien voulu faire, pour *Rouge*, le point sur ces nouvelles techniques et évoquer quelques-uns des problèmes qu'elles soulèvent. Pour ceux et celles qui veulent en savoir plus, on peut acheter son livre *De l'éprovette au bébé spectacle* paru aux éditions Complexes (parution en collection de poche prochainement).

□ Vous êtes le chercheur qui a mis au point la méthode de fécondation in vitro, laquelle a donné naissance il y a trois ans à la naissance du premier « bébé-éprovette » *Amandine*. Quel a été le point de départ de cette recherche ?

A l'origine, il y a la volonté médicale d'avoir une thérapie supplémentaire dans la lutte contre la stérilité. Les gens sont venus quand ils ont su qu'on essayait et puis qu'on réussissait. Mais on ne peut pas dire que la demande soit venue des couples stériles. Maintenant, il y a trois ans d'attente et une demande très forte.

□ Vous avez commencé les recherches sur l'insémination artificielle et les transplantations d'embryons avec des génisses.

Oui, je travaillais à l'INRA. Je devais mettre au point une méthode de transplantation d'embryon d'une vache à l'autre. Le but était économique : on sélectionnait les meilleures femelles, on leur faisait produire beaucoup d'embryons. Et comme on ne pouvait leur laisser tous ces embryons dans l'utérus, on les distribuait ensuite dans l'utérus de femelles banales, lesquelles devaient mettre bas neuf mois plus tard des veaux de haute qualité génétique. Le père aussi avait été sélectionné.

□ En ce qui concerne la fécondation in vitro, est-ce

que vous vous attendiez à un aboutissement aussi rapide de votre recherche ?

Non pas du tout. Non seulement un aboutissement, mais un retentissement social et une demande clinique aussi importante, je ne m'y attendais pas. Je suis moi-même assez critique par rapport à ces méthodes que j'emploie.

Il faut dire qu'au début on bricole, on fait toujours plusieurs recherches en même temps. La fécondation in vitro était un truc marginal. Et puis il y a eu plus de possibilités de travailler progressivement. A ce moment-là, on était préoccupé par les détails techniques et non par des problèmes d'éthique. C'est venu après. Après la première naissance. Alors là, ça a été très vite.

Les gens n'ont d'abord pas compris ce que c'était. Ils ont pensé à ce que j'appelle les « bébés lessiveuses » qui seraient neuf mois dans des bocalaux de taille croissante. Quand on a expliqué aux journalistes et à tous ceux qui nous posaient des questions que c'était deux jours dans un tube et puis qu'ensuite on remplaçait l'embryon dans l'utérus de la mère, personne n'a trouvé d'objection. Les discussions d'éthique ont alors continué sur les conséquences éventuelles d'autres techniques qui viendraient se greffer sur celle-là. On nous a parlé de manipulation génétique, de choix du sexe, de tas de choses. Mais la FIVETE, (fécondation in vitro et transfert embryonnaire), à

part le Pape qui est contre la masturbation, je ne connais aucun groupe de pensée qui soit contre.

□ La FIVETE, ça marche relativement bien maintenant. Est-ce qu'on peut faire le point ?

Il doit y avoir à peu près deux mille enfants dans le monde nés par cette méthode en trois ans. Aujourd'hui, il doit y en avoir une centaine tous les mois. Et puis maintenant ça va augmenter très vite parce que la demande est très forte. En France, déjà une vingtaine de groupes pratiquent cette méthode et aux Etats-Unis, plus de cent.

La fécondation in vitro va se banaliser relativement vite. Peut-être un peu trop vite parce que la plupart des groupes commencent et ils ne sont pas forcément compétents, étant entendu que ça ne s'enseigne ni dans les études médicales, ni dans les études de biologie. Donc ces groupes apprennent sur le tas, ils expérimentent sur les patientes stériles. C'est à mon avis assez critiquable. Mais un médecin a le droit d'utiliser cette technique sans avoir reçu aucune formation. Il y a bien les publications scientifiques qui décrivent comment faire, mais il faut quelques dizaines de patientes avant que ça commence à marcher.

Quand on a mis au point la technique, il nous en a fallu plus que ça bien sûr. Mais maintenant on devrait pouvoir éviter de faire subir ces tentatives à des gens qui ne sont pas là pour rigoler.

□ Pour revenir à l'embryon issu de la fécondation in vitro, il peut être replacé dans l'utérus au bout de deux jours, mais il peut aussi être congelé. Quelle est la finalité de cette technique ?

La congélation des embryons a été mise au point pour donner plus de chances aux couples. Avant le prélèvement des ovaires on fait un traitement hormonal à la patiente pour qu'elle en produise plusieurs. On a donc, en général, plusieurs embryons. Et on n'en remet que trois dans l'utérus, sinon, ça donne des catastrophes. Que faire des embryons supplémentaires ? Les jeter ou les garder ? Alors là, la congélation ne pose aucun problème aux patients. Et c'est bien normal, ils veulent avoir des chances supplémentaires, si ça ne marche pas la première fois.

Donc c'est une méthode qui a déjà donné naissance à quelques enfants dans le

monde et qui va se développer énormément dès l'année prochaine. Il va y avoir plus d'enfants qui vont naître après avoir séjourné dans l'azote liquide à -196° pendant quelques mois au stade de deux jours.

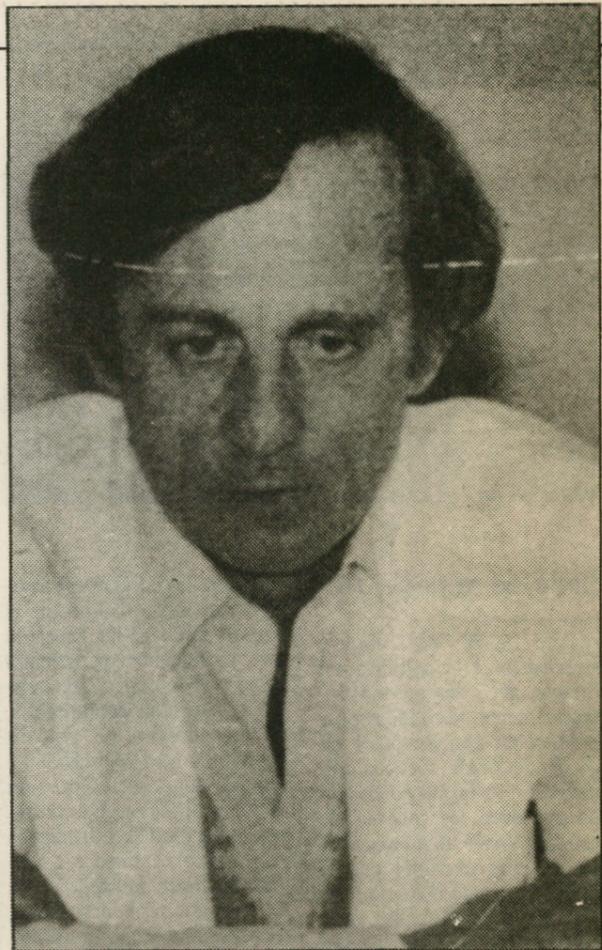
Alors ça pose quelques problèmes, pour les juristes essentiellement. Parce qu'il peut y avoir des modifications dans le couple pendant que cette idée d'enfant (parce qu'on ne peut tout de même pas dire que c'est un enfant) est en attente. Ça pose le problème d'héritage, de la mort de l'homme ou de la femme. A partir de là, on peut imaginer toutes les combinaisons possibles et ça devient un peu compliqué.

Pour le moment le comité d'éthique n'a pas encore pris position. Alors nous, nous avons adopté la conception suivante : nous gardons l'embryon deux mois. Si la première transplantation n'a pas marché, nous attendons un cycle ou deux et nous remettons dans l'utérus les embryons qui restent et qui ont été congelés. En rendant les embryons très vite, on ne fait que limiter l'éventualité des problèmes évoqués, on ne les élimine pas.

□ Parmi les techniques pouvant être mises au point à partir de la fécondation in vitro, il y a le clonage ou la fécondation de plusieurs individus identiques. Cette possibilité existe-t-elle ?

Pas pour le moment. Il n'y a jamais eu pour le moment de mammifère cloné. Je pense que ça se fera. Mais contrairement à Clark qui mélange un peu dans son bouquin ce qu'on faisait il y a deux ans, ce qu'on fera dans deux mois et ce qu'on fera dans une génération, je sépare. Et c'est important parce que, sinon, on ne sait plus où on en est.

Le clonage c'est pour l'horizon 2 000. Il ne faut pas mélanger les problèmes, il y en a déjà pas mal. Il va y en avoir par exemple, avec le diagnostic de ce qu'est l'embryon avant de le remettre dans l'utérus. Le but serait d'éliminer les anomalies chromosomiques par exemple. Mais en même temps, il y aura une reconnaissance du sexe. Ça veut dire que par la FIVETE on pourra à volonté faire un garçon ou une fille. Ça veut dire aussi que les indications médicales vont pouvoir s'élargir jusqu'aux gens qui ne supportent pas l'idée de faire un enfant de tel ou tel sexe. Donc on est lancé



Jacques Testart



Pour en savoir plus : le livre de Jacques Testart, paru aux éditions Complexes.

dans un processus où on dérape sans arrêt et où on crée une demande nouvelle qui n'existait pas puisque la solution n'existait pas. C'est un peu fou. D'autant qu'il n'est pas sûr que cela rende les gens plus heureux.

□ Vous avez dit tout à l'heure que cette recherche a été entreprise sans qu'il y ait eu avant ou en même temps de discussion sur ses conséquences. C'est quand même surprenant quand on voit tout ce que cela peut entraîner de modification, dans les rapports sociaux et à un autre niveau les risques de manipulations génétiques que cela libère ?

Oui, absolument. D'ailleurs je lisais le dossier des *Cahiers du féminisme* : « Comme il n'est pas question d'interdire la recherche en tant que telle, aucune loi ne pourra jamais anticiper sur les découvertes et leurs possibles retombées. »

C'est quelque chose d'admis qu'il n'est pas possible d'interdire une recherche. Mais ça demanderait une bonne discussion un jour. Moi, je ne suis pas persuadé que ce soit la bonne position. On dit que la recherche est neutre et que ce sont ses applications qui sont éventuellement néfastes. Je ne crois pas que cela soit vrai. Je crois qu'à partir du moment où une recherche est commencée, elle contient déjà ses applications. Je crois que commencer la mise au point d'une nouvelle technique, c'est s'exposer de façon obligatoire à l'utiliser. C'est donc au niveau du projet même de la recherche que devraient intervenir les discussions d'éthique et non pas seulement au niveau de ses applications quand la recherche s'est avérée efficace

Propos recueillis par Sonia Folloni
* Cahiers du féminisme n° 30 - Dossier « Bébés sur ordonnance ».

Syndicats: l'avenir en jeu

Selon certains, les syndicats seraient de simples survivances d'une autre époque. Pour notre part, nous pensons qu'ils sont plus actuels que jamais : l'outil indispensable pour opposer la solidarité ouvrière à l'individualisme sponsorisé par les divers intérêts de la droite et du patronat. Solidarité dans l'action aujourd'hui, pour le socialisme demain. A condition de prendre du recul, cela n'apparaît pas un simple slogan.

Grâce à l'action syndicale, créer les conditions pour sortir de la crise capitaliste. Cette perspective demeure réaliste, malgré la crise des syndicats, crise dans la crise qui traduit l'absence de réponses adaptées et efficaces devant la politique bourgeoise. Réaffirmer cet objectif, de notre part, c'est tout simplement être réalistes, et pas nostalgiques.

Loin d'être une simple accumulation de corporatismes, le mouvement syndical a l'avenir devant lui.

Impasse historique et corporatisme

L'avenir, à condition de sortir de l'ornière, certes. Mais il peut en sortir, à l'inverse de ce qu'affirment diverses analyses, notamment celles d'Alain Touraine pour qui, dans les sociétés capitalistes développées, « le mouvement ouvrier appartient au passé ». En effet, explique-t-il, « au fur et à mesure que la production industrielle s'éloigne des formes qui avaient donné naissance à la conscience de la classe ouvrière, celle-ci se décompose ». (op. cit. p. 397). Du coup, loin d'être porteur d'avenir et de projet de société entraînant l'unité des exploités, le syndicalisme se réduit à « la gestion par, les employeurs et les salariés de leurs relations immédiates, sans référence à un rapport de classe » (id. p. 398).

Nier que cette tendance existe serait s'aveugler. On se souvient du projet de Jean-Paul Jacquier et de ses amis dans la CFDT : le syndicat « partenaire social » facilitant le retour à la prospérité des entreprises pour que, plus tard, les salariés puissent en profiter... On a aussi dans l'oreille certains propos de dirigeants de la CGT : « les nouveaux critères de gestion » deviennent facilement « des propositions concrètes pour favoriser une modernisation effective de l'appareil productif en conjuguant progrès technique et intérêt des travailleurs ». Comme si la nature de classe du pouvoir qui

s'exerce dans les entreprises pouvait être annulée ou contredite par la « pertinence » des « propositions » syndicales ! Ces orientations dans la CFDT ou dans la CGT, apparemment « modernistes », nous ramènent à une démarche fort ancienne dans le mouvement ouvrier, réformiste et corporatiste à la fois.

Citons Léon Jouhaux, dans les années vingt. Il marchandait des sièges pour la CGT dans des organismes industriels baptisés « démocratiques ». En échange étaient acceptées les méthodes tayloriennes dans les usines. A condition qu'on veuille bien l'écouter et humaniser ce « progrès technique », la CGT réformiste était prête au consensus pour la reconstruction et la modernisation³. Citons aussi l'exemple de 1946 à 1957 : FO comme la majorité de la CFTC, dans la foulée des « missions de modernisation » et sous l'influence du « réarmement moral » — bref en lien direct avec l'idéologie du « camp occidental » —, acceptaient un cadre paritaire de cogestion dans les branches industrielles où elles étaient assez fortes.

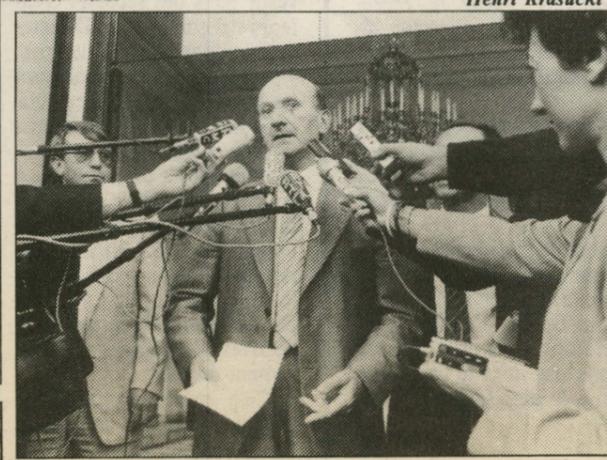
On pourrait croire que la CGT du moins, qui représentait à elle seule plus de la moitié de la classe ouvrière organisée, était durant les années cinquante et soixante en rupture avec cet ordre capitaliste. Du point de vue des déclarations, cela va de soi. Quant à l'état réel de la classe ouvrière, ne nous batissons pas un passé idyllique, une sorte de « paradis perdu » d'un « vrai mouvement ouvrier », qui n'a pas existé.

Ainsi, les militants CGT du bassin de Longwy racontent qu'en 1962-1963, alors qu'ils avaient 75 % des voix aux élections professionnelles, ils ne pouvaient pas organiser de lutte importante sur les salaires : les ouvriers se précipitaient sur les heures supplémentaires et les samedis travaillés, qui leur ouvraient les portes de la « consommation de masse » (motos, autos, télé, etc).

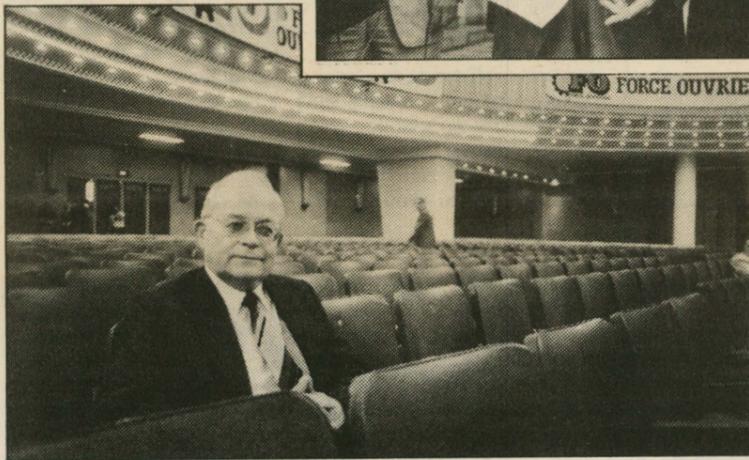
De ces comparaisons et souvenirs, trois conclusions



Edmond Maire



Henri Krasucki



André Bergeron

se dégagent pour nos analyses d'aujourd'hui.

□ Tout d'abord, au sujet de l'évolution des rapports de classe. Que ce soit en 1921 et après, en 1950-60 ou en 1980, les transformations de l'appareil de production ne suppriment pas une réalité :

classe. Mais celle-ci dépend d'une intervention consciente des militants ouvriers au sein des luttes. La conscience et les objectifs du mouvement ouvrier sont donc le résultat d'une expérience de masse ; ils sont consolidés ou fragilisés par le rapport des forces entre les classes.

□ D'où une troisième conclusion, la plus porteuse de conséquences pratiques immédiates : l'unité de la classe ouvrière est indispensable pour faire reculer le corporatisme d'entreprise et l'intégration relative des syndicats au système capitaliste. C'est l'unité intersyndicale dans les entreprises qui entraîne des succès revendicatifs et fait des travailleurs toujours plus ou moins résignés des travailleurs prêts à se ressaisir de leurs instruments de lutte. De même, l'unité intersyndicale au niveau interprofessionnel : en permettant des luttes d'ensemble, elle soude la classe ouvrière sur des objectifs communs.

Par exemple, préparée par l'unité d'action depuis janvier 1966, la grève générale de Mai 68 arrache 35 % d'augmentation du SMIC, 10 % pour l'ensemble des salaires et une progression des droits syndicaux. Il s'ensuit un rapport de forces relativement favorable aux travailleurs : l'éventail hiérarchique des salaires se maintient resserré de 1968 à 1977, les luttes d'OS remettent en cause l'organisation du travail, les mouvements sociaux (femmes, écologie, nationalités, jeunes) interpellent et enrichissent le mouvement ouvrier. L'ensemble est lié à une politisation importante des travailleurs et des dizaines de milliers de militants débattent des luttes du Chili et du Portugal pour en tirer des leçons politiques.

Simple souvenirs, ces trois conclusions ? Loin de là ! Elles nous font prendre du recul à l'égard des pressions négatives d'aujourd'hui. Pas pour rêver à autre chose. Pour refuser de se laisser égarer.

Solidarité : action de classe et de masse

Soulignons-le : l'exploitation, le chômage, l'ensemble des attaques patronales appellent des ripostes. Cela n'a rien de « corporatiste », comme certains le prétendent, gênés de voir ainsi contredite et combattue la politique des gouvernements successifs depuis 1981. Même à un faible niveau, ces luttes traduisent un fait : l'existence de la classe ouvrière.

La question posée, en même temps, est de savoir quelle orientation, quelles perspectives donner à ces luttes nécessaires, ces luttes actuelles et celles à préparer.

Suite page 22.

1) Qui a dit ?

« Chacun voit bien monter le flot des chômeurs, mais chacun voit bien aussi les hauts revenus et les fortunes se porter aussi allégrement que les cours de la Bourse ! »

— André Bergeron
— Henry Krasucki
— Edmond Maire

2) Qui a dit ?

« La société aujourd'hui n'est pas viable. Il faut qu'elle change, sinon il s'ensuivra tôt ou tard des situations de blocage. C'est dans cette perspective que j'envisage l'évolution du syndicalisme. »

— André Bergeron
— Henry Krasucki
— Edmond Maire

3) Qui a dit ?

« Le pouvoir d'achat global a tendance à baisser dans ce pays et cela nuit aussi à l'emploi. »

— André Bergeron
— Henry Krasucki
— Edmond Maire

La réponse à la première et à la troisième question : Edmond Maire, le 11 juin 1985, au 40^e Congrès confédéral de la CFDT.
La réponse à la deuxième question : Henry Krasucki, le 1^{er} novembre 1984.

Solutions de notre petit jeu

la situation de classe des travailleurs. Celle-ci n'est en rien choisie ou voulue par eux, mais imposée par l'« ordre » capitaliste. Quand on nous dit aujourd'hui que, rejetés par le processus de modernisation, « dépassés » par les innovations technologiques, les ouvriers sont sans perspectives, il est bon d'avoir en mémoire des déclarations semblables, datant d'il y a vingt ans. « L'ouvrier typique du temps présent, écrivait déjà des sociologues en 1966, est un homme sans but⁵. Ecrasé par le système, jeté « en bas » de la société par son travail. Ils s'interrogeaient sur l'absence de projet et constataient que le prolétariat était avant tout porteur de ses refus, de ses luttes. Deux ans après, grâce à Mai 68, les ouvriers sont bel et bien apparus comme capables de s'emparer de projets et de débattre de tout ce qui fait leur vie !

□ Dans les situations successives, différentes, modelées par l'organisation de la production, un fait commun est donc incontournable : la propriété des moyens de production et le véritable pouvoir politique se confondent dans la société capitaliste. Chaque lutte partielle, qui s'affronte à un aspect de ce pouvoir de classe, peut être porteuse d'une prise de conscience de

Oh!

Pour le modeste prix de 1 950 francs, on pouvait participer, le 24 juin, à une « journée d'étude » : « La CFDT au lendemain du congrès de Bordeaux ».

Adressée aux milieux patronaux, l'invitation en dit long : « L'évolution de la CFDT vous déroute (...) Vous souhaitez mieux connaître ses orientations et la nature de ses débats internes afin de mieux comprendre ses militants. La journée d'étude organisée par le COS¹ vous apportera une information complète et objective, avec la participation de M. Jacques Moreau, l'auteur, en 1978, du rapport qui se trouve à l'origine du "recentrage", et de M. Jean-Paul Jacquier, aujourd'hui responsable du secteur "entreprise" à la confédération. »

Les questions traitées précisent bien le projet politique. Le matin : « L'évolution des positions confédérales de 1964 à 1985 : l'unité d'action avec la CGT (1966-1980), l'influence de l'extrême gauche, le "recentrage" de 1978, les positions développées au cours du congrès de Bordeaux ». L'après-midi : « Comment l'entreprise peut-elle concevoir ses relations avec les représentants de la CFDT ».

On aimerait pouvoir vous révéler les propos tenus par J.-P. Jacquier et J. Moreau devant messieurs les patrons et chefs du personnel. Mais le prix d'entrée — 1 950 francs par personne pour la journée ! — faisait barrage...

La participation d'un membre de la direction confédérale à une journée sur un thème pareil peut-elle passer pour un « effort » pour « faire avancer » les dossiers revendicatifs ? A l'évidence non. Et faut-il vraiment un long commentaire ? Nous préférons nous contenter de quelques mots : nous ne l'avons pas inventé et tenons d'ailleurs la feuille d'invitation à la disposition de tout lecteur qui voudrait vérifier.

P. R.

1. COS : Centre d'observation sociale, journées dirigées par Hubert Landier, l'un des idéologues couramment utilisés par le patronat. Y participait aussi, aux côtés des « représentants » de la CFDT, Jean-Louis Vilgrain, patron de droite mais voulant développer les méthodes « modernistes » de relations sociales.

Suite de la page 21.

Faut-il accepter un chômage de masse prolongé et l'aménager comme y invitent, en pratique, l'ensemble des directions ouvrières ? Ou faut-il viser le plein emploi dans les meilleurs délais ? Donner la seconde réponse, comme nous le faisons, implique de convaincre : défendre l'emploi, tirer profit des progrès techniques en baissant le temps de travail... Ce qui suppose de répondre aux « arguments » des adversaires : comment et par quoi remplacer les vedettes de l'année, ces fameux chefs d'entreprises ?

Le rétablissement de leurs profits depuis 1981 s'est traduit par l'augmentation du chômage et par le refus d'investir dans des secteurs créateurs d'emplois... Directement responsables de la crise, y pataugeant et se remplissant les poches et les coffres pour les plus riches d'entre eux, pourquoi seraient-ils adaptés pour proposer des solutions à la crise ? Autant de questions incontournables pour les militants ouvriers : en liant les réponses ainsi exigées aux luttes concrètes, il est possible de reconstruire les perspectives d'ensemble du mouvement ouvrier.

Cela exige, en fait, une pratique de masse en rupture avec l'institutionnalisation du syndicat : refuser de se perdre dans les commissions et les négociations de sommet, expliquer, discuter à la base, revenir à une idée simple, celle qui fait du syndicat un

instrument de démocratie directe entre travailleurs. Utiliser à plein les droits syndicaux pour donner la parole aux travailleurs et réaliser les informations et les formations syndicales. Bref, reconquérir le terrain syndical et préparer l'avenir en ne laissant rien tomber des tâches de solidarité de classe : pour la protection sociale, pour les droits des chômeurs, contre le racisme, pour l'emploi des femmes et contre le sexisme. Tout cela, accompagné d'une bataille incessante pour l'unité d'action intersyndicale, c'est la voie qui prépare la sortie de la crise.

Une conscience de classe forgée dans les combats

Oui, diront certains, mais le poids de la crise obscurcit la conscience de classe des travailleurs. En effet : quelles solutions trouver ? Surtout quand on a vu le PS et le PC, majoritaires électoralement, renoncer à employer les solutions qu'ils avaient proposées dans le cadre du Programme commun de l'Union de la gauche...

Mais, là encore, il faut prendre la réelle mesure de cette « désorientation des travailleurs par le confort devant la crise ». Ne parlait-on pas, il y a vingt ans, d'une « désorientation des travailleurs par le confort dû à l'expansion » ? Cela n'a pas empêché une mobilisation ouvrière importante dès lors que les conditions étaient créées : perspec-

tives politiques, unité intersyndicale.

Cependant, cette analogie est loin de résoudre la question. Les conditions de lutte en période de plein emploi relatif — dans les années soixante — ne sont pas celles d'aujourd'hui. Et c'est là que nous retrouvons, incontournable, la situation de classe des exploités : les acquis les plus élémentaires des travailleurs sont aujourd'hui devenus en partie insupportables pour la bourgeoisie. Tel est le cas de la protection sociale, des garanties des fonctionnaires, du SMIC indexé et du droit du travail en particulier.

Pour les défendre, l'unité d'action s'imposera. Comme elle s'impose souvent, au niveau local, pour la défense des emplois.

Quelqu'un osera-t-il baptiser « corporatisme » la défense de ces acquis ? Sûrement : les idéologues « libéraux » se croient tout permis ces temps-ci. Mais la classe ouvrière, elle, comprendra qu'elle défend des garanties essentielles. Les vraies questions posées restent de deux ordres. Tout d'abord, l'importance et le dynamisme de

Suite page 23.

Crise dans la crise

Crise dans la crise. Les syndicats ne jouent pas leur rôle d'instruments élémentaires de défense des travailleurs. CGT et CFDT maintiennent plus ou moins leur représentativité aux élections professionnelles. Mais ils n'ont polarisé autour d'eux ni les retraités, ni la masse des salariés des petites entreprises, ni les cadres. Les élections à la Sécurité sociale l'ont montré. Quant à leurs effectifs, ils sont en chute libre. Au point que la CGT lance un SOS-souscription pendant que la CFDT s'interroge sur un financement par le biais des pouvoirs publics ou dans le cadre de cotisations sociales plus ou moins obligatoires dans les entreprises. Certains en concluent : voilà une mutation de plus. En fait, les syndicats sont malades de ne pas s'être solidement appuyés dès la montée massive du chômage, — dans les années 1975-1976 —, sur une mobilisation unitaire visant à arrêter net l'offensive patronale.

Soumettant leur tactique aux échéances électorales, les directions syndicales ont usé la combativité ouvrière. Avant mai 1981, elles ont relayé la division entre les partis en brisant l'unité d'action intersyndicale ; elles ont livré les travailleurs les plus faibles, les plus démunis, aux patrons requins des PME ; elles n'ont pas fait barrage aux restructurations industrielles (sidérurgie, navale).

Et, depuis le 10 mai 1981, c'est de mal en pis : relais du consensus gouvernemental, combien de travailleurs les organisations syndicales ont-elles conduits de l'« état de grâce » au « coup de grâce »... ? Et combien de militants syndicaux ont été licenciés, par répression directe ou dans les charrettes des licenciements collectifs ?

Dans le même temps, on n'a jamais autant vu de réunions où les syndicalistes

« représentent » leurs camarades de travail et « discutent des dossiers ». Mais une grande différence entre un député et un syndicaliste demeure pourtant : le second ne tire sa force que de son rôle d'organisateur collectif. Les syndicats comme outils de lutte, comme instruments de la démocratie et de l'unité ouvrière, telle est la réponse toujours actuelle pour sortir de la crise. De la crise des syndicats comme de la crise du capitalisme : car c'est au travers de la mobilisation de masse que la classe ouvrière se soude autour de ses revendications, de ses exigences et des solutions politiques anticapitalistes.

P. R.

Le syndicalisme en transformation...



la mobilisation, choses qui dépendent pour beaucoup des militants du courant de lutte de classe, de ceux qui œuvrent pour l'unité ouvrière.

En même temps, indissociables de telles luttes, le type d'exigences portées par les travailleurs. Exigences devenant incontournables pour les partis réformistes (PS et PC), si elles s'expriment avec force. En effet, se contenter de « pas touche aux acquis » ne permettrait pas une lutte suffisamment forte et durable : cela risquerait de déboucher sur une négociation mégotant sur le « réaménagement » de ces acquis. Il est donc décisif que des exigences politiques claires se fassent jour, liées aux luttes revendicatives : contrôle sur les échanges commerciaux internationaux organisés par les multinationales, levée du secret sur les fortunes et réforme profonde de la fiscalité, intégration de tous les salariés des sous-traitants dans les groupes industriels qui les emploient, équipements collectifs de qualité, réorganisation de la formation professionnelle sous le contrôle des organisations syndicales. Ces exigences dessinent une sortie socialiste de la crise. Elles correspondent à une conscience de classe élevée. Celle-ci n'existe pas aujourd'hui, pas plus qu'elle n'a existé dans un passé idyllique : c'est la conscience des moyens nécessaires pour ne pas passer à la

Les syndicats et les élections de mars 1986

Beaucoup de travailleurs, éçœurés, se déclarent prêts à « voter avec leurs pieds ». Et on entend les arguments de ceux qui ont fait la génuflexion pendant des années pour entretenir l'« état de grâce ». Edmond Maire, qui veut « relativiser » les élections : « La gauche peut faire la politique de la droite. » La CGT, qui laisse percer un possible « bonnet blanc et blanc bonnet », pour renvoyer dos à dos le PS et la droite. Ces deux discours correspondent à des sentiments légitimement présents à la base. Ils les flattent avec de lourds calculs tactiques.

Edmond Maire se déclare contre la droite mais pas pour la gauche. Il joue d'ambiguïtés : un vrai candidat au centre — centre gauche, admettons ! — lui semble incarner l'avenir démocratique du pays à l'horizon 1988. Son portrait-robot ressemble beaucoup à celui de Michel Rocard, leader d'une aile droite du PS, ou d'un PS majoritairement « recentré ». Quant à la CGT, elle oublie trop un fait d'évidence : rouler pour un PC malade ne guérira ni les maux dont souffrent les travailleurs... ni ceux de la CGT elle-même.

Pour ceux qui, comme nous, n'ont jamais cultivé d'illusions à l'égard de la gauche, la réponse, difficile à défendre en apparence, va pourtant de soi : en affirmant la volonté de battre la droite sans donner un blanc-seing à la gauche. Un appel de ce genre ne se réduit en rien à « rabattre des voix » pour les responsables de l'austérité. A deux conditions : se prononcer nettement pour une lutte dans l'unité contre les attaques patronales, contre la politique d'austérité, pour la défense des revendications. Appeler à voter contre la droite pour l'une ou l'autre des listes se réclamant des travailleurs (PS, PC ou défendant une alternative anticapitaliste).

Nombre de ceux qui veulent lutter tout comme nous sont actuellement plutôt tentés par l'abstention ? Sans doute. Cela ne nous empêchera pas, sans aucun sectarisme à leur égard, de chercher à les convaincre. Gageons qu'à l'approche des élections notre réponse gagnera en évidence. Quelle autre préparerait mieux les combats pour l'avenir ?

P. R.



La force du collectif

« Dépassé » le syndicat ? « Dépassées », ces femmes d'un service public dont la direction prétendait ne pas savoir comment les reconverter, suite à la réorganisation et l'automatisation du travail ?

« Avec une moyenne d'âge de plus de quarante ans pour les employées de ce service, comment résoudre le problème de leur insertion professionnelle, compte tenu de leur niveau de qualification ? » Ces propos de la direction comportaient « une ouverture » : personne ne serait licencié et « on » examinerait leur sort « cas par cas », avec la possibilité, pour les syndicats, de « suivre les dossiers ». Bref, une gestion sociale des mutations technologiques accompagnée d'une « co-responsabilité » syndicat-direction dans les politiques de « redéploiement des effectifs » pour un meilleur fonctionnement du service public.

L'action syndicale a pris une autre voie : une prise en charge concrète de cette situation accompagnant la défense constante des revendications (35 heures et respect du repos du week-end). Dans le service concerné, jour après jour, dans des discussions individuelles ou de petits groupes, les militantes ont défendu une autre possibilité que celle présentée par la direction : demander ensemble le droit à une formation adaptée. Administrativement, la possibilité existe. Théoriquement ! Les femmes, passée la quarantaine, ne s'en sentent pas capables et le plus souvent ne le demandent pas : usure de longues années de tâches ménagères alternées avec des emplois déqualifiés...

Mais le droit à la formation est finalement devenu une revendication. Cela ne passait pas, bien sûr, par la répétition du « mot d'ordre », mais par des discussions pour faire réellement apparaître que « cela est possible » : « Si tu penses qu'on en est capables et puisque ma copine le dit », « Finalement, elles ont raison, pourquoi pas moi ? »...

Résultat : 90 % du personnel concerné réclame le droit à la formation. Et la direction, qui se disait prête à « étudier cas par cas » s'est montrée fort agacée de cette revendication collective. « Dépassées », ces femmes ? Allons donc ! Une action syndicale adaptée leur a permis de dépasser leurs fragilités individuelles. « Dépassé » et « archaïque », ce syndicalisme ?

P. R.

moulinette de la crise capitaliste.

Une telle prise de conscience de masse est possible. Les coups du patronat posent des problèmes vitaux à la classe ouvrière de façon de plus en plus tranchante. Or la classe ouvrière est loin d'être battue, atomisée, brisée. Les éléments pour une recomposition des capacités de lutte et des perspectives politiques existent donc. Inversement à ce que prétendent diverses analyses illusoire. Même si

les délais et les formes d'une contre-offensive appellent surtout, de la part des militants, des objectifs clairs et beaucoup de patience.

Pierre Rème

1. *Le Mouvement ouvrier*. Alain Touraine, Michel Wieviorka, François Dubet. Ed. Fayard, 1984.
2. Alain Obadia, secrétaire de l'UGICT-CGT. Interview au *Matin*, le 30 mai 1985.
3. Voir la thèse sur Léon Jouhaux, tome 2 PUF.
4. André Andrieux et Jean Lignon : *L'Ouvrier aujourd'hui*. Coll. Méditations. Ed. Gonthier, 1966.



La classe ouvrière n'a pas disparu

Mutations et continuité. En quelques chiffres, les effets des restructurations depuis vingt ans apparaissent. En même temps, une évidence, bonne à rappeler : la place largement déterminante de la « catégorie ouvrier » dans la population active.

Cette place est d'autant plus décisive que les classifications statistiques utilisées gonflent les « cadres moyens » des salariés de la catégorie B de la fonction publique (institutrices et instituteurs entre autres), tandis que les professeurs de l'enseignement secondaire, eux, gonflent les chiffres des « cadres supérieurs ».

LES SECTEURS QUI ONT PERDU PLUS DU QUART DE LEURS EFFECTIFS ENTRE 1976 ET 1983

	PERTES	%
Extraction du fer	- 5 913	- 61,7
Fils artificiels	- 12 472	- 61,4
Extractions non-ferreux	- 1 609	- 37
Sidérurgie	- 60 670	- 36,4
Navigation intérieure	- 1 127	- 35,1
Textile	- 103 645	- 28,3
Machines-outils	- 21 462	- 27,5
Construction navale	- 15 657	- 25,8
Industrie du cuir	- 11 393	- 25

EFFECTIF DE LA POPULATION OUVRIÈRE (actifs ayant un emploi)

1962	6 914 160
1968	7 451 380
1975	7 785 780
1982	7 065 320

ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE TOTALE (ancien code des catégories socio-professionnelles) *

	Taux annuel de variation en %	Structure en %			
		1975-1982	1962	1968	1975
Agriculteurs exploitants	- 1,9	15,8	12,1	7,6	6,1
Salariés agricoles	- 3,0	4,3	2,8	1,7	1,3
Patrons de l'industrie et du commerce	+ 0,2	10,6	9,6	7,8	7,4
Professions libérales et cadres supérieurs	+ 3,1	4,0	4,9	6,7	7,7
Cadres moyens	+ 2,4	7,8	9,8	12,7	13,8
Employés	+ 2,9	12,5	14,7	17,7	19,9
Ouvriers	+ 0,1	36,7	37,8	37,7	35,1
Personnels de service	+ 3,0	5,4	5,7	5,7	6,5
Autres catégories	- 0,7	2,9	2,6	2,4	2,1
Total	+ 1,1	100	100	100	100
Population active totale		19 251 195	20 397 976	21 774 860	23 525 120

La spirale coccardière

Durant des décennies, le colonialisme s'attribua une mission civilisatrice. Que de crimes furent commis au nom de cette philosophie, avant que la victoire du peuple algérien consacre l'ère de la décolonisation. Aujourd'hui, les théories en vogue exaltant la loi du plus fort permettent le retour de discours que l'on espérait enterrés. Raison de plus pour se souvenir du passé et... pour ne pas commettre les mêmes erreurs.

En 1955, rappelés au service militaire et maintenus vont manifester en masse. Le président du Conseil, Edgar Faure, décide en effet le rappel de disponibles pour permettre le transfert de renforts militaires en Algérie. Tout commence à la gare de Lyon de Paris, en août ; les soldats descendent des wagons, se répandent sur les quais, se heurtent à la police en armes. Puis c'est Tours, Toulon, Valence, le fort de Nogent, Saint-Etienne. A Rouen, la caserne Richepanse est prati-

quement prise en mains par les soldats, soutenus par la population. En novembre, sur les Champs-Élysées, les encasernés de Courbevoie manifestent.

Le mouvement des rappelés

Dans les premiers jours d'octobre, toutes les organisations de jeunesse de gauche se regroupent dans un Comité contre l'envoi du contingent en Algérie. Le PS va

rappeler à l'ordre son organisation de jeunesse qui s'en retire ; le PC y trouve un bon prétexte pour que l'UJRF qu'il contrôle (secrétaire : Paul Laurent) fasse de même ; la JOC suit. Le Comité, ou plutôt ce qu'il en reste, se risquera malgré tout à tenir une manifestation interdite, mais ne survivra pas au-delà du sabotage des grandes organisations. Les organisations de jeunesse entreront en crise profonde ; leurs états-majors seront normalisés ou démissionneront les uns après les autres.

Le mouvement va reprendre, sans qu'un quelconque état-major y soit pour quelque chose, après le changement gouvernemental, suite à la victoire aux élections de janvier 1956 du Front républicain (alliance PS, radicaux et gaullistes de type Chaban-Delmas). Porté au pouvoir pour faire la paix en Algérie, ce gouvernement engage irrévocablement la France dans la guerre. Guy Mollet, président du Conseil, demande les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie et rappelle l'ensemble des disponibles.

Le premier contingent rappelé est formé de jeunes dont la plupart ont réintégré la vie civile depuis au moins

dix-huit mois. Le mouvement redémarre et connaît une ampleur beaucoup plus grande qu'à l'automne. Les camarades de travail, les femmes vont y participer en grand nombre. Le 3 mai, un train est bloqué par des manifestants dans le midi de la France. Au Mans, les CRS sont attaqués à coups de briques. Le 18, à Grenoble, le Comité des jeunes pour une solution pacifique en Afrique du Nord appelle à un rassemblement à la gare, à 18 h30. Il y a des milliers de personnes. Les affrontements ont lieu jusqu'à minuit. Dans tout le département, les mobilisations n'avaient pas cessé depuis un mois. Un dense réseau de comités s'était mis en place. Les ouvriers débrayaient ici pour accompagner les rappelés à la gare, ailleurs, du ciment était coulé dans les aiguillages.

Partout, on essaie d'empêcher les trains de partir. Les femmes se couchent sur les voies, à Nîmes, à Caen, envahissent les casernes ; les soldats actionnent sans arrêt les signaux d'alarme. Ville-neuve-Saint-Georges, Lézignan, Bar-Le-Duc, Questernbert, à Dijon, près de Besançon, entre Chambéry et Gre-

noble, à Ambérieu, Voiron, Cluses, Bresles, Lyon, Nice, Vendôme. Dix-sept coupures entre Carcassonne et Narbonne. Des rails sont déboulinés à Nantes. A Amiens, en gare de Lyon et d'Austerlitz, à Limoges, Rouen, Clignancourt, Montpellier, les soldats descendent des trains, manifestent sur les quais, partent en ville. La population rejoint à Beurepaire, Le Havre, Grenoble. Antibes, le 23 mai, vingt blessés, Grenoble cinquante blessés et cinquante et une arrestations. Au Havre, les ouvriers du bâtiment bloquent le train, à Saint-Nazaire, le 28, c'est six mille métallos, dockers et maçons qui manifestent et sont chargés au clairon par les CRS. Angers, Port-de-Bouc, Bourges, Versailles, Marseille, Tours, Metz, Evreux, Fives, Lille... Début juillet encore, au camp de Mourmelon, deux mille rappelés se révoltent, prennent le contrôle du camp et rentrent chez eux, après avoir loué des autocars.

Mais les initiatives restent purement locales. Rien n'est fait pour coordonner et généraliser de la part des organisations qui ont les moyens de le faire. Aucun mot d'ordre cen-

tral n'est lancé. Aucune action n'est envisagée pour mobiliser les travailleurs, sur leur terrain, aux côtés des rappelés.

Cyniquement est joué l'isolement, la fragmentation, le pourrissement par absence de perspectives. Des conseils de calme sont donnés. On demande de faire attention aux provocations. On suit ou on dénonce, on canalise et on laisse tomber.

Des promesses vite oubliées

Comme l'expliquait dans l'immédiat après-guerre, Naegelen, gouverneur socialiste de l'Algérie : « *Le Parti socialiste s'est toujours efforcé de concilier les intérêts des classes laborieuses avec les intérêts supérieurs de la nation.* » Comme cet intérêt national est « *supérieur* », on comprend dans quel sens seront réglés les conflits d'intérêts.

Malgré tout, en 1956, il faut gagner les élections. Le vocabulaire va se gauchir. Guy Mollet parle de « *guerre*

Suite page 25.

Un porteur de valises raconte...

□ Comment as-tu vécu, comme militant, la période qui va de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir à la reprise des manifestations pour la paix en octobre 1960 ?

Très mal, avec un énorme sentiment d'impuissance, la rage de voir les pires abominations de la répression coloniale se dérouler dans l'indifférence apparente du plus grand nombre. La guerre était devenue tabou. La surprise aussi de constater comment des organisations abandonnaient toute tâche de contre-éducation, toute attitude de solidarité élémentaire. Avoir dix-sept ou dix-huit ans à l'époque et vivre tout ça au moment où on s'appête à militer, où on cherche à rejoindre le combat du mouvement ouvrier, il y a de quoi réfléchir. Dans ces moments-là, quelqu'un qui a d'instinct choisi son camp et s'y tient ferme, peut s'orienter vite.

□ Était-il vrai que rien ne se passait et qu'il s'agissait avant tout de se former pour, à l'étape suivante, faire une modeste propagande, seule activité possible ?

Peut-être des révolutionnaires

en chambre peuvent imaginer un tel comportement. Je l'ai cependant rencontré chez certains pseudo-trotskyistes qui faisaient l'analyse d'un profond recul du mouvement ouvrier. Même si tout était à reprendre à zéro, ce n'est pas en séparant la théorie de la pratique qu'on aurait redémarré du bon pied.

Une révolution avait tout de même lieu à nos portes, à l'intérieur même de nos frontières pourrait-on dire. Trouver alors que la situation est très difficile, c'est tout de même un peu paradoxal pour un révolutionnaire, non ? Si une certaine remobilisation fut possible, après les défaites subies en France, c'est au refus d'abdiquer d'une petite avant-garde qu'on le doit.

D'ailleurs, la révolution algérienne, produisant des ondes de choc concentriques qui ébranleront finalement en profondeur le mouvement ouvrier lui-même, a entamé un premier processus de re-composition.

□ N'était-il pas contradictoire de mener une activité d'aide de type forcé clandestin et ultra-réduite quant à son efficacité et une activité de masse plus efficace à long terme ?

C'est un problème que ne

posaient que les jésuites qui cherchent à justifier leur lâcheté ou à couvrir leurs alliances sans principe. Au détriment de la sécurité, les mêmes animaient un Comité pour la paix dans leur entreprise le jour et transportaient des fonds du FLN la nuit ; les mêmes menaient la bataille pour que leur organisation mette ses actes en accord avec ses principes et anticipaient pour eux-mêmes cet accord. Dans ma ville, le responsable local du FLN était hébergé chez une des responsables du mouvement non-violent. Nous nous saisissions alors du plus petit élément pouvant manifester une rupture avec la passivité. Les non-violents justement furent les premiers à renouer avec la manif de rue. Nous ne nous sommes pas posé longtemps la question de savoir s'il était théoriquement correct, opportun, etc. de participer à ces manifestations. Je me souviens d'un camarade du PSU, futur conseiller général PS, nous donnant des leçons de marxisme... depuis le trottoir alors qu'à quatre-vingt nous nous étions assis dans la rue de la préfecture à la fin du printemps 1960.

Outre que l'aide apportée au FLN en France n'a pas été négligeable, l'engagement de militants d'avant-garde dans

cette activité comme dans l'aide apportée aux déserteurs et insoumis, dans la mesure où ces militants étaient en prise sur des réseaux plus larges, pesaient sur ces organisations et sur les débats. On le comprend encore mieux aujourd'hui quand on sait lire entre les lignes des discours et des résolutions de la gauche respectueuse (et même de celle qui l'était moins). Les bulletins intérieurs du PSU, plaque la plus sensible de l'époque, sont très révélateurs. Imaginez ce que pouvait dire là-dessus un Henu, un Bérégovoy, un Savary, etc.

Dans la palette d'activités que nous menions à l'époque, il y avait aussi tout un travail de contre-information à la limite de l'illégalité. Il ne faut pas oublier qu'on saisissait des journaux (pratique introduite par le PS de Mollet), des livres. Même *le Monde* sortait parfois avec des blancs de la censure. Des réseaux s'organisaient pour diffuser ce matériel reproduit illégalement (ou les exemplaires cachés aux flics). Quelque fois c'était du matériel du FLN ou de Jeune Résistance qu'on laissait trainer. Plus dangereux. L'aide au FLN, c'était dix ans de prison d'assurés. Inutile de dire que je n'étais pas tranquille quand, quinze jours après quinze jours, je

devais me rendre à une nouvelle adresse à L. parce que mon contact de la quinzaine précédente était tombé. Que dire quand un camarade du réseau arrêtait parce que son frère partait en Algérie....

□ Que peux-tu dire quant à la re-composition dont tu parles plus haut ?

La SFIO va payer très cher, pas uniquement l'affaire algérienne mais l'allégeance à De Gaulle. Ce sera la formation du Parti socialiste autonome par scission en septembre 1958. De petites organisations, en rupture avec la gauche traditionnelle, dont la colonne vertébrale militante est formée de chrétiens radicalisés, vont constituer l'Union de la gauche socialiste en décembre 1957. Les deux fusionneront en formant le PSU en avril 1960.

On retrouvera ses militants dans une CFTC qui est en train de rompre ses derniers liens avec le MRP, parti des démocrates-chrétiens en France, sous la pression de la tendance Reconstruction. On les trouvera aussi, avec des UEC pas toujours alignés, et des militants de la JEC à la tête de la « *mino* » qui est en train de reconquérir les AGE de l'UNEF contre les « *cor-*

poratistes », notamment autour de la bataille pour que l'UNEF renoue avec l'UGEMEA, l'organisation étudiante algérienne.

En même temps, le syndicat étudiant va mener une grande bataille pour la défense des sursis qui met en porte-en-faux la droite corporatiste. A une échelle de masse, c'est évidemment la jeunesse qui entraîne le reste. Syndiquant alors 50 % des étudiants, elle s'efforce, en jouant de sa réalité unitaire, de rallier les autres forces syndicales à ses propositions.

Le 27 octobre 1960, la CGT prendra prétexte de ce que la situation n'est pas mûre, pour se défilé. Elle expliquera ensuite qu'elle ne saurait être une force d'appoint. Le gouvernement interdit la manifestation. Un meeting UNEF-CFTC-FEN se tiendra malgré tout dont le succès sera tel qu'il ressemblera fort à une manif de rue (la salle était trop petite). La suite, c'est dans la lutte contre l'OAS qu'elle s'écrit, avec la constitution du Front universitaire antifasciste, première apparition dans l'action, de la gauche UEC et les grandes manifestations de masse anti-OAS de décembre 1961 et février 1962.

Propos recueillis par J.-M. Freyssat

Suite de la page 24.

imbécile et sans issue. On n'hésite pas à écrire : « Les jeunes soldats du contingent sont sacrifiés à une politique de guerre en Afrique du Nord (...) Les jeunes Français ne veulent être ni les complices d'assassinats prémédités, ni victimes expiatoires des erreurs commises par ceux qui n'ont pas voulu, en temps utile, rechercher en Afrique du Nord les interlocuteurs valables et négocier avec eux. » (Luttes. Journal du PS [SFIO]).

Mais sitôt que l'heure des responsabilités gouvernementales a sonné, on entend un autre langage : « J'ai étudié le problème depuis quelques jours (sic), il est beaucoup plus complexe que certains l'imaginent. » (Guy Mollet. Discours au congrès, 14 janvier). La parenthèse électorale refermée, on retombe dans les ornières. Et le 6 février, le même, bombardé de tomates en Algérie, abandonne toute velléité de réforme et capitule sans combat devant ceux que son propre journal présentait le jour même comme « les hystériques du colonialisme ». Dans son discours du 10 février, il confirmera : « Même si j'en ai souffert, les douloureuses manifestations de mardi comportaient une part saine ; elles ont été pour le plus grand nombre le moyen d'affirmer leur attachement à la France et leur angoisse d'être abandonnés par la France ; si c'est cela que voulaient faire comprendre l'immense majorité des hommes et des femmes présents au monument aux morts, qu'ils sachent qu'il sont entendus ; la France restera présente en Algérie. »

L'engrenage infernal

Le 1^{er} mars, il prend le contre-pied de sa campagne électorale : « L'Algérie n'est ni une province française, ni une pseudo-nation ; il n'y a aucune tradition nationale en Algérie s'appuyant comme au Maroc et en Tunisie sur une longue histoire. » Puis ce sera le débat à l'Assemblée. Les

Cortège parisien à l'enterrement des huit morts de février 1962 au métro Charonne.



conclusions pratiques : « Nous avons en Algérie le cinquième de l'armée française, il est possible de faire plus et mieux. » Et c'est cent milliards d'impôts nouveaux, le vote des pouvoirs spéciaux et l'envoi de tout le contingent en Algérie. Guy Mollet conclut au Conseil national de Puteaux, les 8 et 9 juin, cet épisode : « On a confondu résistants et égorgeurs. Jamais nous n'avons promis, lors de la campagne électorale, le retour du contingent. »

L'engrenage est ensuite bien connu. L'ancien responsable syndical des PTT, Lacoste, pro-consul en Algérie, passe la main aux militaires et aux ultras. Puis ce sera la généralisation de la torture et des exécutions sommaires, la

multiplication des atteintes aux libertés en France, l'arrondissement de l'avion de Ben Bella (premier acte de piraterie aérienne de l'histoire), le bombardement de Suez après la nationalisation du canal par les Egyptiens. Parti pour éviter la déstabilisation de la société française, propice aux aventures antidémocratiques de la société française, la direction du PS aboutira à l'effet exactement inverse à celui recherché. Toujours animée par la logique réformatrice du « moindre mal », elle aidera à liquider le régime parlementaire en donnant le coup de pouce décisif à la réussite du « coup d'Etat légal » de De Gaulle : « A l'avant-garde de la V^e République », comme le procla-

maient très justement ses affiches de la campagne électorale de 1958.

Les cocoricos du PCF

Le 1^{er} novembre 1954, lors du déclenchement de l'insur-

rection algérienne, le PC n'y voit que « des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils ne sont pas fomentés par eux ». Il ajoute que la solution démocratique doit respecter les intérêts de tous les habitants de l'Algérie

— comme s'ils étaient harmonieux — et tenir compte des intérêts de la France. Ce qui est l'ordre du jour, pour lui, c'est la lutte contre le réarmement de l'Allemagne et rien ne pourra faire diversion. L'argument donné en 1955 pour combattre la politique coloniale est d'ailleurs « qu'elle est étroitement liée à la politique de réarmement du militarisme allemand. Elle tend à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain » (l'Humanité du 9 novembre 1955). Mieux vaut notre bon impérialisme bien de chez nous, sans doute ! Les cocoricos de cette époque, souvent poussés dans des meetings communs avec les gaullistes les plus réactionnaires, ne préparent pas à l'internationalisme militant.

Et en 1956, à l'Assemblée, ce sera le vote des pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement Guy Mollet. Était-ce des pouvoirs pour faire la paix ? En tout cas, ce n'était pas l'avis des travailleurs algériens qui manifestèrent le 8 mars à Paris pour qu'ils soient repoussés. Dès septembre 1955, l'URSS qui avait voté l'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'O.N.U. laisse annuler cette inscription sans réagir. L'éditorial de l'Humanité du 15 mars éclaire le sens du vote : « Les élections du 2 janvier ont abouti à la formation du gouvernement Guy Mollet, dont les déclarations, dans le domaine du désarmement, sont en net progrès par rapport à celles de ses prédécesseurs. Dès son discours d'investiture, le président du Conseil affirma sa volonté de s'attacher au pro-

Suite page 26.

Manifestation anti-OAS à la Bastille, le 19 décembre 1962.



Rappelés sur ordre du gouvernement Edgar Faure, des soldats manifestent à Paris, gare de Lyon, le 11 septembre (photo du haut) et à Rouen, caserne Richepanse, le 7 octobre (photo du bas). Les forces de l'ordre les embarquent manu militari.

Suite de la page 25.

blème du désarmement ; en disant que, selon lui, "la solution du problème allemand passe par le désarmement". »

L'Algérie, évidemment, n'est pas concernée par le désarmement puisque la loi votée prévoit que « Le gouvernement disposera en Algérie des pouvoirs les plus étendus pour prendre toute mesure exceptionnelle commandée par les circonstances en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens, et de la sauvegarde du territoire » et prévoit explicitement le renfort de troupes.

Les positions vont tout de même évoluer. On parlera bientôt au PCF de « fait national algérien », puis d'indépendance. Mais des mots à une campagne, d'une campagne aux actes, il y a un fossé

si large qu'il ne sera jamais franchi. Lors de la grande manifestation antigauilliste de mai 1958, de la Nation à la République, le PCF couvre de *Marseillaises* tonitruantes et de vibrants « Vive la République ! », les « Paix en Algérie ! » spontanés des jeunes manifestants. L'Assemblée n'avait-elle pas renouvelé — communistes compris — aux putschistes Salan et Massu les pouvoirs spéciaux, et rendu hommage à l'armée ? Et tous les députés, debout, ne s'étaient-ils pas alors mis à chanter la *Marseillaise*, sur le dos des travailleurs de France et du peuple algérien ?

Les Algériens oubliés

Il faudra attendre les derniers mois de la guerre pour redescendre dans la rue et

entendre lancer, par des responsables, des slogans aussi anodins que « Négociations » ou « Paix en Algérie ». Mais jamais de « Retrait des troupes » ou d'« Indépendance », sans parler de « Solidarité ». Et encore la lutte contre l'OAS sera-t-elle menée en s'efforçant de dissocier l'antifascisme de la question algérienne. Sinon, ne risquait-on pas de rétrécir le large front démocratique républicain en se coupant des partisans de l'Algérie française, démocrates et républicains ?

Pendant sa campagne présidentielle de 1965, Mitterrand rappelait : « Quand j'ai vu les communistes voter les pouvoirs spéciaux, sachant pourtant ce qu'ils pensaient sur le fond, j'ai compris combien ce parti était un parti responsable et sérieux. »

Jean-Marie Freyssat

Le 17 octobre 1961, des milliers d'Algériens manifestent pacifiquement à Paris. L'action de la police fait plusieurs centaines de morts. Douze mille personnes sont arrêtées et parquées dans les stades.



Témoignage

La sale guerre vue d'en bas

1957. Le service militaire. La veille de mon départ, trois camarades du parti éprouvèrent le besoin de me rencontrer pour me demander de ne pas faire trop de politique à l'armée. « Soldat-citoyen ? Je n'ai pas compris. Je voyais bien que j'allais en Algérie faire de la répression et tuer des gens comme moi. En tant qu'appelé, je n'ai jamais accepté cette guerre. A aucun moment, je n'ai pensé que c'était une cause juste.

Le 11 août, le lendemain de mes vingt ans, j'étais incorporé en Allemagne, à B., base aérienne. Dans la chambre, où nous discussions, certains, fervents pratiquants catholiques, ne mirent pas longtemps à me traiter de « sale communiste ». Pourtant *Témoignage chrétien* condamnait la répression en Algérie et j'étais heureux quand je pouvais me procurer ce journal, interdit au même titre que *l'Humanité* dans les casernes. C'était un tournant chez les chrétiens.

Je suis resté trois mois en Allemagne où on nous préparait à la guerre « psychologique ». C'était le bourrage de crâne. On ne traitait les Algériens que de « bougnouls » et autres qualificatifs racistes. Je me suis trouvé à contre-courant. Même des Jeunesses communistes comme moi se laissaient prendre dans les filets de l'ambiance. J'ai marqué des points, mais j'ai aussi eu très peur de cette armée française gangrenée par le racisme et la haine de ceux qui se battaient contre la guerre.

Puis ce fut l'Algérie. Vingt-six mois dans une base aérienne perdue dans la brousse, comme disait un copain. Vingt-six mois de lutte et de peur. Chercher tous les moyens pour ne pas

se battre, pour ne pas aller tuer des gens dont le seul crime avait été de vouloir manger à leur faim, avoir les mêmes lois qu'en métropole, vivre dignement. Ces Algériens que seule la propagande disait être Français et qui, en fait, n'étaient même pas considérés comme des hommes. N'entendait-on pas, à tout bout de champ, dans la caserne : « Il faudrait tous les tuer... les foutre dans un bateau, et le couler au milieu de la mer... » ? Et j'en passe !

J'ai eu de la chance quand même, malgré les photos qu'on avait pris de moi discutant avec les Algériens travaillant sur la base. J'avais de la chance de n'avoir pas de bagage, même pas mon certificat d'études. Mes supérieurs me considéraient comme un pauvre type. Aussi les discussions allaient bon train et pas seulement en cachette, dans les chambres, mais aussi au réfectoire. Les rangs des soldats qui parlaient de la paix grossissaient, il y avait des empoignades avec les appelés fascistes. Malgré le matraquage de la radio fasciste *la Voix du bled*, le courant passait. J'aurais eu des bulletins d'adhésion au parti, j'en aurais placés.

J'ai de bons souvenirs, de gars d'un peu partout, que je n'ai pas revus. Un catho très honnête, un vrai chrétien. Des gars du Sud, des Bretons, des gars d'Angers, Saumur, Toulouse.

La prison, j'ai bien connu, cinquante-trois jours en plusieurs fois. Il y avait des Algériens qui n'avaient pas fait leur service, qu'on amenait de force et aussi des rescapés des tortures, restés à moitié paralysés. Une anecdote : les Européens allaient chercher le café et gardaient toutes les tablettes de choco-

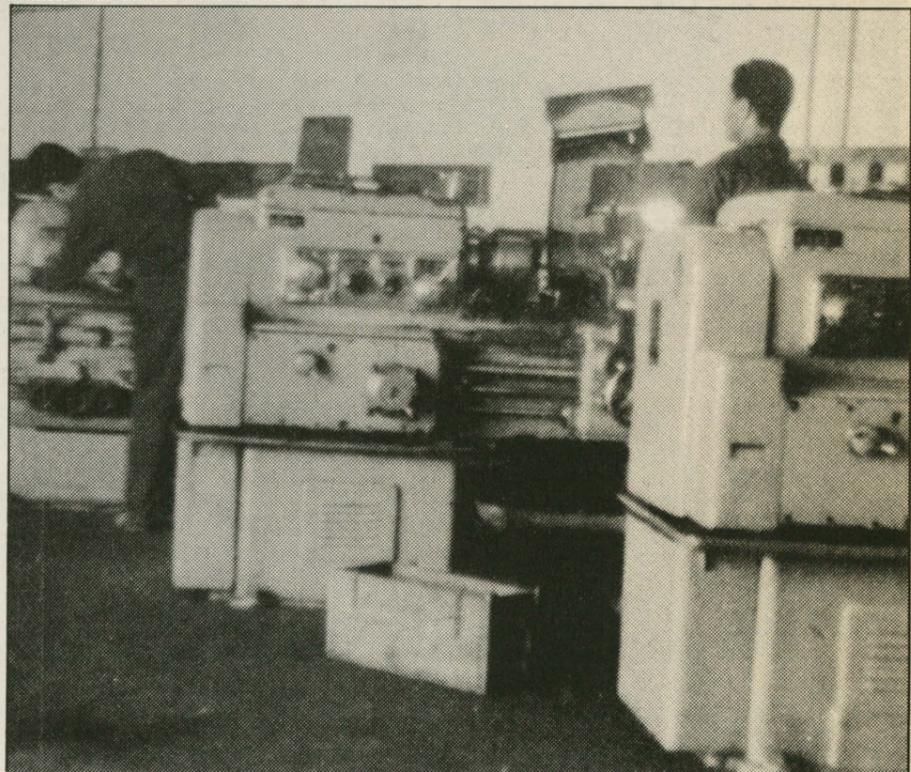
lat pour eux. Je me souviens, la colère m'a pris, et avec un jeune Algérien nous sommes allés chercher le café et j'ai fait le partage. Le jour où les Algériens ont été incorporés et on quitté la prison, j'ai été le seul à qui ils sont venus dire au revoir. J'étais fier de moi, mais pas de mes compatriotes !

Un jour, il y a eu une rafle. La Légion avait encerclé un village algérien et pris six soldats de l'ALN. Cinq furent tués à bout portant, d'une balle dans la tête, le dernier en le faisant sauter sur une mine. Saccage du village pendant trois jours. Femmes et enfants sans nourriture, parqués derrière un réseau de barbelés. L'armée de terre rafla les moutons, celle de l'air, arrivée en renfort, les poules. Le soir, c'était la bringue. Le sergent m'invita à venir partager le repas. Je lui fis répondre que de cette viande-là je n'en avais jamais mangée et que ce n'était pas aujourd'hui que je commencerais. Je lui souhaitais bon appétit en lui faisant remarquer que des enfants n'avaient plus rien à manger.

Cette période fut très difficile à passer. A travers le combat des Algériens, je comprenais mieux ce qu'avait pu être la vie des FTP, de nos camarades de la Résistance à qui je rends hommage et qui risquaient eux aussi à tout moment la torture. Quel autre rôle jouions-nous là-bas que celui de troupes d'occupation dont le travail principal était de traquer et liquider ces combattants de l'ombre ?

Témoignage de R.R., militant ouvrier, aujourd'hui sympathisant de la LCR.

Michel Raptis, dit Pablo, secrétaire de la IV^e Internationale, a réussi à faire installer, dans le plus grand secret, des fabriques d'armes sur le territoire marocain. Cette photo a été prise par les services du ministère de l'Armement du GPRA.



Série rouge

□ Quel effet cela te fait-il d'être interviewé pour le carnard où tu as débuté ?

Blague pas ! Je suis un peu ému, amicalement et professionnellement.

□ Quand tu travaillais à Rouge, pensais-tu déjà au polar ?

Le polar est un concours de circonstances, après Rouge. D'ailleurs, je n'écrivais pas sur le polar, mais sur le théâtre et la littérature en général.

□ Une grande idée est dans l'air en ce moment : littérature policière égale littérature tout court... Mais 98 % de ce qui s'écrit est assez mauvais.

Oui, 98 % du roman noir — je préfère roman noir que polar — est mauvais. Il y a un genre polar, mais ce n'est pas un label de qualité, ni le nombre de livres vendus d'ailleurs. Savoir si le roman noir est l'égal de la série blanche chez Gallimard n'est vraiment pas mon problème. Ce que je peux te dire, c'est pourquoi j'en écris.

Essentiellement parce que c'est, en gros, une écriture très journalistique. J'ai manié cette forme d'écriture pendant des années, particulièrement à Rouge. Des phrases courtes, une écriture très rapide... Cela permet ainsi d'écrire des choses très contemporaines, éventuellement très politiques, faire un article de fond sur tel ou tel phénomène social, de société, comme on dit...

Sans reprendre en détail, les thèmes de mes bouquins c'est des trucs que j'avais traités de façon tout à fait différente dans Rouge. De la fiction, mais toujours du réel à la base.

□ Il y a une foule d'anciens soixante-huitards, d'anciens trotskystes aussi, qui écrivent des romans noirs, alors que dans le roman d'espionnage il y a plus de 50 % des écrivains qui sont d'anciens militaires et d'anciens flics.

Ah bon ! En fait, nous ne sommes pas tellement nombreux à avoir un passé d'extrême gauche. Il y a Manchette — notre père à tous —, Jonquet, Daenninck au passé un peu différent...

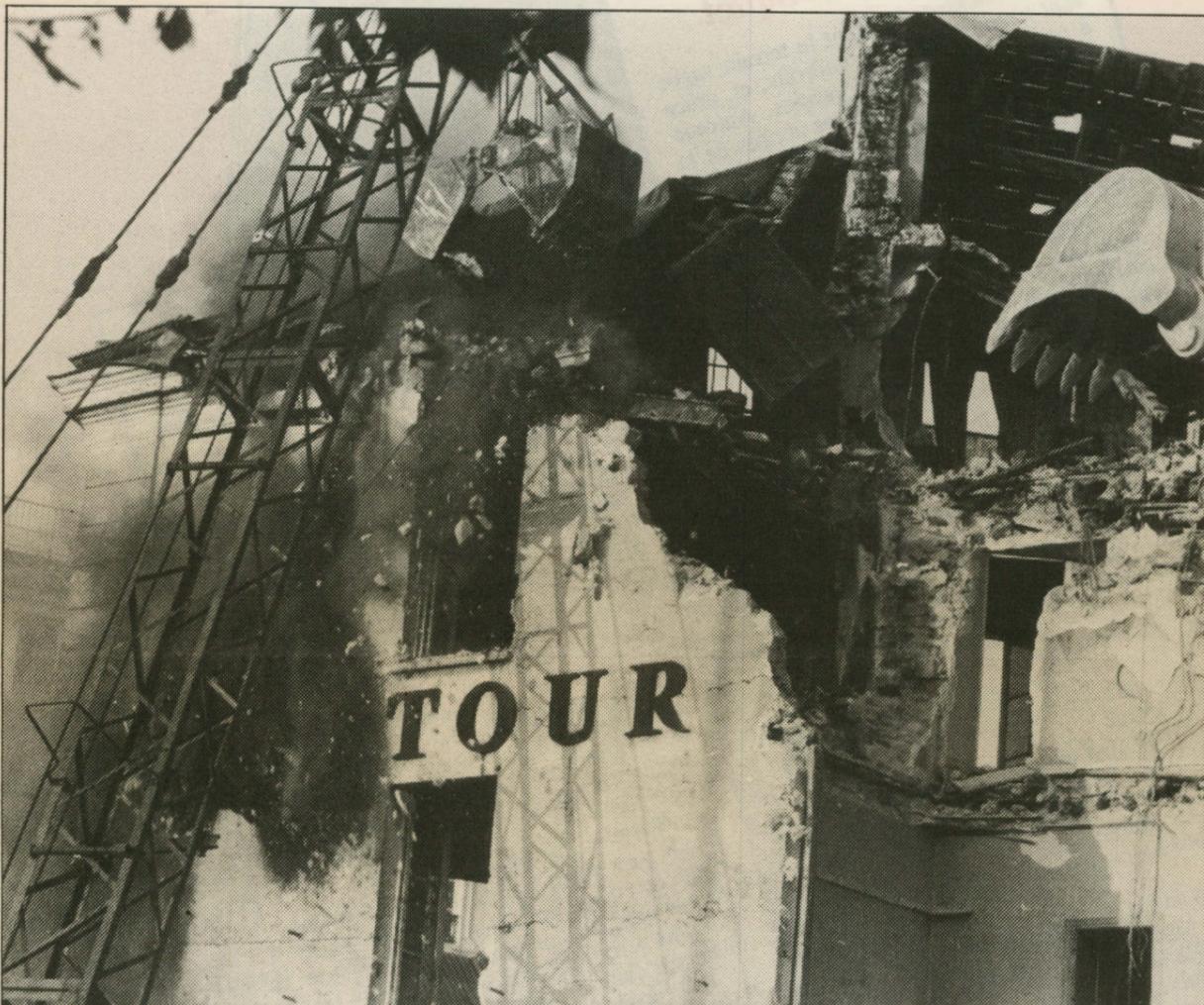
□ Bon, il y a très peu de trotskystes ou d'ex.

Ex ! Merde, faut pas charrier !

□ Avoir été militant, c'est une aide pour écrire des polars ?

D'avoir été militant, d'avoir cette expérience du monde, oui, c'est une aide. Le rapport à la violence fait partie des meubles. Ce n'est pas du tout une transgression abso-

Jean-François Vilar fut pendant de nombreuses années journaliste à Rouge. Nous l'avons retrouvé, sans jamais l'avoir perdu, auteur réputé de romans noirs. C'est toujours les autres qui meurent, Passage des singes, Etat d'urgence... et bientôt, place de la Bastille, des exilés argentins, du tango et les « Folles de mai »... Et la politique alors ! Ç'en est plein ! Avec d'autres moyens.



La tour prend garde ? (Photo de Jean-François Vilar)

lue — le rapport au choc violent. Que ce soit un crime ou une insurrection, je mets les deux sur le même plan littéraire. L'habitude existe d'une rupture dans le cours normal des choses. Une familiarité aux faits divers aussi, même si on ne sait pas très bien le traiter. A Rouge quotidien, nous étions très sensibles à la manière dont cette poussière d'actualité pouvait s'éclairer. En même temps, nous étions souvent un peu en porte-à-faux. Avec le roman noir, j'arrive plus facilement à trouver un angle d'attaque.

□ Jonquet et toi, chacun dans votre genre, vous étiez éducateurs spécialisés. S'occuper de gens un peu bizarres pousse-t-il à écrire des polars ?

Pas spécialement, mais ça permet d'exprimer une sensibilité sur ce que sont les phénomènes marginaux, périphériques, à une société, aux rejetés de la crise ou de la prospérité. Moi, quand je bossais, c'était avant 68, la société d'abondance était l'idéologie dominante. Cohn-Bendit dira en 68 :

« La certitude de ne pas mourir de faim ne s'échange pas contre la certitude de mourir d'ennui. » Il y a des dégâts considérables, mon boulot d'éducateur m'a aiguisé le jugement là-dessus.

Tiens, Thierry écrit dans son prochain bouquin sur les nouveaux pauvres. Moi, je n'ai pas vraiment le même angle d'attaque. Ce qui m'intéresse, ce sont les courants d'idées qui traversent l'intelligentsia. J'ai été très tôt sensibilisé à ça. Intéressant d'observer aussi comment la crise des valeurs des idéologies se traduit chez les leaders d'opinion. Il y a des phénomènes de girouette qui sont tout à fait intéressants.

□ Comment fais-tu un bouquin ?

Il y a d'abord une biographie personnelle : la mienne. Tu la connais, nous avons partagé les mêmes émotions, les mêmes colères. J'ai donc une sensibilité à des choses. Après, la cuisine devient plus individuelle. C'est un peu des images choc. Quand on fait de la politique, ça peut être des images de la révolution

vietnamienne, des images qui cristallisent l'imaginaire. En ce moment, les choses de la vie, me donnent envie de construire des histoires. Je travaille plus avec des images qu'avec des mots. Je mets des mots pour raconter des images, un peu comme la légende d'une photo. La lecture d'une photo. La lecture d'une photo d'agence est souvent politique, mais il y a aussi ce qui est derrière, le personnage au deuxième plan : qu'est-ce qu'il a dans la tronche ? Qu'est-ce qui va lui arriver ? J'ai envie de savoir. Le reste n'est pas fondamentalement différent de ce que tu vas écrire pour Rouge. Comment lier la sauce avec les émotions, les biographies, deux ou trois faits saillants, quelques images et un peu de verve.

□ Dans tous tes bouquins, il y a un photographe. Qui est-ce ?

Je m'intéresse à la photo depuis longtemps par passion. J'en fais et j'aime aussi les photographes, j'en connais beaucoup. C'est à la fois un peu moi, c'est normal, et

ce que je connais du métier. Sur le plan du récit de série noire le photographe est intéressant : il permet de voir les gens sans être dedans entièrement. Une photo c'est aussi celui qui la prend. Ce n'est pas seulement le portrait en face de l'objectif. Le photographe est un personnage assez riche sur le plan romanesque, à mon avis.

□ Tes livres ne sont pas tellement actuels, tu parles de maintenant et d'avant, il y a des morceaux d'histoire.

Walter Benjamin, un philosophe de l'école de Francfort, disait que « Le problème finalement c'est d'historiciser le présent pour actualiser l'histoire. » Cette idée permet un télescopage entre la mémoire de l'histoire et la manière d'agir sur le présent immédiat.

L'histoire nous mord la nuque, non pas au sens où on le disait il y a quelques années, mais on ne peut pas l'ignorer. Croire qu'on peut réinventer le monde sans avoir cette connaissance est d'une naïveté fracassante.

Oui, dans mes bouquins, il y a de l'histoire. Daenninck aussi : la guerre de 1914, les déserteurs, les insoumis, la révolution algérienne, les massacres d'Algériens. Traiter l'actualité sans avoir en permanence un contre-point historique, évidemment politique est inintéressant.

□ Tu es un écrivain très localiste, tu parles beaucoup de Paris.

J'ai fait un bouquin qui se déroule à Venise. Mais je suis parisien, j'y vis, c'est une ville que j'aime, qui change et qui se renouvelle aussi. Le lieu de mon prochain bouquin est la place de la Bastille ; entre l'ancien bistrot le Tambour où on faisait des réunions au premier étage dans le temps, et la Tour d'argent, autre bistrot qui n'existe plus. Sur-tout le temps de mon livre, c'est celui de la destruction entre la vieille gare de la Bastille il y a bientôt un siècle et la destruction de la Tour d'argent qui date... d'avant-hier. Beaucoup d'Argentins exilés habitent ce quartier, et en fait ce qui m'intéresse, autour d'un quartier réel qui bouge, autour d'un quartier et d'un temps très précis, c'est de parler d'une ville rêvée à partir de l'exil : Buenos-Aires, le Tango.

□ Le tango ? Rue de Lappe... Mais c'est la Java ?

Oui, mais le tango a aussi droit de cité. C'est une musique des faubourgs, des lisières de la ville. Le faubourg Saint-Antoine est un quartier limite, avec un tissu traditionnel qui remonte à plusieurs siècles. Ça bouge mais il y a des traditions.

□ Le roman noir aujourd'hui donne l'impression d'être à la fois le réalisme sociale des Américains mélangé à du réalisme poétique français à la Prévert ?

Il y a l'héritage de Hammet surtout ; très journaliste, très politique. La Moisson rouge, un énorme bouquin, est la description au vitriol, avec une conception incroyablement spectaculaire, de la corruption dans une ville américaine des années vingt. Le béton, les bagnoles, les sirènes, c'est toute une tradition essentiellement urbaine. Et il y a l'autre héritage, à travers Duhamel, le fondateur de la série noire : une très forte perméabilité au merveilleux, aux femmes fatales, aux phénomènes d'association spontanés. C'est la filiation de Lautréamont, des surréalistes, de Breton... et de l'Aragon du Paysan de Paris avant qu'il ne dégénère. Baudelaire aussi. Oui, il y a le télescopage de tout ça, de la politique, du journaliste et une sensibilité des coïncidences poétiques...

Propos recueillis par Alexis Violet

Sans titre

Par Thierry Jonquet

La palissade bordant le terrain vague était trouée en maints endroits, et, grâce à une de ses planches cassées, Antonio San Spiritu put observer les abords de la cité. C'était un fouillis de blocs HLM décrépis. Des gosses jouaient devant la façade d'un magasin, se poussant à tour de rôle dans un caddie auquel il manquait une roue.

Antonio San Spiritu tendit l'oreille, mais, hormis le bruit des voitures qui passaient sur le pont d'autoroute, toute proche, il n'entendit rien. Une sirène de car de police hululait au loin. Bien loin. Antonio Spiritu soupira. Les flics s'éloignaient et, avec un peu de chance, il allait s'en sortir...

Il lui fallait se réfugier. N'importe où. La blessure à la cuisse, une balle de 7.65 qui avait effleuré la chair, le fit grimacer. Il gémit en voyant l'aurole de sang qui tachait la jambe du pantalon.

Près de l'immeuble le plus proche, une femme avançait ; elle portait un lourd cabas. Antonio escalada la palissade, à leur poursuite, ne remarquant pas que l'homme boitait.

La femme était jeune. Son visage était gracieux. Elle était vêtue pauvrement. Antonio lui saisit le bras et lui montra son revolver. La femme eut un hoquet de surprise mais ne chercha pas à s'enfuir ni à crier.

- Tu habites là ?... demanda Antonio, en désignant la cage d'escalier numéro 25.
- Oui... souffla la femme.
- Y'a quelqu'un chez toi ?
- Non... mon mari travaille... murmura-t-elle.

Il la poussa vers l'entrée du HLM. Le hall était sale, le sol jonché de prospectus vantant les services d'une société spécialisée dans le blindage de portes.

La femme monta l'escalier et s'arrêta au premier. Elle sortit un trousseau de clés de la poche de sa robe. Antonio San Spiritu pénétra derrière elle dans le petit deux pièces.

- N'aie pas peur... lui dit-il, en se laissant glisser sur le canapé de skai.

Elle le regardait, les bras ballants. Le cabas reposait à ses pieds. Elle se souvint alors de l'attroupement, une heure plus tôt, devant le supermarché Casino. On disait que des gangsters avaient tenté un hold-up. Les vigiles avaient tiré...

- Ton mari... quand il revient ? demanda San Spiritu.

- Il ne rentre pas... Pas ce soir !

- Pourquoi ?

- Il est à l'usine de menuiserie. Il y a la grève. Ils occupent, avec la CGT.

- Des conneries, tout ça ! grogna San Spiritu. Comment tu t'appelles ?

- Marie...

- Tu es jolie, Marie...

Elle rougit, se cacha le visage dans les mains. Spiritu était un vrai gigolo. Les nanas, il les avait, par tombereau. Il lui saisit la main et l'attira à ses côtés, sur le canapé. Elle ne se défendit pas lorsqu'il dégrafa un à un les boutons de sa robe. Il ne pouvait bouger beaucoup à cause de sa blessure. Aussi, ce fut elle, qui s'installa à califourchon sur lui.

La tête de Marie reposait sur l'épaule de San Spiritu. Elle lui caressait la poitrine, velue, de ses petits doigts fins.
- Je ne vais pas rester longtemps, dit San Spiritu, après avoir bu une gorgée de bière.

Marie l'avait soigné, avec de l'alcool et un pansement Urgo. Elle avait jeté le pantalon souillé de sang et lui avait donné un pantalon de son mari. Joseph était un peu plus pensu que San Spiritu, mais il ne fallait pas faire le difficile.

Il lui avait tout raconté : l'attaque du Casino, les vigiles, la fuite à travers les terrains vagues, les barrages de police dans la ville.

- Demain matin, je partirai... dit-il. Ils ne peuvent pas faire leur cirque longtemps.

Et le lendemain, il partit. Marie se pendit à son cou et l'embrassa longuement. Puis il descendit les premières marches de l'escalier. Il se retourna et lui lança ce regard enflammé, qu'elle fondit devant ce regard enflammé, qu'elle lui lançait, appuyée contre l'encadrement de la porte. Il revint sur ses pas.

- Merci, Marie, lui dit-il. Je m'appelle San Spiritu. Antonio. Je vais filer. Si tu as besoin d'aide, va voir au bar Tibériade, patron. Il s'appelle Melchior, c'est un négro. Dis-lui que tu viens de la part de San Spiritu...

Quand elle vit, le mois suivant, qu'elle

était enceinte, Marie fut prise de panique. Joseph était tout à fait impuissant mais n'aurait pas toléré une incartade de cet ordre. Elle fonça porte de Saint-Ouen, mais ne trouva pas Melchior, qui était tombé en taule pour une sale histoire de voitures volées.

Marie dut annoncer la triste nouvelle à Joseph. Le pauvre homme s'effondra, mais il n'avait pas la force de se mettre en colère. L'occupation de l'usine de la menuiserie lui donnait trop de soucis. Il accepta la grossesse de sa femme avec stoïcisme.

A la clinique, quand elle eut accouché, Marie reçut la visite de Melchior, le négro. Il était avec un drôle de type nommé Balthazar, et un troisième encore, au nom impossible. Ils couvrirent Marie, et l'enfant, de cadeaux somptueux.

Joseph regardait tout cela d'un œil mauvais, mais il se tut.

De toute sa vie, il n'éleva pas la moindre protestation contre son « fils ». L'enfant, suivant la destinée de son père San Spiritu, fit une longue carrière dans le crime organisé.

Mais c'est une autre histoire...